

ЧЕТВЪРТЪК 4 СЕПТЕМВРИ 2008 Г.
JUEVES 4 DE SEPTIEMBRE DE 2008
ČTVRTEK, 4. ZÁŘÍ 2008
TORSDAG DEN 4. SEPTEMBER 2008
DONNERSTAG, 4. SEPTEMBER 2008
NELJAPÄEV, 4. SEPTEMBER 2008
ΠΕΜΠΤΗ 4 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 2008
THURSDAY, 4 SEPTEMBER 2008
JEUDI 4 SEPTEMBRE 2008
GIOVEDI' 4 SETTEMBRE 2008
CETURTDIENA, 2008. GADA 4. SEPTEMBRIS
2008 M. RUGSĒJO 4 D., KETVIRTADIENIS
2008. SZEPTEMBER 4., CSÜTÖRTÖK
IL-HAMIS, 4 TA' SETTEMBRU 2008
DONDERDAG 4 SEPTEMBER 2008
CZWARTEK, 4 WRZEŚNIA 2008
QUINTA-FEIRA, 4 DE SETEMBRO DE 2008
JOI 4 SEPTEMBRIE 2008
ŠTVRTOK 4. SEPTEMBRA 2008
ČETRTEK, 4. SEPTEMBER 2008
TORSTAI 4. SYYSKUUTA 2008
TORSDAGEN DEN 4 SEPTEMBER 2008

4-002

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΡΟΔΗ ΚΡΑΤΣΑ-ΤΣΑΓΚΑΡΟΠΟΥΛΟΥ
Αντιπρόεδρος

4-003

1 - Έναρξη της συνεδρίασης

4-004

(Η συνεδρίαση αρχίζει στις 10.00 π.μ.)

4-005

Bernd Posselt (PPE-DE). – Frau Präsidentin! Nur ganz kurz: Die Kollegen wissen zum Teil noch nichts. Sie haben mich darauf angesprochen, dass gestern entschieden wurde, die nächste Tagung in Brüssel abzuhalten. Ich höre, dass es enorme Probleme mit Betten hier in Brüssel gibt, weil die Hotelzimmer wegen einer Messe ausgebucht sind. Man hätte diese Plenartagung einfach verschieben oder in eine Minitagung verwandeln sollen. Das wäre die beste Lösung gewesen. Mit etwas gutem Willen hätte man das tun können.

Der zweite Punkt, den ich kurz ansprechen möchte, hängt damit ganz eng zusammen: Ist hier im Gebäude eigentlich schon die Sicherheitssituation geprüft worden? Ich höre, dass es hier erhebliche Baumängel gibt. Wurde dieses Gebäude hier nach denselben Kriterien geprüft wie jetzt das Straßburger Gebäude?

4-006

Πρόεδρος. – Σας παρακαλώ, κυρίες και κύριοι συνάδελφοι, να μην ανοίξουμε τη συζήτηση για το θέμα αυτό τώρα. Θα γίνουν οι ανακοινώσεις το μεσημέρι κατά την ώρα των ψηφοφοριών.

Λαμβάνονται όλα τα κατάλληλα μέτρα για να ελεγχθούν τα κτίρια προληπτικά, να γίνουν οι κατάλληλες επισκευές στο Στρασβούργο και να μπορέσουμε το συντομότερο να επιστρέψουμε στο Στρασβούργο για τις εργασίες μας.

Δεν θα επιστρέψουμε προτού είμαστε σίγουροι ότι υπάρχει η ασφάλεια.

4-007

Philip Bushill-Matthews (PPE-DE). – Madam President, I shall be brief, as I accept you do not want a debate. If there is to be an announcement at 12 o'clock, could that announcement also state whether the Bureau is considering – and I am not trying to be provocative – having a longer period of being in Brussels, so that we can have decisions in due time in order to get hotels and meeting rooms? Because these constant one-by-one decisions are not making life easy for any of us. Practically, could that be considered, and could we have a comment back in the announcement at 12 o'clock, please?

4-008

Πρόεδρος. – Κύριε Bushill-Matthews, δεν είναι πρακτική του Κοινοβουλίου να αλλάζει χωρίς λόγο τη συνεδρίαση από τις Βρυξέλλες στο Στρασβούργο. Υπήρχε ένας λόγος σοβαρός, απρόβλεπτος, και με ψυχραιμία και αποφασιστικότητα και συνέπεια προσπαθεί το Κοινοβούλιο να αντιμετωπίσει το θέμα. Την ίδια ψυχραιμία, σοβαρότητα και ωριμότητα πρέπει να δείξουμε όλοι.

Και η ενημέρωση θα γίνει όταν υπάρχουν τα στοιχεία και η πρόβλεψη θα είναι έγκαιρη, ούτως ώστε να μπορούν οι συνάδελφοι να κρατήσουν τα δωμάτιά τους εκεί που πρέπει.

Χρειάζεται, νομίζω, ωριμότητα, καλή διάθεση, ψυχραιμία, για να αντιμετωπισθεί αυτό το πρόβλημα, γιατί δεν νομίζω ότι πρόκειται για μια σοβαρή κρίση, αφού αποφύγαμε την άλλη κρίση που μπορούσε να συμβεί.

4-009

2 - Κατάθεση εγγράφων: βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-010

3 - Παλαιστίνιοι κρατούμενοι στο Ισραήλ (προτάσεις ψηφίσματος που έχουν κατατεθεί): βλ. Συνοπτικά Πρακτικά

4-011

4 - Ενδιάμεση αξιολόγηση του Ευρωπαϊκού Σχεδίου Δράσης για το Περιβάλλον και την Υγεία 2004-2010 (συζήτηση)

4-012

Πρόεδρος. – Η ημερήσια διάταξη προβλέπει τη συζήτηση της έκθεσης της Frédérique Ries, εξ ονόματος της Επιτροπής Περιβάλλοντος, Δημόσιας Υγείας και Ασφάλειας των Τροφίμων, σχετικά με την ενδιάμεση αξιολόγηση του Ευρωπαϊκού Σχεδίου Δράσης για το Περιβάλλον και την Υγεία 2004-2010 (2007/2252(INI) (A6-0260/2008).

4-013

Frédérique Ries, rapporteur. – Madame la Présidente, Madame la Secrétaire d'État – je vous remercie de vous être visiblement pressée pour arriver à temps à ce débat –, Monsieur le Commissaire Dimas, chers collègues, santé et environnement ne font pas toujours bon ménage, surtout en ce début de 21^e siècle. Les citoyens sont exposés à des pollutions aux formes variées et le plus souvent croisées aujourd'hui et ce, qu'ils vivent en ville ou à la campagne, à la mer ou à la montagne.

C'est donc tout sauf un hasard si, selon les derniers chiffres qui ont été communiqués par Eurostat, six citoyens européens sur dix pensent qu'il est très probable ou relativement probable que la pollution environnementale nuise à leur santé et aussi, c'est important, que l'Union européenne ne soit pas suffisamment active en la matière et c'est tout l'objet de notre débat de ce matin.

Je voudrais, avant tout, remercier mes collègues et notamment les rapporteurs fictifs sur ce rapport, Mme Ferreira, le Professeur Trakatellis, Mme Breyer, Mme Belohorská et Mme de Brún, pour l'excellente collaboration que nous avons entretenue depuis le début des travaux sur cette question, et cela remonte à 2003 déjà. C'est en 2003, en effet, que la Commission européenne a lancé des pistes avec, à l'époque, l'initiative SCALE, centrée sur la santé des enfants et puis l'année suivante, bien sûr, le lancement de ce plan d'action qui court jusque 2010. Une initiative que nous avons jugée insuffisante puisqu'en février 2005, la plénière du Parlement adoptait une résolution assez critique, je dois dire, partant d'un constat simple, un plan d'action, par essence, ne peut se fixer comme seul objectif plus de données, plus de recherches, même si celles-ci sont essentielles, bien sûr. De quoi rester sur notre faim, donc, cela d'autant que dans le même temps, toute une série d'États membres, au premier rang desquels la France, avec le plan national santé - environnement, mais encore de nombreux Länder en Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, et toute une série d'autres, se dotaient de leur côté de plans nationaux ambitieux.

Trois ans plus tard, où en sommes-nous dans la réduction des maladies imputables à la pollution. Pas très loin, me semble-t-il, au niveau communautaire, et j'en viens donc à l'évaluation proprement dite à mi-parcours et à son contexte. Certes, l'Union européenne, on l'a dit et répété, peut s'enorgueillir de toute une série de succès dans la lutte contre les différentes

formes de pollution. Parmi d'autres – impossible de les citer toutes ici –, la nouvelle législation sur la qualité de l'air ambiant – qui doit beaucoup à votre énergie, Monsieur le Commissaire –, le paquet Pesticides, sur le point d'aboutir, et puis bien sûr REACH, avec le contrôle de plus de 10 000 substances chimiques et la substitution envisagée pour les plus problématiques d'entre elles. Je voudrais citer aussi, c'est important, le financement par la Commission au cours de ces trois dernières années de plus de trente-huit projets consacrés à l'environnement et à la santé dans le cadre, ici, du sixième programme-cadre de recherche pour un montant global évalué à plus de 200 millions d'euros. Pour le reste et au vu, je l'ai dit, de la difficulté d'évaluer ce plan qui porte assez mal son nom, notre appréciation reste assez mitigée, je dirais.

Au cœur de notre projet de résolution aujourd'hui, donc, la réhabilitation du principe de précaution, cher aussi à Mme la Secrétaire d'État, je le sais. Je pense sincèrement, comme elle, qu'il faut donner vie, redonner vie à ce principe, un principe d'action plutôt qu'un principe d'abstention – je le dis et je le répète – et son application aussi dans les politiques communautaires, comme le permet l'article 174, paragraphe 2, de notre traité et comme le précise une jurisprudence constante de la Cour de justice. À ce sujet toujours, il me semble important de favoriser le renversement de la charge de la preuve – c'est ce que nous prévoyons au point 13 de notre résolution – pour toutes les législations sur les produits, parce qu'il est normal, il est évident que la preuve de l'innocuité d'un produit commercialisé revienne au producteur et à l'importateur. J'ajouterai que c'est d'ailleurs ce que croit, à tort pourtant, la plupart des consommateurs.

Deuxième sujet de préoccupation, et pas des moindres, largement couvert dans notre rapport, aux points 23 à 25, la question du changement climatique. Nous avons travaillé sur cette question cruciale en étroite collaboration avec les experts de l'OMS. Le phénomène le plus souvent décrit par ces experts est celui de l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des vagues de chaleur. Comment ne pas se souvenir qu'après la vague de chaleur de l'été 2003, ce sont plus de 70 000 décès supplémentaires qui ont été enregistrés dans une dizaine de pays européens. La mise en place systématique de mesures de prévention – réduction de l'exposition à la chaleur, système d'alerte, assistance, bien entendu, aux personnes âgées – nous paraît indispensable. Je voudrais également souligner que l'augmentation des températures, c'est aussi l'apparition de certains virus, le chikungunya par exemple, en Italie en 2007 – tout sauf un épiphénomène, toujours selon les experts, mais bien le signe avant-coureur, peut-être, de nombreuses pandémies en Europe. À l'évidence, ici aussi, cela exige une réponse qui soit à la hauteur des enjeux et, au minimum, une coordination régulière entre la Commission, le Centre de prévention et de contrôle des maladies de Stockholm et les capitales européennes.

Je souhaiterais terminer mon exposé sur ce qui a constitué, dans le domaine sanitaire, le feuilleton, la saga de l'été 2008, en tout les cas dans toute une série de pays – la France, la Belgique, et pas seulement –, je veux parler de cette avalanche d'informations, d'articles, de recherches, contradictoires pour la plupart, sur les dangers avérés ou non du téléphone portable sur la santé, en particulier sur celle des plus vulnérables, les enfants notamment. Et le très, peut-être trop, médiatique David Servan-Schreiber n'a pas été le premier à tirer la sonnette d'alarme. Ce que nous constatons aux paragraphes 21 et 22 de notre résolution est simple: cette multiplication d'études tend à montrer un impact sanitaire des champs électromagnétiques sur la santé de l'homme, des seuils d'exposition qui n'ont pas été modifiés, il faut le rappeler, depuis 1999 et qui sont donc toujours la norme officielle de l'Union européenne et l'absence de consensus chez les chercheurs concernant le danger sanitaire ou non du GSM.

L'incertitude scientifique a encore de beaux jours devant elle. Il y a un moment où le politique doit trancher et c'est ce que nous faisons dans notre résolution qui vous est présentée aujourd'hui.

4-014

Nathalie Kosciusko-Morizet, *Présidente en exercice du Conseil*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Madame la rapporteure et députée Ries, Mesdames et Messieurs les députés, les citoyens européens dans tous les pays sont légitimement soucieux de la qualité de l'environnement et de plus en plus concernés par l'articulation entre environnement et santé.

Les ministres de l'environnement ont eu l'occasion de le rappeler en décembre dernier: le Conseil accorde de plus en plus d'importance à ce sujet. Différentes pathologies sont en cause. Elles sont nombreuses, sans que les faits ou les liens entre pollution et santé soient toujours bien établis. Il s'agit de maladies respiratoires, de l'asthme, des allergies, du cancer, de perturbations endocriniennes, et notamment de celles qui touchent les catégories les plus vulnérables de la population – Mme la députée Ries l'a rappelé –, par exemple les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes défavorisées.

La nouvelle stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable, adoptée par nos chefs d'État et de gouvernement en juin 2006, place légitimement la santé publique au rang des défis essentiels, l'objectif étant de promouvoir une santé sans discrimination, d'améliorer la protection contre les menaces qui pèsent sur la santé, et tout ceci passe – et j'y reviendrai – par beaucoup de prévention.

Il y a plusieurs axes d'amélioration, qui tous ont été évoqués. Il y a une meilleure coopération entre les mondes de la santé et les mondes de l'environnement, qui malheureusement, parfois, ont tendance à évoluer sur des voies séparées. Il y a la nécessité d'améliorer la qualité des milieux, et c'est ce que nous faisons, notamment avec notre travail sur la directive IPPC

et le projet de directive sur les sols, dont nous parlerons tout à l'heure, ainsi de que la nécessité devant laquelle nous sommes d'améliorer l'expertise communautaire. Il y a le travail que nous faisons tous ensemble au niveau international, en particulier à l'Organisation mondiale de la santé. Il y a, enfin, le souhait, que nous poursuivons de manière concrète, d'améliorer l'intégration de l'environnement dans toutes les politiques, dans tous les plans et programmes pertinents, et notamment à l'occasion du plan santé et environnement qui s'étend sur la période 2004-2010. Bref, il est important de mener cet examen à mi-parcours à bien, afin de garantir une action aussi efficace que possible.

Dans tous ces différents domaines d'action, dans tout ce qui a été évoqué, Madame la Rapporteuse, dans votre travail, je voudrais à mon tour – et comme vous – souligner la nécessité de la prévention.

Le Conseil, dans ses conclusions de décembre dernier, tout comme le Parlement aujourd'hui, estime qu'il faut agir le plus tôt possible. Il faut agir rapidement et il faut agir en amont. Agir selon les principes de prévention et selon les principes de précaution, ce qui nécessite certainement d'élaborer des outils nouveaux pour anticiper, pour pouvoir analyser les menaces potentielles dès qu'elles émergent ou dès qu'un soupçon émerge et puis pour pouvoir accepter de considérer ces problématiques-là aussi dans d'autres champs, comme celui, par exemple, du changement climatique ou de la biosécurité, qui, tous, ont un lien avec les questions de santé.

4-015

Σταύρος Δήμας, Μέλος της Επιτροπής. – Κυρία Πρόεδρε, αξιότιμα μέλη του Κοινοβουλίου, εδώ και ένα χρόνο περίπου η Επιτροπή ενέκρινε την ενδιάμεση αξιολόγηση του ευρωπαϊκού σχεδίου δράσης για το περιβάλλον και την υγεία 2004 - 2010, που κάνει έναν απολογισμό της έως τώρα υλοποίησης του σχεδίου δράσης.

Χαίρομαι που το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο ανταποκρίθηκε θετικά στην ενδιάμεση αυτή αξιολόγηση αποδίδοντας την ίδια μεγάλη σημασία με την Επιτροπή στην αλληλοεπίδραση ανάμεσα στο περιβάλλον και την υγεία. Και είμαι ιδιαίτερα ευτυχής που η Γαλλική Προεδρία, σήμερα και με τον Υπουργό σε προηγούμενες περιπτώσεις, έχει εκδηλώσει την πλήρη στήριξή της στο τόσο σημαντικό αυτό θέμα για τους ευρωπαίους πολίτες.

Όπως γνωρίζετε, το ευρωπαϊκό σχέδιο δράσης για τη σχέση περιβάλλοντος και υγείας έχει ως στόχο να βελτιώσει την ενημέρωση και να ενθαρρύνει την έρευνα σχετικά με το περιβάλλον και την υγεία του ανθρώπου, ώστε να επιτευχθεί καλύτερη γνώση των απειλών και των παραγόντων κινδύνου για την υγεία του ανθρώπου από το περιβάλλον. Θα μπορούσαν έτσι οι πολιτικές ηγεσίες σε ευρωπαϊκό και εθνικό επίπεδο να επεξεργαστούν αποτελεσματικότερη νομοθεσία και μέτρα για την προστασία της υγείας των ευρωπαίων πολιτών.

Το σχέδιο αυτό, που περιλαμβάνει 13 ειδικές δράσεις για το χρονικό διάστημα 2004 - 2010, καταρτίστηκε κατόπιν εκτεταμένων διαβουλεύσεων με εμπειρογνώμονες και φορείς που δραστηριοποιούνται στους τομείς του περιβάλλοντος, της υγείας και της έρευνας στην Ευρώπη.

Στο σχέδιο δράσης τονίζεται ότι η στενή συνεργασία μεταξύ των υπηρεσιών περιβάλλοντος, υγείας και έρευνας, τόσο σε εθνικό όσο και σε ευρωπαϊκό επίπεδο, είναι ζωτικής σημασίας για την κατά τον καλύτερο δυνατό τρόπο αντιμετώπιση των αλληλοεπιδράσεων μεταξύ περιβάλλοντος και υγείας.

Τέσσερα χρόνια μετά τη θέσπιση του σχεδίου δράσης βρίσκομαι στην ευχάριστη θέση να αναφέρω ότι η στενή αυτή συνεργασία ανάμεσα στις διάφορες υπηρεσίες έχει εδραιωθεί πλέον και αποτελεί σαφώς μια πολύ θετική εξέλιξη, σύμφωνα άλλωστε και με την περσινή ενδιάμεση αξιολόγηση.

Για να σας δώσω ένα συγκεκριμένο παράδειγμα: τα κράτη μέλη εργάζονται τώρα από κοινού για να διαμορφώσουν μια συντονισμένη ευρωπαϊκή προσέγγιση στο θέμα της βιοπαρακολούθησης του ανθρώπου με τη συμμετοχή των Υπουργείων Έρευνας, Υγείας και Περιβάλλοντος.

Θεωρώ σημαντικό να προσθέσω ότι, μετά την έγκριση της έκθεσης προόδου πέρσι, η Επιτροπή ανέλαβε και άλλες σημαντικές δραστηριότητες όσον αφορά ειδικότερα τη βιοπαρακολούθηση του ανθρώπου, τη σχέση κλιματικών αλλαγών και υγείας, την ποιότητα του αέρα στους εσωτερικούς χώρους, την έρευνα με αντικείμενο το περιβάλλον και την υγεία καθώς και τα ηλεκτρομαγνητικά πεδία. Ως εκ τούτου χαίρομαι που τα ζητήματα αυτά περιλαμβάνονται στην έκθεση του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου.

Επιτρέψτε μου να αναπτύξω εν συντομία τις νέες εξελίξεις: η Επιτροπή ακολουθεί ευρύτερη προσέγγιση πλέον στο πρόβλημα της ποιότητας του αέρα των εσωτερικών χώρων, σύμφωνα άλλωστε με το ψήφισμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου του 2005. Έχουν αναληφθεί πολλές δραστηριότητες που υπερβαίνουν τις συγκεκριμένες στοχεύσεις του σχεδίου δράσης: για παράδειγμα, νέα ερευνητικά έργα χρηματοδοτήθηκαν από την Επιτροπή, συγκροτήθηκε ομάδα εργασίας εμπειρογνομώνων, εγκρίθηκε Πράσινη Βίβλος για τον καπνό από τσιγάρο και επιστημονικές γνωμοδοτήσεις. Απομένει να αποφασιστεί το νομικό μέσο για την καλύτερη αντιμετώπιση του ζητήματος του αέρα των εσωτερικών χώρων.

Σχετικά με τη βιοπαρακολούθηση του ανθρώπου, η Επιτροπή λυπάται που βάσει του 7ου προγράμματος πλαισίου δεν κρίθηκε κατάλληλη για χρηματοδότηση πρόταση που υποβλήθηκε από κοινοπραξία 24 κρατών μελών. Πάντως, αυτό το μήνα θα δημοσιευθεί νέα πρόσκληση για υποβολή προτάσεων σχετικά με τη βιοπαρακολούθηση του ανθρώπου.

Στο μεταξύ η Επιτροπή θα συνεχίσει τις προπαρασκευαστικές εργασίες για το πιλοτικό έργο στο πλαίσιο ενός δικτύου ERA-NET και στο πλαίσιο μιας διοικητικής ρύθμισης με το Κοινό Κέντρο Ερευνών της Ispra σε στενή συνεργασία με τα κράτη μέλη.

Σχετικά με τα ηλεκτρομαγνητικά πεδία, η Επιτροπή εξασφαλίζει τη συνεχή παρακολούθηση των επιστημονικών εξελίξεων, μέσω της επιστημονικής της επιτροπής για τους αναδυόμενους και τους πρόσφατα εντοπισθέντες κινδύνους για την υγεία και μέσω του δικτύου MNT για τα ηλεκτρομαγνητικά πεδία, έργο του 6ου προγράμματος πλαισίου.

Η Επιτροπή προωθεί την έρευνα στα πιο σημαντικά θεματικά πεδία με σκοπό να καθορισθεί εάν πρέπει να αναθεωρηθούν οι οριακές τιμές έκθεσης που καθορίζονται στη σύσταση του Συμβουλίου. Η Επιτροπή ζήτησε πρόσφατα από την επιστημονική της επιτροπή για τους αναδυόμενους και τους πρόσφατα εντοπισθέντες κινδύνους για την υγεία να επανεξετάσει τη γνώμη της λαμβάνοντας υπόψη τα πλέον πρόσφατα στοιχεία και εκθέσεις.

Η σχέση μεταξύ των κλιματικών αλλαγών και της υγείας συγκαταλέγεται σαφώς ανάμεσα στα θέματα που αποκτούν ολοένα και μεγαλύτερη σημασία, σύμφωνα με την ενδιάμεση αξιολόγηση, και θα καλυφθεί στη Λευκή Βίβλο για την προσαρμογή στην κλιματική αλλαγή που πρόκειται να εγκριθεί σύντομα.

Οι εξελίξεις αυτές δείχνουν ότι η Επιτροπή αποδίδει μεγάλη σημασία στην ακόμη μεγαλύτερη ενσωμάτωση της διάστασης της υγείας στην ευρωπαϊκή περιβαλλοντική πολιτική. Πρόσφατα νομοθετήματα, όπως το νομοθέτημα για τα χημικά, το REACH, και η νέα οδηγία για την ποιότητα του ατμοσφαιρικού αέρα ενισχύουν την προστασία του περιβάλλοντος και της υγείας και αποτελούν παραδείγματα αμοιβαίως επωφελούς τρόπου αντιμετώπισης του περιβάλλοντος και της υγείας προς όφελος των ευρωπαίων πολιτών.

Τελειώνοντας, θα ήθελα να ευχαριστήσω την εισηγήτρια, κυρία Frédérique Ries, για την έκθεση, την εξαιρετική εργασία την οποία έκανε και το μεγάλο ενδιαφέρον που έδειξε στο ζήτημα της σχέσης περιβάλλοντος και υγείας. Επίσης, θα ήθελα να επαναλάβω τη σταθερή θέση της Επιτροπής να συνεχίσει τις προσπάθειές της σύμφωνα με το σχέδιο δράσης για το περιβάλλον και την υγεία, να διαμορφώσει αποτελεσματική περιβαλλοντική νομοθεσία και να διασφαλίσει την ορθή εφαρμογή της ισχύουσας νομοθεσίας ώστε να προστατευθούν τόσο το περιβάλλον όσο και η υγεία των ευρωπαίων πολιτών.

Με αυτές τις σκέψεις η Επιτροπή θα διαδραματίσει ενεργό ρόλο στην προετοιμασία της πέμπτης Υπουργικής Διάσκεψης με θέμα το περιβάλλον και την υγεία η οποία προγραμματίζεται να πραγματοποιηθεί τον Ιούλιο του 2009.

4-016

Françoise Grossetête, au nom du groupe PPE-DE. – Madame la Présidente, vous me permettrez tout d'abord de saluer Mme la Ministre, dont on connaît la conviction et la détermination sur ces questions et M. le Commissaire, ainsi que de féliciter bien évidemment Frédérique Ries pour l'excellent travail qu'elle a effectué sur une question qui est particulièrement importante et qui est très sensible pour nos concitoyens. Hippocrate disait déjà que pour étudier la médecine, il fallait étudier le climat. Et bien que l'on puisse reconnaître les efforts qui ont été consentis par la Commission européenne depuis le lancement du plan d'action "Environnement et santé" en 2004, on peut regretter qu'il ne repose pas sur une véritable politique de prévention visant à réduire les maladies qui sont liées aux facteurs environnementaux et poursuivant un objectif clair et chiffré. Il y a dix ans, quand on parlait de changement climatique, les risques sanitaires n'étaient, pour ainsi dire, jamais évoqués. Aujourd'hui, la fréquence des vagues de chaleur, des inondations, des feux de friches et des catastrophes naturelles en tous genres au sein de l'Union, modifient l'apparition des maladies causées par des bactéries, des virus et transmises par un certain nombre d'insectes. Nous devons ainsi nous attacher à mieux comprendre les conséquences que cela pourrait avoir sur la santé, en particulier des personnes les plus vulnérables, pour être en mesure de mieux gérer ces risques. Là où le programme "Santé 2008-2013" se fixe notamment pour objectif d'agir sur les déterminants traditionnels de la santé que sont l'alimentation, le tabagisme, la consommation d'alcool et de drogues, le présent plan d'action 2004-2010 devrait se concentrer sur certains nouveaux défis sanitaires et examiner également les facteurs environnementaux déterminants qui affectent la santé humaine. Je pense ainsi à la qualité de l'air, aux ondes électromagnétiques – cela a déjà été abordé – les nano particules, les substances chimiques préoccupantes – on l'a vu dans REACH – les substances classées cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction, perturbateurs endocriniens, ainsi que les risques pour la santé découlant du changement climatique, j'en ai parlé. Je souhaite aussi rappeler que les maladies respiratoires sont au deuxième rang des causes de mortalité, d'incidences, de prévalences et de coûts dans l'Union, qu'elles constituent la principale cause de mortalité infantile chez les enfants de moins de cinq ans et qu'elles continuent de se développer en raison, en particulier, de la pollution de l'air, extérieur et intérieur.

S'agissant de la question de santé, de l'environnement urbain, en particulier en ce qui concerne la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments, la Commission doit faire plus pour lutter contre la pollution domestique, sachant qu'en moyenne,

un citoyen européen passe 90 % de son temps à l'intérieur des habitats. On le voit, cette question, ce lien entre environnement et santé, est particulièrement important, particulièrement sensible, et il est urgent d'apporter les bonnes réponses pour nos concitoyens.

4-017

Anne Ferreira, *au nom du groupe PSE*. – Madame la Président, Madame la Ministre, Monsieur le Commissaire, chers collègues, je tiens tout d'abord moi aussi à saluer le travail de notre collègue et sa détermination sur ce dossier, détermination que je partage, car le lien entre l'environnement et la santé, s'il est aujourd'hui largement reconnu, mérite de trouver des réponses dans notre action politique.

Il est donc essentiel de progresser pour disposer de meilleures connaissances dans ce domaine et, surtout, de mettre en œuvre les actions permettant de limiter les impacts négatifs de notre environnement sur notre santé.

Les différents sujets ont été bien identifiés et sont couverts par le plan d'action. Il était nécessaire de prendre en compte les effets du changement climatique et de proposer une évaluation des risques sur la santé, tout comme il était aussi essentiel de parler des champs électromagnétiques.

Je suis également satisfaite du fait que figure dans le rapport une référence au rapport 2007 de l'Agence européenne de l'environnement, montrant que les pollutions atmosphériques, notamment liées aux particules fines et à l'ozone au niveau du sol, représentent une menace considérable pour le bon développement des enfants, entraînant une baisse de l'espérance de vie dans l'Union européenne.

Je regrette cependant que les problèmes de santé dans l'environnement de travail n'aient pas pu être intégrés dans le texte. Je rappelle que des millions de personnes souffrent aujourd'hui de maladies liées à leur environnement au travail, dont les origines sont diverses: stress, intensité du travail, diverses pollutions, troubles musculo-squelettiques liés à une mauvaise ergonomie des postes de travail. J'espère que cette thématique sera sérieusement prise en compte dans d'autres commissions.

Comme l'a dit Frédérique Ries, le problème majeur est, également, que nous prenons du retard. La Commission, me semble-t-il, n'a pas été assez active pour respecter les engagements qu'elle s'était fixés. Je citerai un exemple, notamment sur la question des nanoparticules, sujet qui est au cœur de nombreux rapports actuellement et qui soulève beaucoup d'interrogations.

Ainsi, je lis dans la communication de 2007 de la Commission, concernant les objectifs 2004-2006, "se pencher sur les effets éventuels des nanoparticules sur l'environnement et la santé". Ensuite, pour 2007-2010, on prévoit des études qui porteront sur les risques potentiels que présentent les nanoparticules pour la santé. Trois ans pour se pencher sur un sujet, trois autres années ensuite pour faire les études, il me semble qu'on aurait pu être plus efficace.

Sans doute y a-t-il des raisons à cette faiblesse: manque de moyens humains, manque de moyens financiers. Mais quelle crédibilité l'Union européenne peut-elle avoir si elle ne respecte pas ses propres engagements? Nous savons que, sur ces questions, le citoyen européen sait reconnaître la valeur ajoutée de la dimension européenne. Alors, ne le décevons pas.

Je terminerai par une question en direction du Conseil et de la Commission: vous avez parlé, Monsieur le Commissaire, de coopération entre les services et entre les équipes de recherche, ce qui est une bonne chose. Existe-t-il également une coordination entre les différents plans nationaux environnement-santé rédigés au niveau des gouvernements et le plan d'action européen? Et, enfin, Madame la Ministre – si vous reprenez la parole – la France a-t-elle, par exemple, lié ses travaux à ceux qu'elle a menés dans le cadre du Grenelle de l'environnement?

4-018

Lena Ek, *för ALDE-gruppen*. – Fru talman! Jag brukar tala om att EU måste bli smalare, men vassare, d.v.s. att vi måste fokusera våra åtgärder samtidigt som vi respekterar subsidiariteten. Den här strategin är precis ett sådant område. Jag skulle vilja ta upp några saker som vår föredragande Frédérique Ries behandlar i sitt betänkande. Hennes kritik av bristen på mätbara mål och indikatorer är väldigt tung. Vi måste komplettera strategin. Ries och flera andra ledamöters kritik av att det inte finns tillräckligt med förebyggande åtgärder är allvarlig. Den är riktad mot det här materialet och vi måste beakta den i det fortsatta arbetet.

Jag vill särskilt lyfta fram tre områden: svaga grupper, folksjukdomar och kopplingen mellan klimat och hälsa. Vi måste bli mycket bättre på att se skillnaden i behandling och medicinering av vuxna, barn och kvinnor och män. Det är skandal att detta fortfarande inte är självklart och redan genomfört inom medicinsk forskning och behandling!

Det påbörjade arbetet om patientrörlighet på den inre marknaden är oerhört viktigt för olika patientgrupper, t.ex. nackskadade, där det råder olika standarder för behandling i olika medlemsländer.

Jag välkomnar det franska ordförandeskapets fokusering på Alzheimer, en av våra stora folksjukdomar, men vi behöver ett samlat grepp även för diabetes, astma och reumatism, för att bara nämna några exempel. Det gäller även arbetsmiljörelaterade skador.

Vi bevittnar nu en utveckling i Europa och världen med fler pandemier och större spridning av virus, bakterier och parasiter på ett sätt som vi inte har sett på väldigt länge. Mycket av detta är naturligtvis relaterat till klimateffekten.

Antibiotikaresistenta bakterier leder till att mediciner och behandlingar inte fungerar och är ett av våra mest akuta hälsoproblem. Det är beklagligt att utvecklingen av nya antibiotika i stort sett har stannat av inom de stora läkemedelsbolagen. Jag förväntar mig att ordförandeskapet och kommissionen snarast tar sig an detta mycket allvarliga och stora problem!

Vi behöver också en analys av olika scenarier när det gäller klimateffekten. Hur skulle en tvågradig, fyragradig eller ännu större temperaturökning på jorden påverka hälsan i Europa? Något sådant material finns inte idag. Om vi ska kunna fatta konkreta och bra beslut när det gäller klimatpaketet behöver vi också ett gediget material när det gäller de olika klimatscenarier vi har att hantera i framtiden.

4-019

Zbigniew Krzysztof Kuźmiuk, *w imieniu grupy UEN*. – Pani Przewodnicząca! Zabierając głos w imieniu grupy UEN w debacie poświęconej przeglądowi działań na rzecz środowiska i zdrowia na lata 2004-2010, chcę zwrócić uwagę na następujące kwestie:

- po pierwsze, słuszne postulaty dotyczące poprawy stanu środowiska naturalnego czy przeciwdziałania zmianom klimatycznym wymagają dodatkowych nakładów finansowych, co stawia w szczególnie trudnej sytuacji władze publiczne i podmioty gospodarcze w nowych krajach członkowskich, które z konieczności koncentrują się głównie na nadrobieniu zapóźnień rozwojowych w stosunku do najbardziej rozwiniętych krajów Unii Europejskiej.

- po drugie, Unia Europejska stara się być liderem w zakresie, na przykład, ograniczenia emisji CO₂, ale rozdział limitów emisji został dokonany przez Komisję bez uwzględnienia zapóźnień w poziomie rozwoju poszczególnych krajów członkowskich. W tej sytuacji, na przykład mój kraj – Polska – otrzymał zaniżony poziom limitów emisji CO₂ a to natychmiast przełożyło się na wzrost cen energii elektrycznej o kilkanaście procent. Trudno jest mi sobie wyobrazić jak wzrosną ceny energii elektrycznej po roku 2013, kiedy całość limitów emisji elektrownie będą musiały kupować na wolnym rynku. Słuszny postulat ograniczenia emisji CO₂ i zapobiegania w ten sposób zmianom klimatycznym staje się więc coraz bardziej uciążliwy dla konsumentów energii i powoduje coraz powszechniejsze niezadowolenie społeczne.

- po trzecie, słuszne postulaty zawarte w sprawozdaniu o ochronie zdrowia wymagają także dodatkowych nakładów finansowych, co jest szczególnie trudne dla krajów o niższym poziomie rozwoju, które już w tej chwili mają poważne problemy ze sfinansowaniem usług zdrowotnych dla swoich obywateli na zupełnie podstawowym poziomie. Na koniec chciałbym pogratulować pani poseł Ries bardzo kompleksowego i wnikliwego sprawozdania dotyczącego wpływu środowiska naturalnego na zdrowie człowieka.

4-020

Hiltrud Breyer, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Es ist Halbzeit für den Aktionsplan, und daher steht auch eine Bestandsaufnahme an. Und wir müssen uns fragen: Gibt es sichtbare Resultate?

Die Kommission lehnt sich zurück und gibt sich zufrieden. Doch wenn die Luft, die wir atmen, und das Wasser, das wir trinken, uns krank machen, dann ist es höchste Zeit, dass Europa zum Zugpferd wird für den globalen neuen Umgang mit solchen Gesundheitsrisiken. Deshalb darf der Aktionsplan nicht nur Beiwerk zur existierenden EU-Politik sein, sondern muss neue Maßstäbe setzen.

Ich begrüße, dass der Unterausschuss eine sehr kritische Position zum Aktionsplan eingenommen und deutliche Verbesserungen eingefordert hat. Es ist unsere tiefe Überzeugung, dass der Aktionsplan zum Scheitern verurteilt ist, wenn er nicht auf einer aktiv präventiven Politik beruht. Und eines muss auch klar sein: Ohne klare quantitative Ziele bleibt er ein zahloser Tiger.

Wir freuen uns, dass auch der Umweltbericht eine grüne Handschrift trägt, insbesondere bei der Nanotechnologie. Es ist klar: Die möglichen neuen Gefahren werden im Aktionsplan nur unzureichend berücksichtigt. Es ist geradezu skandalös, dass die EU-Kommission vor den Risiken der Nanotechnologie weiter den Kopf in den Sand steckt und behauptet, die existierende Gesetzgebung sei ausreichend. Wir wissen: Das genaue Gegenteil ist der Fall. Nanotechnologie findet quasi im rechtsfreien Raum statt.

Elektrosmog: Auch da wissen wir, dass elektromagnetische Strahlungen ein großes zunehmendes Problem darstellen. Deshalb kann es nicht sein, dass wir als EP Grenzwerte verwässern, die sowieso schon viel zu hoch sind. Und auch die

Luftqualität in Innenräumen: Die EU hat Meilensteine beim Schutz vor Feinstaub gesetzt, aber wir verbringen den Großteil unserer Zeit in geschlossenen Räumen. Davor darf die Kommission nicht weiter die Augen verschließen.

Wir fordern von der Kommission klare Gesetzgebungsvorschläge zur Verbesserung der Luftqualität in allen relevanten Bereichen bei Bauprojekten, Klebstoffen für Möbel usw.

Es ist uns eine Herzensangelegenheit, dass ausdrücklich auch der Schutz besonders sensibler Gruppen wie Kinder und Schwangere besser berücksichtigt wird, und das Vorsorgeprinzip muss Leitmotiv aller Fragen sein. Wir hätten uns natürlich noch mehr gewünscht, aber wir hoffen, dass die Kommission dabei nicht stehen bleibt und kein Stillstand eintritt, sondern dass wir einen Schritt nach vorne machen können.

4-021

Bairbre de Brún, thar ceann an Ghrúpa *GUE/NGL*. – A Uachtaráin, ba mhaith liom fáilte a chur roimh an tuarascáil fhíormhaith seo ó Frédérique Ries. Iarraim ar an Choimisiún agus ar na Ballstáit iad féin a atiomnú do spriocanna Phlean Gníomhaíochta Sláinte agus Comhshaoil na hEorpa agus, ina theannta sin, an plean a threisiú trína dhéanamh níos uailmhianaí agus é a bheith ag teacht níos mó lenár riachtanais. Ina theannta sin, fáiltím roimh an mhéid a dúirt an Coimisinéir Dimas inniu. Taispeánann ardú i dteagmhais chineálacha ar leith ailse nach féidir linn bheith bogásach.

Ach go háirithe, ba mhaith liom díriú ar ghníomhú i réimse sláinte mheabhrach mar réimse ríthábhachtach ar fad. Is ábhar mór riosca í an drochshláinte mheabhrach maidir le féinmharú in Éirinn agus is é an féinmharú is cúis leis an méid is mó básanna i measc ár ndaoine óga. Ba chóir don Aontas Eorpach níos mó tacaíochta a thabhairt chun straitéisí oiriúnaithe coiscithe a fhorbairt. Chuirfí fáilte mhór roimh aon ghníomhaíocht ar leibhéal an Aontais maidir le sláinte mheabhrach a chur chun cinn.

Tacaím chomh maith leis na hiarratais chun gníomhú ar cheist chaighdeán an aeir laistigh agus ar shábháilteacht cumasc ceimiceán a úsáidtear i dtrealamh agus i dtoscáin. Tá roinnt céimeanna tábhachtacha déanta ag an Choimisiún ach tá gá le polasaí cuimsitheach ar chaighdeán aeir laistigh a chruthú ós rud é go bhfuil tinneas anála chomh forleathan sin san AE.

Ina theannta sin, is gá dúinn tacaíocht a chur ar fáil dár bhfiontair bheaga agus mheánmhéide (FBManna) lena chinntiú go dtig leo rialacháin sláinte comhshaoil a chomhlíonadh agus chun céimeanna a thabhairt isteach chun an tionchar a imríonn siad ar an chomhshaoil a fheabhsú. I mo dháilcheantar féin, mar shampla, tá tionscadal fíormhaith déanta ag Interreg ina leith.

Tá ár n-aeráid ag athrú agus tagann dúshlán nua leis seo i réimse na sláinte agus an chomhshaoil. Is gá dul i ngleic leis na bagairtí nua ar ár gcomhshaoil agus ar ár sláinte ar bhealach díreach agus éifeachtach.

Is í an teachtaireacht ar mhaith liom a chur i bhfeidhm ar an Choimisiún ná go bhfuil an-chuid déanta ach tá gá leis an uailmhian agus le gníomhartha ciallmhara coincreiteacha a mhéadú go fóill.

4-022

Irena Belohorská (NI). – Ďakujem, pán komisár, aj Vám, pani ministerka, že ste si prišli vypočúť naše názory. Ďakujem spravodajkyni Frédérique Ries za vypracovanie tejto správy. Ide o veľmi ambiciózný program, ktorý sa dá – chápem, že sa dá – hodnotiť veľmi ťažko. Navyše hodnotíme plnenie ambiciózných cieľov vo veľmi rôznorodom prostredí 27 členských štátov s rozdielnymi zdravotnými systémami, ale aj s rozdielnou diverzitou životného prostredia.

Jedna z najzávažnejších obáv do budúcnosti je rakovina. Viackrát sme sa stretli s prognózami do budúcnosti, ktoré sú veľmi hrozivé. Existujú štatistiky, ktoré poukazujú, že toto ochorenie má za následok mohutný úbytok populácie hlavne v produktívnom a poproduktívnom veku. V mnohých prípadoch je jasne dokázaný vplyv životného prostredia na zdravotný stav obyvateľstva.

Nemenej dôležitá je – a to podčiarkujem zo správy najviac – informovanosť obyvateľstva, jednak o vplyvoch životného prostredia na zdravie a vznik závažných ochorení a jednak možnosť rôznych mimovládnych organizácií napomáhať túto činnosť.

Minca má dve strany, kde na jednej strane hrá veľkú úlohu informovanosť zo strany Európskej únie, prípadne miestnych inštitúcií, ale na druhej strane je veľmi dôležitý aj prístup obyvateľstva, ako sa k týmto informáciám a faktom postaví a ako s nimi naloží.

Prevenencia sa stáva účinná iba vtedy, ak je zodpovedným spôsobom porozumená a interpretovaná, a pri týchto splnených podmienkach je možné aj sledovať odozvu v reálnych číslach. Hodnotiť plán z krátkodobého hľadiska je možné, ale hlavné následky uplatňovania stanovených nástrojov možno najlepšie pozorovať a kvantifikovať z dlhodobého hľadiska.

4-023

Avril Doyle (PPE-DE). – Madam President, while this review is very welcome, I think we also need more frankness in the debate, and we must accept that we cannot protect people – our citizens – from themselves, nor should we try to legislate for all life's risks. Popular support for the EU project is actually at risk if we give the impression that we are on a mission to regulate every aspect of our lives – and that is the interpretation on the ground at the moment. We must be very careful to communicate exactly what the EU project is all about.

I would also like reassurance that the majority of this plan is not just repackaging and rebranding of projects already planned. We need better implementation of existing EU legislation at Member State level, and better monitoring and enforcement by the Commission. Greater assessment and, indeed, debate on the roll-out and effectiveness of the existing legislation is a priority as far as I am concerned.

The priority concern in terms of new legislation in this House has to be the climate and energy package. Climate change will impact on health in many ways, including malnutrition resulting from food scarcity in parts of the world; deaths and injuries as a result of extreme weather events such as heat waves, floods, storms, and fires and the consequent social problems therefrom; the increased burden of a range of diarrhoeal diseases; increased frequency of cardio-respiratory diseases; serious problems with water scarcity – over 40% of the world will, in part, actually have water scarcity problems within 10 years – and drinking water. It is very welcome that this resolution on the mid-term review recognises the health impacts of climate change, and I applaud it for that.

On another point, a very serious issue – which really is still a Cinderella issue in terms of how we treat it at European and Member State level – is the whole area around European mental health. One in four Europeans suffers from mental health problems at least once during their life. In Ireland alone, the cost of mental ill health is estimated at up to 4% of our GDP and, tragically, there were over 460 suicides last year alone – recorded suicides. That was an increase of 12% on the previous year, in 2006 – in Ireland, a country which, on the best-place-to-live barometers, comes way up there, I think after Luxembourg. (I do not know who draws up the criteria for these barometers.) But we have to question this.

This problem with mental health in Europe, and the projected problems, deserves attention and adequate prevention strategies in this most important area. The rapporteur's prognosis that the action plan is bound to fail, in all or part, is worrying, and I would like to hear reassurances from the Commission – but also from the presidency – that this will not be the case.

4-024

Ευαγγελία Τζαμπάζη (PSE). – Κυρία Πρόεδρε, αγαπητοί συνάδελφοι, θα ήθελα να συγχαρώ την εισηγήτρια για την ολοκληρωμένη και συνεκτική έκθεση, η οποία αξιολογεί με αντικειμενικό τρόπο τις προόδους που έχουν επιτευχθεί για την υλοποίηση του ευρωπαϊκού σχεδίου δράσης 2004 - 2010, παράλληλα, όμως, επισημαίνει ελλείψεις και νέα δεδομένα.

Θα ήθελα να επισημάνω ζητήματα που σχετίζονται με την ποιότητα του αέρα εσωτερικών χώρων και τις επιπτώσεις που έχει στην ανθρώπινη υγεία, ιδιαίτερα των πλέον ευάλωτων ομάδων, όπως είναι τα παιδιά και οι ηλικιωμένοι. Λαμβάνοντας υπόψη ότι περνάμε το 90% του χρόνου μας σε εσωτερικούς χώρους, είναι αναγκαίο η Ευρωπαϊκή Επιτροπή να προχωρήσει άμεσα στην κατάρτιση μιας στρατηγικής στον συγκεκριμένο τομέα και να εστιάσει αφ' ενός στον καθορισμό των κατευθυντήριων γραμμών και αφ' ετέρου στην προστασία των πολιτών που εκτίθενται σε πολλαπλές πηγές βιολογικής και χημικής ρύπανσης.

Αποτελεί ανάγκη να τεθεί το κατάλληλο πλαίσιο, ώστε να μειωθεί η έκθεση στα χημικά, ενώ ιδιαίτερη έμφαση πρέπει να δοθεί στην κατάσταση των δημοσίων κτιρίων, των γραφείων και των σχολείων, για να προστατεύσουμε αυτούς που δεν μπορούν ιδιαίτερα να υπερασπίσουν τον εαυτό τους.

4-025

Janusz Wojciechowski (UEN). – Pani Przewodnicząca! Związek między środowiskiem a zdrowiem jest oczywisty i również oczywisty jest związek między środowiskiem i rolnictwem, gdyż mądra, racjonalna gospodarka rolna służy ochronie środowiska.

Mamy niestety do czynienia ze zjawiskami w rolnictwie, które zagrażają środowisku: upadają niewielkie gospodarstwa rodzinne, następuje też bardzo niekorzystny proces farmeryzacji czy wręcz uprzemysłowienia rolnictwa europejskiego, a to dla środowiska nie jest dobre. Polityka rolna powinna w większym stopniu chronić niewielkie gospodarstwa rodzinne, bo one są bardziej przyjazne środowisku.

Zagrożeniem jest też coraz większa ekspansja technologii GMO, następująca mimo wielu poważnych ostrzeżeń o negatywnych konsekwencjach upraw GMO dla środowiska, dla zdrowia ludzi i zwierząt. W sprawie GMO Unia Europejska powinna zachować ostrożność. Bardzo popieram sprawozdanie pani Ries bardzo i gratuluję jego bardzo dobrego przygotowania.

4-026

Satu Hassi (Verts/ALE). – Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, lämmin kiitos esittelijä Riesille erinomaisesta työstä, ikävä kyllä voin yhtyä siihen kritiikkiin, jota monet kollegat ovat tätä itse toimintaohjelmaa kohtaan esittäneet. Ohjelma perustuu olemassa oleviin toimenpiteisiin, ei tien näyttämiseen eteenpäin.

Kerran toisensa jälkeen varovaisuusperiaate unohdetaan, kun innostutaan uusista keksinnöistä. Nyt tämä tilanne vallitsee nanomateriaalien ja sähkömagneettisten kenttien osalta. Nanomateriaalit yleistyvät nopeasti jopa kuluttajatuotteissa, mutta lainsäädäntö laahaa perässä, vaikka tutkijat varoittavat, että nanomateriaaleista voi tulla vastaava terveysongelma kuin asbestista, ellemmme ota riskejä vakavasti. Sama koskee sähkömagneettisia kenttiä, joille sadat miljoonat ihmiset altistetaan, vaikka tunnemme vaikutuksia hyvin vähän. Joissakin maissa, kuten Italiassa, on 500 metrin turvaraja tukiasemien ja koulujen välillä, mutta Suomessa on jopa koulujen katoilla tukiasemia. Tähän tarvitaan kiireesti uusia eurooppalaisia normeja, jotka ottavat huomioon tieteen tulokset.

4-027

Jana Bobošíková (NI). – Dámy a pánové, plně souhlasím s tím, jak zpráva kolegyně Riesové hodnotí plán pro životní prostředí a zdraví. Stejně jako předkladatelka se domnívám, že plán je takřka nevyhodnotitelný a že je odsouzen k neúspěchu. Některé jeho cíle jako prevence sebevražd nebo komunikační strategie o dopadu změn klimatu na lidské zdraví vzbuzují údiv. Plán je špatně zajištěn jak finančně, tak zejména organizačně. Prováděné akce jsou vágní a namísto odpovědí vzbuzují pochybnosti a otázky. Dokument je navíc duplicitní s obdobným plánem Světové zdravotnické organizace.

Evropský akční plán pro životní prostředí a zdraví je tak bohužel jen dalším předmětem oprávněné kritiky na adresu plýtvání penězi daňových poplatníků a zbytečné administrativy z Bruselu. Domnívám se, že by Komise měla realizaci tohoto plánu ihned zastavit, těsněji spolupracovat se Světovou zdravotnickou organizací a další cyklus plánu pro zdraví na evropské úrovni vůbec nevyhlašovat.

4-028

Edite Estrela (PSE). – Começo por felicitar a Deputada Ries pelo seu trabalho. A relação entre mau ambiente e riscos para a saúde é hoje uma evidência. Há mais patologias associadas a factores ambientais e às alterações climáticas, como, por exemplo, doenças respiratórias, alérgicas e cancerígenas.

O aquecimento global está na origem de novas pandemias. Estudos revelam que secas e inundações matam mais pessoas do que qualquer outra catástrofe natural. A falta de qualidade do ar nas escolas e nos estabelecimentos de saúde está também na origem de graves problemas.

Há cada vez mais pessoas doentes em consequência da poluição do ar nas grandes cidades e no interior dos edifícios, em consequência da poluição da água e mesmo das águas subterrâneas, em consequência da contaminação dos terrenos agrícolas pelos produtos fitossanitários, em consequência da falta de tratamento das águas residuais e dos resíduos urbanos. É preciso tomar medidas para acautelar males futuros.

4-029

Luca Romagnoli (NI). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la relazione della collega Ries è assolutamente ineccepibile, tanto più che con attenzione continuativa e verifica, anche attraverso l'interrogazione, la relatrice segue l'attuazione delle azioni previste dalla Commissione e sollecita anzi ulteriori sforzi nell'auspicata strategia preventiva che deve caratterizzare le azioni della politica europea.

Plaudo anche alle sollecitazioni sull'opportunità del Libro verde e in materia di inquinamento degli ambienti confinati e sottolineo la sensibilità dimostrata dalla relatrice a proposito dell'impatto sanitario dei campi elettromagnetici sull'uomo.

Insomma quanto rilevato dalla collega Ries è assolutamente condiviso e spero che questo rapporto ottenga il sostegno più ampio possibile da parte del Parlamento.

4-030

Silvia-Adriana Țicău (PSE). – Schimbările climatice influențează considerabil sănătatea umană, prin proliferarea anumitor boli infecțioase și parazitare, provocate în special de creșterea temperaturii.

Frecvența valurilor de căldură, a inundațiilor și a incendiilor de pe terenuri necultivate poate conduce la apariția altor boli, la condiții necorespunzătoare de igienă și la decese.

România se confruntă tot mai mult pe timpul verii cu perioade de caniculă, de inundații și furtuni. Inundațiile din această vară au lăsat fără adăpost și condiții de igienă mii de cetățeni români.

Solicit Comisiei să acorde României un sprijin financiar corespunzător pentru a diminua efectele acestor dezastre naturale.

Reducerea emisiilor generate de transport, responsabil de 70% din poluarea urbană, va contribui la îmbunătățirea calității aerului. Directive precum calitatea combustibililor, reducerea emisiilor provocate de mașini, promovarea vehiculelor ecologice pentru transportul urban, vor contribui la reducerea poluării mediului.

Importantă însă va fi monitorizarea implementării acestora și a efectelor obținute.

4-031

Daciana Octavia Sârbu (PSE). – Raportul internațional „Bio-initiative” privind câmpurile electromagnetice și efectele acestora asupra sănătății populației trage un semnal de alarmă și constată că valorile limită existente în privința protecției împotriva radiațiilor neionizate sunt perimate și este nevoie de măsuri imediate pentru a reduce expunerea oamenilor la radiațiile echipamentelor utilizate de operatorii de telefonie mobilă.

Studiile științifice au arătat că aceste radiații generează probleme de sănătate, precum tulburările de somn, leucemia la copii, creșterea semnificativă a nivelului de stres, iar utilizarea telefonului mobil pe o perioadă de zece ani dublează riscul apariției de cancer cerebral. Noul plan de acțiune și sănătate trebuie să țină cont de aceste amenințări care se intensifică din cauza apariției de noi tehnologii și câștigă tot mai mult teren în zonele rurale și în țările în curs de dezvoltare.

Este nevoie să continuăm cercetările în acest domeniu și în cele legate de sănătatea mintală, precum stresul și depresia, pentru a determina dacă acestea pot fi într-adevăr asociate cu radiațiile neionizate.

4-032

Genowefa Grabowska (PSE). – Pani Przewodniczaco! Chcę pogratulować naszej sprawozdawczyni tego sprawozdania, które jest tak ważne dla nas wszystkich, dla każdego Europejczyka. Chcę zwrócić uwagę na jedną kwestię i podkreślić znaczenie biomonitoringu, czyli strategii, która mierzy zależność między zanieczyszczeniem środowiska a zdrowiem nas, Europejczyków. Na tę strategię nie należy żałować pieniędzy. Trzeba inwestować w te badania, ale trzeba także te badania wdrażać w życie. A zanim nie będziemy mieć pewności, jak negatywne skutki wywiera określony element środowiska na nasze zdrowie, nie tylko mówmy, ale stosujemy zasadę ostrożności. Ta zasada także zapobiega większej ilości chorób, zapobiegnie większej ilości alergii, poprawi życie i funkcjonowanie Europejczyków. Uważam, że w dziedzinie chorób środowiskowych Unia Europejska powinna uczynić więcej i działać skuteczniej dla obywateli. Tego oczekuję także od Komisji.

4-033

Miroslav Mikolášik (PPE-DE). – Dovoľte zablahoželať spravodajkyni pani Ries k jej správe, ktorá poukázala na stav plnenia akčného plánu a zároveň predložila viaceru odporúčaní do ďalšieho obdobia.

Vítam opatrenia Európskej komisie, ktoré zaviedla s cieľom zlepšenia ovzdušia vo vnútorných priestoroch. Ako lekár považujem tento krok za veľmi dôležitý. V kanceláriách, v školách, v domoch každý z nás trávi drvivú väčšinu svojho času v uzavretom priestore. Jeho vysoké znečistenie môže viesť k astmatickým ochoreniam, k alergiám, ale aj k rakovine. Preto podporujem návrh na vydanie zelenej knihy a vytvorenie skutočnej európskej stratégie v tejto oblasti.

Ďalej považujem za dôležité upriamiť našu pozornosť na elektromagnetické žiarenie. Technický pokrok môže v prípade nesprávneho alebo prehnaneho používania predstavovať isté zdravotné riziká, či už v podobe porúch spánku, Alzheimerovej choroby, leukémie a ďalších. Európske spoločenstvo sa preto musí aktívnejšie angažovať a zaujať stanovisko k tejto novodobej hrozbe a docieľiť aj vymožiteľnosť.

4-034

Silvia-Adriana Țicău (PSE). – Am dorit să adaug faptul că populația Uniunii îmbătrânește și consider că planul european de sănătate și mediu trebuie să se adreseze problemelor pe care le au bătrânii.

Perspectiva anului 2010 este însă una prea apropiată. Consider că este nevoie de o perspectivă pe termen lung și de o strategie adecvată. De asemenea, nu trebuie să uităm că rata natalității a scăzut în ultimii ani. În unele state membre rata mortalității infantile este mare. Sustenabilitatea economică a Uniunii se bazează pe o populație europeană tânără și sănătoasă și de aceea Uniunea trebuie să vină cu un plan concret de măsuri pentru a asigura sporul natural de care comunitatea are nevoie.

Închei prin a reaminti necesitatea de a realiza, sub egida Comisiei, studii epidemiologice pentru a determina efectul radiației electromagnetice asupra sănătății umane.

4-035

Nathalie Kosciusko-Morizet, Présidente en exercice du Conseil. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs les députés, je voudrais souligner le nombre important de députés qui ont choisi dans ce débat de faire le lien avec d'autres problématiques environnementales et il me semble qu'ils sont dans le vrai et que ce faisant, vous nous appelez en fait à plus de coordination, à plus d'intégration entre les différentes politiques environnementales. J'ai repéré, par exemple, l'évocation du changement climatique par Mme Ek, par Mme Țicău, même par M. Kuźmiuk, même si son intervention allait dans un sens différent, l'évocation des problématiques agricoles par M. Wojciechowski, l'évocation

aussi de la directive "Eaux résiduaires urbaines" par Mme Estrela, tous ces sujets sont liés, et cette complexité apparente doit être pour nous une motivation supplémentaire pour approfondir ces questions de santé environnementale. Oui, Madame Doyle, la présidence est totalement motivée pour aller dans cette direction. Cela se fait sur les directives existantes, sur lesquelles nous travaillons – la directive IPPC, le projet de directive "Sols", le paquet énergie-climat, puisque j'ai rappelé le lien avec le changement climatique. À travers ces directives, nous adressons, en quelque sorte, des sujets, des liens, vers des pathologies connues, comme le cancer, qui a été cité par Mme Belohorská.

Mais il y a aussi beaucoup de nouvelles problématiques qui émergent, qui ont été citées par bon nombre d'entre vous, les ondes électromagnétiques, bien sûr, sujet sur lequel il existe des études – je pense à l'étude Interphone notamment –, mais il existe aussi de nouvelles technologies qui arrivent en permanence sur le marché et qui, de toute façon, nous obligent à avoir une attitude extrêmement prospective. Je pense aussi à la qualité de l'air intérieur, qui est un sujet qui a été cité par nombre d'entre vous, qui est en effet un sujet qu'on ne devrait pas considérer comme émergent puisqu'il existe depuis toujours, mais qui est beaucoup moins documenté que la qualité de l'air extérieur alors même que nous passons 90 % de notre temps à l'intérieur.

Mme Ferreira me posait la question de savoir s'il y avait un lien, par exemple en France au niveau national, entre le Grenelle de l'environnement et ce plan européen. Dans le Grenelle de l'environnement, nous avons beaucoup travaillé sur les questions de santé environnementale et pour y retrouver la même problématique que celles que, implicitement, vous avez les uns et les autres exposées. Il y a à la fois ces pathologies connues, ces sujets bien documentés sur lesquels nous devons avancer et notamment la question des cancers liés à l'environnement. Et puis, il y a toutes les nouvelles inquiétudes émergentes sur lesquelles nous pouvons aller plus loin. Dans le Grenelle de l'environnement, nous avons, par exemple, prévu de référencer toutes les nanoparticules, d'entrer dans un processus de déclaration obligatoire pour les nanoparticules qui sont mises sur le marché, ou encore de mieux réglementer, de mieux surveiller la qualité de l'air intérieur et de mieux réglementer tous les produits de décoration et de mobilier, dont certains posent problème pour la qualité de l'air intérieur.

Madame Ferreira, vous demandiez aussi s'il y a une coordination, s'il existe une coordination entre les plans santé-environnement nationaux et le plan européen. Il est évident qu'un rapport comme ceci pose le problème. Nous sommes dans une phase dans laquelle chacun des États membres établit son plan sur ses problématiques à lui. Ceci dit, il me semble qu'une éventuelle coordination pourrait intervenir après cette première phase et ce serait une façon de préparer une étape suivante, et puis, enfin, si vous le permettez, Madame la Présidente, je voudrais, en forme de clin d'œil, faire remarquer que – sans offense pour les hommes qui sont aussi présents et que je remercie pour leur participation – ce sont surtout des femmes qui se sont exprimées ce matin et vous me permettez d'y voir non pas un problème mais une chance et peut-être un signal d'espoir.

4-036

Σταύρος Δήμας, Μέλος της Επιτροπής. – Κυρία Πρόεδρε, αξιότιμα μέλη του Κοινοβουλίου, θα ήθελα να σας ευχαριστήσω για την εποικοδομητική συζήτηση που είχαμε στο σημαντικό ζήτημα της σχέσης περιβάλλοντος και υγείας. Πιστεύω ότι η συζήτηση αυτή αποτέλεσε μια πολύ χρήσιμη ευκαιρία ανταλλαγής απόψεων σχετικά με την πρόοδο που έχει σημειωθεί και την έρευνα στα πιο σημαντικά θεματικά πεδία, με σκοπό να καθοριστεί αν πρέπει να αναθεωρηθούν οι οριακές τιμές έκθεσης που καθορίζονται στη σύσταση του Συμβουλίου.

Η Επιτροπή ζήτησε πρόσφατα από την επιστημονική της επιτροπή για τους αναδυόμενους και τους πρόσφατα εντοπισθέντες κινδύνους για την υγεία να επανεξετάσει τη γνώμη της λαμβάνοντας υπόψη τα πλέον πρόσφατα στοιχεία της έκθεσης.

Είναι πολύ σημαντικές οι τελευταίες εξελίξεις και οι πρωτοβουλίες που έχει αναλάβει η Επιτροπή στα συγκεκριμένα θέματα της σχέσης περιβάλλοντος και υγείας και δείχνουν ότι, παράλληλα με τη συνεργασία που βρίσκεται σε εξέλιξη σε μεσο-μακροπρόθεσμη βάση μεταξύ των τομέων του περιβάλλοντος, της υγείας και της έρευνας, μπορούν να ληφθούν και άμεσα μέτρα για την περαιτέρω ενσωμάτωση της διάστασης της υγείας στην περιβαλλοντική πολιτική προς όφελος τόσο του περιβάλλοντος όσο και της υγείας.

Σχετικά με το συντονισμό στον οποίο αναφέρθηκε μία από τις ομιλήτριες, ο συντονισμός μεταξύ των διαφόρων εθνικών σχεδίων δράσης για το περιβάλλον και την υγεία διασφαλίζεται αφενός μέσω του Φόρουμ για το Περιβάλλον και την Υγεία υπό την αιγίδα της Ευρωπαϊκής Επιτροπής και αφετέρου μέσω της Παγκόσμιας Οργάνωσης Υγείας, στις σχετικές εργασίες της οποίας συμμετέχει ενεργά η Επιτροπή.

Σχετικά με τα ναουϊλικά, η Επιτροπή υιοθέτησε πριν από ενάμιση μήνα, στις 17 Ιουνίου του 2008, ανακοίνωση που αναφέρεται στο πεδίο εφαρμογής της νομοθεσίας της Ευρωπαϊκής Ένωσης στα ναουϊλικά, και υπογραμμίζει τη σημασία της εφαρμογής της αρχής της πρόληψης σ' αυτό το θέμα.

Στη νομοθεσία της Ευρωπαϊκής Ένωσης μπορεί να μην γίνονται ευθείες αναφορές στον όρο «ναουϊλικά», αλλά πρέπει να γίνει δεκτό ότι η νομοθεσία της Ευρωπαϊκής Ένωσης καλύπτει σε μεγάλο βαθμό τους κινδύνους που σχετίζονται με τα ναουϊλικά. Η Επιτροπή έχει καταλήξει βέβαια ότι πρέπει να ενισχυθεί η εφαρμογή της υπάρχουσας νομοθεσίας και τα

σχετικά κείμενα, όπως προδιαγραφές και τεχνικές οδηγίες, πρέπει να αναθεωρηθούν ώστε να τύχουν καλύτερης εφαρμογής στην περίπτωση των ναυτικών. Επίσης, η Επιτροπή θα συνεχίσει βεβαίως να υποστηρίζει τη σχετική έρευνα για να συμπληρωθούν τα κενά γνώσης τα οποία υπάρχουν.

Η σχέση μεταξύ των κλιματικών αλλαγών και της υγείας συγκαταλέγεται σαφώς ανάμεσα στα θέματα που αποκτούν ολοένα μεγαλύτερη σημασία, σύμφωνα με την ενδιάμεση αξιολόγηση, και χαίρομαι που επισημάνθηκε από πολλούς ομιλητές σήμερα. Θα καλυφθεί το θέμα αυτό στη Λευκή Βίβλο για την προσαρμογή στην κλιματική αλλαγή που πρόκειται να εγκριθεί σύντομα.

Σχετικά με μία παρατήρηση η οποία δεν είναι απόλυτα σχετική με το υπό συζήτηση θέμα, αλλά η οποία είναι πολύ σημαντική για το πακέτο ενέργειας και κλιματικών αλλαγών και η οποία ετέθη από τον πολωνό συνάδελφό μας, πρέπει να πω και να ξεκαθαρίσω απόλυτα ότι η τυχόν αύξηση των τιμών ηλεκτρικού ρεύματος στην Πολωνία, αλλά και σε άλλες χώρες οι οποίες έχουν ρυθμιζόμενες τιμές ηλεκτρικού ρεύματος, δεν θα οφείλεται στην εισαγωγή του θεσμού της δημοπράτησης στο ευρωπαϊκό σύστημα των δικαιωμάτων εκπομπής αερίων του θερμοκηπίου, αλλά θα οφείλεται είτε στην ανάγκη για περαιτέρω επενδύσεις στον τομέα της ενέργειας – γιατί δεν θα υπάρξουν επενδυτές εάν δεν έχουν αντίστοιχη προοπτική κέρδους από τις επενδύσεις τους στον τομέα της ενέργειας – και επίσης στην απελευθέρωση του τομέα ενέργειας και την ενοποίηση της αγοράς ενέργειας στην Ευρωπαϊκή Ένωση.

Η συμμετοχή των κλιματικών αλλαγών και της καταπολέμησης των κλιματικών αλλαγών μέσω του συστήματος εμπορίας του διοξειδίου του άνθρακα θα είναι περίπου στο 15%· σημειωτέον δε – και αυτό πρέπει να το τονίσω, γιατί έχω διαβάσει πολλές εφημερίδες αυτές τις ημέρες και δηλώσεις πολωνών αξιωματούχων ότι θα δημιουργήσει οικονομικό πρόβλημα στην Πολωνία, κτλ. – πρέπει να ξεκαθαρίσω απόλυτα ότι όποια χρήματα θα χρειασθούν για την αγορά των δικαιωμάτων εκπομπής διοξειδίου του άνθρακα, αυτά τα χρήματα θα μείνουν στη συγκεκριμένη χώρα, π.χ. στην Πολωνία· και όχι μόνο αυτό, αλλά η Πολωνία θα έχει και το επιπλέον πλεονέκτημα ενός δισεκατομμυρίου περίπου ευρώ το οποίο θα έρθει από την αναδιανομή η οποία θα γίνει από τα δικαιώματα που θα δημοπρατηθούν στις χώρες της Ευρωπαϊκής Ένωσης των οποίων το κατά κεφαλήν εισόδημα είναι πάνω από το μέσο όρο της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Επομένως, αυτές οι ανησυχίες δεν υπάρχουν. Μόνο κέρδος θα έχει η Πολωνία από το σύστημα και το πακέτο το οποίο είναι προς συζήτηση στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και στην Επιτροπή.

Το σχέδιο δράσης αποτελεί ένα αποτελεσματικό μέσο για τη συστράτευση όλων των παραγόντων που δραστηριοποιούνται στους τομείς του περιβάλλοντος, της υγείας και της έρευνας σε επίπεδο κρατών μελών και Κοινότητας με στόχο να λαμβάνεται υπόψη ακόμη πιο αποτελεσματικά η σχέση περιβάλλοντος και υγείας κατά τη διαμόρφωση της περιβαλλοντικής πολιτικής.

Ο σκοπός αυτός πρέπει να επιδιωχθεί ακόμη περισσότερο με τη συνεργασία όλων των ενδιαφερομένων μερών και την υποστήριξη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου. Θα ήθελα και πάλι να τονίσω ότι είμαι ευτυχής για τη συνεργασία την οποία έχουμε και την υποστήριξη από τη Γαλλική Προεδρία.

4-037

PRESIDE: ALEJO VIDAL-QUADRAS
Vicepresidente

4-038

Frédérique Ries, rapporteur. – Monsieur le Président, je voudrais nous féliciter tous ici, chacun et chacune, pour la qualité de ce débat. Je trouve que nous sommes au cœur des préoccupations des Européens, au cœur de l'Europe des gens. C'est essentiel. Je remercie chacun de mes collègues pour les très nombreuses appréciations qui ont été émises et aussi pour les propositions, pour la plupart très ambitieuses – je ne vais pas les résumer, cela a été fait par Mme la Secrétaire d'État et le Commissaire Dimas.

Je voudrais revenir très ponctuellement sur la question des champs électromagnétiques.

Mme Kosciusko-Morizet a évoqué l'étude Interphone, mais nous sommes au cœur du problème: cette étude n'est pas publiée dans ses résultats complets justement parce que, pour certains, ils sont contradictoires, alors que, par exemple, les experts qui, dans le cadre de cette étude, travaillent en Israël viennent de mettre en évidence le lien entre l'exposition aux ondes GSM et l'apparition d'un cancer de la parotide. Donc nous attendons, effectivement, des preuves avérées pour agir. Je vous le disais tout à l'heure: lorsque l'incertitude scientifique persiste, le politique doit trancher.

Je conclurai en rappelant notre amendement 1, en plénière, que je vous demande de soutenir, un amendement qui est proposé par la plupart des groupes de ce Parlement. Il s'agit effectivement de confirmer que lorsque les technologies évoluent et changent, et c'est le cas dans ce domaine, les seuils d'exposition également doivent être modifiés, sinon je dirais qu'il y a non-assistance à consommateur en danger et j'espère de tout cœur que la présidence française soutiendra cette proposition de modification de la recommandation de 1999.

4-039

El Presidente. – Se cierra el debate.

La votación tendrá lugar hoy a las 12.00 horas.

Declaraciones por escrito (artículo 142 del Reglamento)

4-040

Gyula Hegyi (PSE), írásban. – A Ries-jelentés az európai környezetvédelmi és egészségügyi cselekvési terv féldíós felülvizsgálatáról fontos kérdéseket érint. Ebben a rövid terjedelemben csak az édesvíz kérdését érintem. A globális klímaváltozás Magyarországon és sok más uniós országban alapvetően a szélsőséges csapadékeloszlást jelenti.

Árvizek és száraz hónapok váltogatják egymást, ami új vízgazdálkodási stratégiát követel meg tőlünk. Minden csepp édesvízzel felelősen kell gazdálkodunk. Ezt csak uniós összefogással lehet megvalósítani, és legkésőbb a 2013-ban kezdődő költségvetési periódusban komoly közösségi forrásokat kell megnyitni a vízgazdálkodásra. Ehhez kapcsolódik az egészséges ivóvíz biztosítása az egész Unió területén, a hőforrások hasznosítása gyógyvizek, illetve geotermikus energia formájában.

Több tízezer európai polgár halt meg a városi hőhullámokban, amelyek enyhítése szintén vizet igényel. Kiváló szakértőink a harmadik világ vizes projektjeinek hasznosításában is segítséget adhatnak uniós projektek keretében. Ne felejtsük el, hogy az édesvíz a huszonegyedik század talán legfontosabb kincse!

4-041

Rareș-Lucian Niculescu (PPE-DE), în scris. – Consider binevenită includerea în raport a unei referiri la obligația Comisiei și a statelor membre de a sprijini Planul de acțiune pentru mediu și sănătatea copiilor în Europa. Problema sănătății copiilor europeni trebuie să beneficieze de toată atenția cuvenită, având în vedere problemele serioase cu care se confruntă toate statele membre.

Doresc să fac cunoscută o statistică îngrijorătoare înregistrată în acest an în școlile românești: un elev din patru suferă de boli cronice. Potrivit unui raport oficial, principalele cauze sunt alimentația nepotrivită, lipsa de mișcare, și ghiozdanele prea grele. Cele mai frecvente afecțiuni sunt problemele de vedere, întârzierile de creștere, deformările coloanei vertebrale, tulburările de vorbire și anemia.

Mulți dintre elevi și preșcolari sunt supraponderali, iar obezitatea a apărut din cauza alimentației de tip fast-food. Pe lângă faptul că trăiesc într-un mediu natural din ce în ce mai periculos pentru sănătatea lor, se pare că nici mediul social în care se dezvoltă copiii nu este cel mai potrivit. De aceea, consider că trebuie ca întreaga Europă să se aplece serios asupra problemelor de sănătate a copiilor, înainte de a ne afla pur și simplu în situația de a ne întreba cum va arăta Europa de mâine.

4-042

Bogusław Rogalski (UEN), na piśmie. – Panie Przewodniczący,

Przestrzeganie praw człowieka, demokracji i praworządności to jeden z priorytetów Unii Europejskiej, która w celu egzekwowania wyżej wymienionych celów wprowadza, w razie zaistnienia potrzeby, środki restrykcyjne, zwane sankcjami. Sięganie po instrument, jakim są sankcje powinno być rozważane w przypadku poważnego naruszenia bezpieczeństwa oraz praw obywatelskich bądź w przypadku braku skuteczności działań umownych czy dyplomatycznych.

Wprowadzenie sankcji powinno być również uzasadnione w momencie wyrządzenia nieodwracalnej szkody środowisku naturalnemu gdyż staje się zagrożeniem dla bezpieczeństwa, przez co narusza poważnie prawa człowieka. Wykluczone natomiast powinno być stosowanie "podwójnych standardów," czyli braku spójności oraz równości podczas nakładania oraz egzekwowania sankcji. Najczęściej stosowanymi sankcjami w Unii Europejskiej są zakazy przyznawania wiz oraz embarga na broń. Sankcje są również jednym z instrumentów w walce z terroryzmem.

Procedura sporządzania czarnych list z nazwiskami instytucji oraz jednostek związanych z działalnością terrorystyczna jest istotnym narzędziem polityki antyterrorystycznej UE.

A w celu zwiększenia skuteczności stosowanych sankcji potrzebna jest koordynacja działań międzynarodowych.

Unia powinna kontynuować stosowanie ukierunkowanych, inteligentnych sankcji w celu rozwiązania konkretnego problemu oraz minimalizacji konsekwencji humanitarnych, lub szkodliwych skutków dla osób, w które nie zostały one wymierzone.

4-043

5 - Protección del suelo (debate)

4-044

El Presidente. – El siguiente punto es el debate sobre la pregunta oral al Consejo sobre los progresos con la Directiva marco sobre la protección del suelo en el Consejo, de Miroslav Ouzký, en nombre de la Comisión de Medio Ambiente, Salud Pública y Seguridad Alimentaria (O-0070/2008 - B6-0455/2008).

4-045

Miroslav Ouzký, autor. – Mr President, let me just stress that in September 2006 the Commission adopted a proposal for a framework directive on soil protection with the aim of protecting soil across the European Union. This proposal resulted in a very lively and interesting discussion in my committee – the Committee on the Environment, Public Health and Food Safety. The rapporteur, Mrs Christina Gutiérrez-Cortines, worked hard to find a compromise.

A first-reading position was adopted by the European Parliament on 14 November 2007. Since then it has been unclear when the Council will be able to adopt a common position and when this will be communicated to the European Parliament.

At the beginning of June my committee, therefore, put an oral question to the Council to learn more about the progress achieved in the Council since the adoption of Parliament's position. On behalf of my committee, I would like to ask the Council to elaborate on the progress achieved. Furthermore, my committee would like to know when the Council, according to current planning, will be able to communicate its common position on the framework directive on soil protection to the European Parliament.

4-046

Nathalie Kosciusko-Morizet, Présidente en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs les députés, Monsieur le député Ouzky, le sixième programme d'action communautaire pour l'environnement reconnaît que les sols constituent une ressource limitée, qu'ils sont soumis à des contraintes environnementales, et prévoit de définir absolument sans ambiguïté une stratégie thématique pour la protection des sols qui tienne compte du principe de subsidiarité et du principe de diversité régionale, que tout le monde comprend bien.

En février 2007 – je reviens, moi aussi, un petit peu sur l'historique – le Conseil a tenu un débat d'orientation sur la communication de la Commission sur la stratégie thématique ainsi que sur la proposition de directive. En décembre 2007 il a examiné les suggestions de compromis sur les directives qu'avait formulées la présidence portugaise, qui a effectué un énorme travail sur cette proposition et ces propositions tenaient compte de l'avis en première lecture du Parlement européen. Malheureusement, en dépit des efforts très importants de la présidence portugaise, il n'a pas été possible de dégager un accord politique à ce moment-là. Il y avait plusieurs types de désaccord: certains États membres contestaient le bien-fondé lui-même, la nécessité d'établir des règles communautaires pour la protection des sols; d'autres estimaient qu'une directive-cadre devrait offrir une plus grande flexibilité et permettre, notamment, de prendre en compte les politiques nationales qui avaient déjà été mises en œuvre et qui étaient insuffisamment reconnues avec le projet de directive tel qu'il était proposé. Depuis, les différents États membres ont bénéficié d'un temps de réflexion et la France souhaite relancer les discussions au sein du Conseil. Naturellement l'avis du Parlement européen sera un élément essentiel dans nos discussions, dans cette relance que nous souhaitons mener à terme. Nous sommes conscients que vous avez dû trouver un équilibre entre vous, entre ceux qui ne voulaient pas enfreindre les compétences légitimes des États en matière de protection des sols et ceux qui prônaient une harmonisation ambitieuse des règles communautaires. Nous pensons que l'avis du Parlement constitue une bonne base pour l'élaboration d'un paquet équilibré sur lequel nous souhaitons travailler.

Alors, aujourd'hui, ces travaux sont relancés, mais il est trop tôt pour dire s'il sera possible de trouver un accord au sein du Conseil, et si oui, à quelle date et sur quelle base. Il ne serait pas honnête de ma part d'avancer des indications en la matière. Tout ce que je peux vous promettre c'est que la présidence française va faire de son mieux – je le redis – en tenant compte de l'avis du Parlement, qui a su trouver une position équilibrée en son sein, une position qui est donc extrêmement précieuse dans cette discussion difficile. En même temps nous sommes réalistes, il s'agit d'un dossier extrêmement sensible – chacun ici a pu le constater lors de discussions précédentes – et, même dans le meilleur des cas, une deuxième lecture ne pourra de toute façon avoir lieu qu'après les élections du Parlement, l'année prochaine. Donc, nous ne sommes pas dans la précipitation, nous prenons le temps nécessaire pour arriver au résultat le plus consensuel possible sur un sujet qui a déjà montré par le passé sa grande complexité.

4-047

Cristina Gutiérrez-Cortines, en nombre del Grupo PPE-DE. – Señor Presidente, me dirijo especialmente a la señora Ministra de la Presidencia francesa, y me dirijo especialmente a ella porque creo que su capacidad intelectual le permitirá entender que estamos ante un tema absolutamente novedoso.

La Comisión, siguiendo prácticas habituales, presentó una directiva vinculante y, en cierta medida, reduccionista, pero en el Parlamento nos dimos cuenta de que sólo desde el pensamiento complejo, desde la teoría de sistemas se podía abordar un sistema tan complejo como el suelo, que afecta a la captación de CO₂, que es el escenario de la vida del hombre, que afecta al sistema productivo, a la agricultura, a las catástrofes, a la creación de infraestructuras, que afecta a todo, y entendimos que, al tratarse de 27 países con una experiencia legislativa muy fuerte, en muchos de ellos no se podría aplicar la directiva con criterios simplistas y con una gran comitología. Por eso hicimos por primera vez en la historia de este

Parlamento una directiva abierta, flexible, siguiendo criterios sistémicos de autoorganización, entendiendo un nuevo desarrollo del artículo 249 del Tratado, en el que se establece que los países tienen que ser únicos en sus objetivos y cumplir los mismos objetivos, previendo libertad en su aplicación.

En esta directiva se respeta la legislación existente, se respetan los catálogos existentes, se respeta la burocracia de cada país y no se les obliga a hacer nada nuevo si demuestran que han cumplido con los objetivos de la misma. Y muchos de ellos han cumplido todos sus objetivos con creces. Pero muchos diputados no han comprendido esa interacción entre libertad y la complejidad, que es posible un orden dentro del sistema abierto y que en la autoorganización existen sistemas abiertos y flexibles, y han preferido huir de una legislación que afecta a la vida y afecta a la Tierra.

No comprendo cómo Gobiernos preocupados por el cambio climático se permiten ir en contra de una directiva que aborda los problemas del suelo, de la Tierra, del cambio climático, que favorece la prevención de las catástrofes, apoya la reforestación, la agricultura, la productividad y respeta todos los acuerdos previos.

Repito, entendamos qué es la libertad, pues muchísimos no saben vivir en ella.

4-048

Inés Ayala Sender, *en nombre del Grupo PSE*. – Señor Presidente, queridos colegas, señora Ministra, señor Comisario, todos los recursos y medios naturales importantes, el agua, el aire, las especies y hábitat de flora y fauna, tienen una normativa comunitaria específica, mientras que el suelo, como recurso escaso —acaba de decirlo la señora Ministra— y no renovable, no la tiene.

Es pues urgente solventar este desequilibrio que todos padecemos, y más en momentos de alarmas alimentarias o de debates de alternativas energéticas y económicas fundamentales, que tienen como base, esencialmente, el suelo.

La normativa comunitaria inconclusa serviría para poner en valor las medidas que venimos defendiendo en la lucha contra el cambio climático, en aspectos como combatir la creciente erosión, la desertización, sin olvidarnos del grave problema de la contaminación de los suelos, o del sellado de estos mismos suelos mediante un urbanismo galopante insostenible, que, no sólo está en la raíz de la actual crisis económica, sino que devora un recurso tan fundamental como es el suelo.

Además, la implicación del sistema normativo institucional europeo en esta materia supondría un estímulo para mejorar lo que se está llevando a cabo en el procedimiento legislativo, encuadrándolo en un marco coherente y apoyado en regulación y, eventualmente, en recursos de origen europeo, que también podríamos —digamos— poner en relación con los recursos generados en la lucha contra el cambio climático.

No debemos olvidarnos de que los riesgos que amenazan este recurso finito y no renovable afectan en mayor o menor medida a todo el territorio en todos los países de la Unión Europea, con no pocas afectaciones transfronterizas.

Existen varios Estados miembros —lo acaba de decir mi colega— que no son demasiado proclives a la normalización de la protección del suelo a nivel europeo. Deben recordar que lo que aprobó en su día este Parlamento es un instrumento jurídico flexible, adaptable, ambicioso, es verdad, pero no excesivamente prescriptivo. Un instrumento que puede resultar una ayuda para combatir con mayor rigor y eficacia el cambio climático.

La función del suelo, además, como reserva de materias primas y reserva de carbono, por no hablar de las propuestas de almacenamiento de CO₂ que actualmente se debaten, o las afectaciones que pueden preverse en la legislación sobre la escasez del agua, sería muy importante.

Esta propuesta de directiva lleva bloqueada en el Consejo desde noviembre de 2007, algo inaceptable. Ha pasado ya casi un año desde que se pronunció esta Cámara y, por ello, considero que se debe hacer todo lo posible para invertir esta situación.

De esta manera, los Estados miembros tendrían una regulación específica para la protección del suelo con el fin de proteger el medio ambiente, pero también luchar contra el cambio climático y la deforestación y desertización que se está produciendo. Además aportaría nuevos ámbitos de investigación, de innovación y aplicación de tecnologías, así como de creación de empleos y oportunidades sociales y, sobre todo, de mejora de la calidad de vida de los ciudadanos europeos.

Quisiera finalizar animando a la Presidencia del Consejo a que prosiga su esfuerzo de cara a la aprobación de esta directiva tan importante. No se desanime, señora Ministra, ha habido cambios esperanzadores, lo sabemos y usted es consciente, en las posiciones dentro del Consejo, pero sepan que no aceptaremos un vaciado de contenidos de esta directiva.

Señora Ministra, su Presidente demuestra a menudo un enorme valor y una enorme ambición para determinados planteamientos y retos que son fuertes: la protección de los suelos debería ser uno de ellos.

4-049

Jan Mulder, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, een van de punten die werd genoemd in de toespraak van de voorzitter van de Raad over dit onderwerp, was dat het een zeer gevoelig dossier is. Ik ben het daar helemaal mee. Sterker nog, ik ben, geloof ik, tot nu toe de eerste spreker die duidelijk kan stellen dat ik de noodzaak van een dergelijke richtlijn niet inzie. Ik zie niet in waarom Europa nog een extra richtlijn zou moeten hebben. Waarom denk ik dat?

In de eerste plaats hebben we op het gebied van de bodem al een heleboel richtlijnen die de gezondheid en het milieu van de bodem beïnvloeden. Denk aan de waterrichtlijn, de grondwaterrichtlijn, de nitratenrichtlijn, de 18 richtlijnen die te maken hebben met *cross compliance*. Allemaal beïnvloeden ze de bodemgezondheid. In Europa - en dat is in Frankrijk en overall het geval - zuchten wij onder te veel administratieve regelgeving. Een gemiddelde boer heeft meer tijd nodig om formulieren in te vullen over allerlei dingen dan gewoon zijn boerenwerk te doen. Mocht er nog een andere richtlijn bovenop komen, dan is dat te veel van het goede.

We moeten eerst afwachten wat het resultaat is tot nu toe van de huidige richtlijnen, of deze niet voldoende zijn, en of zij niet voldoende bijdragen tot een gezondmaking van de bodem. De grondwaterrichtlijn zal pas in werking treden in 2009, en het is daaraan voorafgaand volkomen overbodig om een nieuwe richtlijn in te voeren. De Commissie heeft een voorstel gedaan en heeft berekend wat de voordelen zouden zijn. Wat ik in die hele berekening heb gemist is, is wat het kost aan administratieve lasten voor de belanghebbenden om het allemaal uit te voeren. Nogmaals, te veel tijd gaat verloren aan administratieve verrichtingen, aan het invullen van formulieren, aan vergaderingen en ik weet niet allemaal wat.

Wat zou er wél kunnen gebeuren op dit moment? De Commissie kan een heel belangrijke rol spelen in het uitwisselen van ervaringen. Er zijn bepaalde landen die al heel ver zijn met het gezond maken van de bodem en er zijn andere landen waar dat niet het geval is. De landen die het tot nu toe gedaan hebben, hebben het gedaan zonder enige hulp uit Europa. Waarom die goede voorbeelden niet gebruiken voor de landen die op het ogenblik nog een probleem hebben?

Nogmaals, ik denk dat wij te veel administratieve lasten hebben op dit ogenblik en dat Europa en de Europese Unie in het algemeen zich bepaald niet populairder maken bij de burgers door de ene regeling op de andere te stapelen en te zeggen, u zoekt het maar uit. Nee, laten we het zo veel mogelijk beperken en een voorbeeld nemen aan de resultaten in de lidstaten die als voorbeeld zouden kunnen dienen voor de andere landen.

4-050

Janusz Wojciechowski, *w imieniu grupy UEN*. – Panie Przewodniczący! Dziękuję panu Ouzký za jego pytanie, bo też jestem zaniepokojony przedłużaniem się prac nad ustawodawstwem dotyczącym ochrony gleby. Mamy coraz bardziej widoczny kryzys żywnościowy, ludzi na świecie jest coraz więcej, a ziemi użytkowanej rolniczo coraz mniej i wyczerpują się możliwości intensyfikacji produkcji rolnej. Tym większe znaczenie ma w tej sytuacji racjonalna ochrona gleb.

Nic lepiej nie chroni gleby niż racjonalna gospodarka rolna, rolnictwo. Gleba nieuprawiana rolniczo degraduje się bardzo szybko. Obserwujemy niestety zjawisko, że wiele ziemi rolniczej nie jest uprawiane i ulega degradacji. I to powinno się zmienić. Polityka rolna w Unii Europejskiej powinna sprzyjać temu, żeby opłacało się uprawiać ziemię rolniczą i żeby przepisy prawne motywowały do tego, aby ziemia była uprawiana. Tą refleksją chciałbym się podzielić przy okazji tej debaty.

4-051

Friedrich-Wilhelm Graefe zu Baringdorf, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Die Vertreterin des Rates hat davon gesprochen, dass es im Rat erhebliche Auseinandersetzungen gibt. Die gibt es im Europäischen Parlament auch.

Der Hintergrund dieser Auseinandersetzungen ist: Als was ist ein Boden anzusehen – als Hort der Fruchtbarkeit zur Ernährung der Pflanzen und Grundlage des Lebens in einer bäuerlich ökologischen Wirtschaftsweise mit hoher CO₂-Bindung oder als reine Stützsubstanz für Pflanzen in einer agrarindustriellen Produktion, öl-, chemie- und gentechnisch gesteuert, mit höchst gefährlichen Klimaeinflüssen? Diese beiden Tendenzen haben wir – auch in der Europäischen Union. Und wir haben zusätzlich Böden, die aus der landwirtschaftlichen Erzeugung herausgenommen werden.

Nun hat der Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung eine Stellungnahme abgegeben, über die es auch Auseinandersetzungen gegeben hat, weil der Berichtstatter, der benannt war, eine Richtlinie ablehnen wollte. Die Mehrheit des Ausschusses hat dann im Sinne einer vernünftigen Wirtschaftsweise eine Stellungnahme abgegeben, und diese ist in den Bericht übernommen worden. Aus landwirtschaftlicher Sicht wäre es sehr vorteilhaft, wenn diese Richtlinie verabschiedet würde.

Ich kann den Widerstand der traditionellen Agrarverbände hier nicht billigen und auch nicht verstehen. Sie schießen damit ein Eigentor, weil die bäuerliche Landwirtschaft in der Historie die Kulturlandschaften geschaffen hat und auch in der Lage ist, sie zu erhalten.

Von der Überlegung, dass zu viel Bürokratie aufkäme, kann ich nicht ausgehen. Herr Mulder, Sie haben davon gesprochen, dass es das in einigen Ländern bereits gibt, auch in Deutschland. Keine überbordende Bürokratie! Warum

sollten diese Beispiele, von denen Sie sprechen, nicht in einer Rahmenrichtlinie mit einem klaren Subsidiaritätsprinzip festgelegt werden, in der die regionalen, kulturellen, sozialen, klimatischen Bedingungen berücksichtigt werden können, wobei dann vor Ort entschieden wird, was notwendig ist und was nicht?

4-052

Ilda Figueiredo, em nome do Grupo GUE/NGL. – Senhor Presidente, sabemos que esta é uma área muito sensível por ser vital a protecção do solo, recurso escasso e não renovável, por dele depender a agricultura e a conservação da biodiversidade, por ser uma plataforma para as actividades humanas, incluindo cidades e infra-estruturas, mas também para a natureza e paisagens, pelo que a sua protecção é crucial para preservar o nosso património, os recursos naturais, a qualidade das águas de superfície e subterrâneas, a saúde, a vida humana.

Por isso, como sistema muito dinâmico, que desempenha muitas funções e presta serviços vitais para as actividades humanas e a sobrevivência dos ecossistemas, a protecção do solo é o imperativo colectivo para a nossa vida comum e para a defesa das gerações futuras, o que implica que não fique sujeito às regras da concorrência. Mas, por tudo isto, o solo está também sujeito a múltiplos atropelos, à especulação imobiliária, à degradação e contaminação, incluindo em zonas fronteiriças, o que aconselha a que haja maior cooperação entre os Estados-Membros e a definição de alguns objectivos comuns no respeito pelo princípio da subsidiariedade e pela função social da terra.

Há diversas políticas a nível comunitário que têm implicações no solo e podem pôr em causa a sua protecção, pelo que é preciso ir mais longe no estudo dos riscos e nas várias perspectivas do solo para ter em conta medidas adequadas que visem a sua preservação, sendo certo que um contributo muito importante seria uma mudança na política agrícola comum para maior apoio à agricultura familiar, aos pequenos e médios agricultores.

É neste contexto que importa conhecer a posição do Conselho e também ir acompanhando a sua evolução.

4-053

Françoise Grossetête (PPE-DE). – Monsieur le Président, ma première réaction, quand on a discuté de cette proposition de directive-cadre, a été de me dire "avons-nous véritablement besoin d'un tel texte? Est-ce vraiment la solution appropriée?". Nous avons déjà un panel de réglementations concernant la protection des sols, les déchets, les pesticides, la protection de la nature, les eaux souterraines, etc.. Dans le cadre aussi du "Mieux légiférer", sur lequel nous travaillons au sein de notre parlement depuis un certain temps, je me disais qu'il ne fallait pas donner l'impression de passer une fois de plus à la moulinette de la Commission européenne et continuer d'accumuler les réglementations. Je pensais d'ailleurs à nos élus locaux, à nos maires, dans les communes, qui allaient devoir encore prendre en compte cette directive-cadre.

Mais il y a une réalité. Cette réalité c'est que les pratiques humaines n'ont absolument pas respecté les sols et qu'on a cherché systématiquement à produire de façon intensive, donc à appauvrir les sols, à avoir des pratiques urbaines qui les ont dégradés. Et je me suis rendu compte que Mme Gutiérrez, dans son travail que je qualifierais de remarquable, est arrivé à nous faire des propositions acceptables, cherchant à rapprocher les différentes tendances – parce que c'est vrai qu'on voit qu'il existe vraiment des oppositions très marquées au sein de ce parlement, comme au sein du Conseil –, et qu'elle est arrivée finalement, en écoutant le Parlement, à faire des propositions qui paraissent les plus consensuelles possible. Elle a trouvé des positions équilibrées, qui respectent la subsidiarité, notamment dans le choix des méthodes que les États membres doivent adopter pour mettre en pratique cette réglementation sur les sols. Elle a évité d'alourdir les charges administratives en incitant à réparer les erreurs du passé à travers nos pratiques agricoles, industrielles, urbaines, qui n'ont pas, jusqu'à présent, respecté le sol.

Je m'adresse maintenant au Conseil: quand la présidence du Conseil nous dit "il ne faut pas de précipitation", cela veut dire qu'on va enterrer le dossier. On va enterrer le dossier alors qu'il y a, justement, nécessité, compte tenu des disparités entre les États membres, de prendre des positions, dans le respect de la subsidiarité, qui soient claires pour préserver nos sols.

4-054

Edite Estrela (PSE). – Senhor Presidente, como disse a Senhora Ministra, estamos perante um assunto sensível e muito complexo, em relação ao qual não é fácil obter um consenso entre os 27 Estados-Membros e mesmo neste Parlamento, como já se viu. Como disse a minha colega Inés Ayala, o solo é um recurso não renovável, que está relacionado com as catástrofes naturais e com a produção agrícola, que tem a ver com os usos do solo, com o ordenamento do território, com a conservação da natureza, ou seja, com aspectos muito delicados e muito exigentes.

Há muitos interesses que estão envolvidos e muitos dos colegas se interrogaram se esta directiva é necessária. Outros questionaram a sua flexibilidade. Ora, nem sempre uma moldura legal muito rígida é a melhor forma para se alcançarem os objectivos, tendo em conta as diferentes realidades. Esta directiva, do meu ponto de vista, é importante e é necessária para manter o equilíbrio dos ecossistemas.

4-055

Neil Parish (PPE-DE). – Mr President, can I say to the President-in-Office that it is very nice of her to put the ball rolling onto the playing field, but can I suggest that she take it back and put it in the box? Because, in my view, we really do not need this directive. I think the previous Council had it absolutely right when they said they did not want it. I echo very

much the words of Jan Mulder that we do already have the Nitrates Directive and the Groundwater Directive. All these things are beginning to take action on the soil and making sure we are cleaning up our soils throughout the European Union.

I agree with Graefe zu Baringdorf that the farmers are indeed the custodians of the soil and that soil is so important for everything we grow, but do we actually need a soil directive? The problem with this soil directive is that it has been far too all-encompassing. We are trying to deal with industrial land and industrial pollution; we are talking about urban development and then about agricultural land and agricultural soils.

It is just nonsense to actually bring in legislation like this at this stage. I think one of the problems we have here in the European Union – and I think we do it out of the very best of intentions – is that if we need to do something, we immediately legislate. I do not think so. I think we have to pause for a moment and reflect. I think the Council got it right. I suggest that it is not time to bring this back. I would suggest that it goes back to a new Commission and the new Council in the next parliamentary session. They can look again to see what is happening.

I would encourage Member States that do not have controls over the use of industrial land and over pollution from industry to actually put those in place at the national level. Let us not interfere from the European level because I do not believe we need it. I think we want to make sure that we do not have the level of bureaucracy that we are getting. People are absolutely fed up to their back teeth with further bureaucracy. So I would say to the President-in-Office: please do not set the ball rolling; take it back again.

4-056

Glenis Willmott (PSE). – Mr President, firstly I would like to remind colleagues and the French presidency that, at Parliament's first reading on 14 November 2007, a considerable number of MEPs – 295 in fact – voted against this directive.

There is no doubt that there are significant concerns about the cost of the proposed directive, especially those sections on contaminated land and national inventories.

Subsidiarity is a key question here, given that soil has limited cross-border effects, unlike air and water which, of course, are mobile. The proposed directive would force too many Member States with already-effective domestic measures to dismantle them, as they would be incompatible with the directive.

The point is not that we do not need any EU action on soil protection – indeed, the thematic strategy contains many good suggestions – but that any new EU strategy on soil protection should add value to and complement, not replace, Member States' existing domestic policies.

4-057

Hartmut Nassauer (PPE-DE). – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Bodenschutz ist eine hochbedeutsame Aufgabe für eine gesunde Landwirtschaft für die kommenden Generationen. Ich unterstreiche alles, was in diesem Zusammenhang bisher gesagt worden ist. Aber keines dieser Argumente belegt, dass Bodenschutz eine europäische Aufgabe sei. Nicht jedes Problem in Europa ist ein Problem für Europa. Boden ist ein lokales, ein örtliches Medium. Bodenverunreinigungen haben in aller Regel keinerlei grenzüberschreitende Auswirkungen. Deswegen gibt es überhaupt kein Argument dafür, dass Bodenschutz europäisch betrieben werden müsste oder gar einen europäischen Mehrwert hätte. Eine Vielzahl von europäischen Staaten hat funktionierende Bodenschutzregelungen. Und es gibt nicht den geringsten Grund dafür, nun den anderen, die dies nicht haben, eine europäische Regelung überzustülpen. Oder glauben Sie, verehrter Herr Kommissar, im Ernst, überall dort, wo die Mitgliedstaaten im Rahmen ihrer eigenen Zuständigkeit, sei automatisch die Kommission zuständig? Das wäre absurd.

Bodenschutz ist aus Gründen der Subsidiarität eine Aufgabe der Mitgliedstaaten, die sie durchaus lösen können. Deswegen hatte der Rat recht, als er – verehrte Frau Staatssekretärin, unter Einschluss Ihres Landes – diese Initiative vorläufig gestoppt hat. Ich hoffe sehr, dass die Französische Republik bei dieser Position bleibt. Ich bezweifle überhaupt nicht, dass es sinnvoll sein könnte, eine europäische Bodenschutzstrategie zu entwerfen. Und ich hätte auch keinerlei Probleme damit, dass Europa sich dort, wo der Bodenschutz noch nicht optimal verwirklicht ist, an dessen Finanzierung beteiligt, Aber ich bin entschieden dagegen, dass nur aufgrund einer fehlenden Bodenschutzgesetzgebung in einigen Ländern, nun allen eine harmonisierte Bodenschutzgesetzgebung überstülpt wird, die dann auch noch gemeinschaftlich finanziert wird. Das ist nicht der Sinn von Europa. Das wäre ein Stück höchst überflüssiger Bürokratie von der Art, die die Bürger in die Flucht treibt. Und das bringen sie dann bei Wahlen und Referenden zum Ausdruck. Und das muss gestoppt werden.

4-058

Csaba Sándor Tabajdi (PSE). – Bármennyire igaz is van Graefe zu Baringdorf úrnak, hogy a gazdák védik a talajt, de azért az elmúlt évtizedekben az intenzív gazdálkodás következtében és a magas műtrágya és vegyszerek használata miatt bizony nagyon komoly veszteségek mentek végbe a talaj tisztaságában. Ez érvényes a régi és az új tagállamokra korábban. Az új tagállamoknak az elmúlt húsz évben nem nagyon volt pénzük műtrágyára, vegyszerre, így például Magyarországon

egy hektáron négyszer kevesebb műtrágyát használnak föl, mint például Hollandiában. Ezért az igazi kérdésmegoldás agráriumi kérdés, nevezetesen olyan módszerekkel kellene a jövőben gazdálkodnunk, olyan bioszférát, talajt védő módszerekkel, amelyek a talajnak ezt a terhelését csökkentik, tehát teljesen új módszerekre, új megközelítésekre van szükség, a talaj védelmére, mert ez minden európai gazdának az érdeke. Rengeteg dolog van, amely nem racionális ebben a rendszerben, például aratás után nem ültetik be a növényt, energiavesztés történik. Be lehetne ültetni növényvel, az komposztálható lenne, és például a műtrágyaterhelés ezáltal csökkenthető lenne. Köszönöm a figyelmet.

4-059

Ιωάννης Γκλαβάκης (PPE-DE). – Κύριε Επίτροπε, κυρία Υπουργέ, κύριε Πρόεδρε, όλοι συμφωνούμε και θέλουμε την προστασία των εδαφών. Το έδαφος είναι αυτό το οποίο μας δίδει τρόφιμα για τον πληθυσμό και θέλουμε να συνεχίσει να μας δίδει, και μάλιστα υγιή τρόφιμα. Το έδαφος, συμφωνούμε όλοι, είναι περιβάλλον και θέλουμε να το προστατεύσουμε. Και όμως πολύ φοβάμαι ότι το καταστρέφουμε.

Η οδηγία για την προστασία των εδαφών κάνει σαφή διαχωρισμό μεταξύ ρύπανσης προερχόμενης από τη γεωργία αλλά και ρύπανσης από τη βιομηχανία. Και όσον αφορά τη ρύπανση που προέρχεται από τη γεωργία, βλέπουμε ότι πολλές προσπάθειες γίνονται από την κοινή αγροτική πολιτική, πολλές προσπάθειες γίνονται από το health-check· επίσης πριν από λίγο καιρό είχαμε την έκθεση για σημαντική μείωση της χρήσης των γεωργικών φαρμάκων. Όλα αυτά γίνονται από το κομμάτι της γεωργίας.

Η μεγάλη όμως ανησυχία είναι τί γίνεται με τη βιομηχανική μόλυνση. Εμείς, στην Επιτροπή Γεωργίας και Αγροτικής Ανάπτυξης, ανησυχούμε για τις επιπτώσεις που έχει η εντεινόμενη μόλυνση των εδαφών για την αγροτική μας παραγωγή αλλά και για το περιβάλλον.

Η ρύπανση αυτή αποτυπώνεται στα εδάφη και στα ύδατα και για το λόγο αυτό είναι σκόπιμο να υιοθετηθούν δείκτες και όρια μέτρησής τους πριν φτάσουμε σε κατάσταση μη αναστρέψιμη. Ζητώ λοιπόν άμεσα, γρήγορα, όπως εξετάζουμε πάρα πολλές φορές – και καλά κάνουμε – τη μόλυνση του αέρα, να εξετάζουμε τη μόλυνση των εδαφών. Και ειδικά των περιοχών που έχουν πολύ ανεπτυγμένη βιομηχανία.

Αισιοδοξώ ότι η Γαλλική Προεδρία θα λάβει υπόψη τις θέσεις των κρατών μελών και θα βρει μια κοινά αποδεκτή λύση σ' αυτό το θέμα.

4-060

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Choć od czasu, kiedy przyjeśliśmy w pierwszym czytaniu stanowisko w sprawie projektu dyrektywy dotyczącej ochrony gleby, minął już blisko rok, to Rada do tej pory nie zdołała osiągnąć porozumienia. Dotychczas kilka krajów członkowskich wykorzystuje mniejszość blokującą. Teraz jest nadzieja na osiągnięcie kompromisu podczas francuskiej prezydencji. Na podstawie wypowiedzi przedstawiciela Francji wydaje się, że taka nadzieja była.

Słyszemy wiele głosów krytyki zarzucających projektowi zwiększenie biurokracji czy dublowanie istniejącego już krajowego i wspólnotowego ustawodawstwa. Moim zdaniem jest wprost przeciwnie. Dyrektywa jest nam potrzebna, ponieważ doprowadzi ona do ujednoczenia prawa w tym obszarze i zjednoczy siły na poziomie unijnym w celu ochrony gleby. Aby powstrzymać jej degradację musimy działać nie tylko na poziomie lokalnym, regionalnym, ale także wspólnotowym. Gleba jest naszym wspólnym dobrem. Istnieje zatem potrzeba określenia wspólnych zasad i celów, a także podjęcia odpowiednich działań. Ważne jest, aby wszyscy obywatele Unii uświadomili sobie, jak istotną rolę pełni ona w ekosystemie, w naszym codziennym życiu i gospodarce.

Wciąż niestety na terenie wielu państw członkowskich zalegają niebezpieczne substancje, składowiska odpadów, a nawet broń chemiczna pozostała po stacjonującym wojsku radzieckim. Niektóre kraje nie będą w stanie uporać się same z tymi problemami. Konieczna jest zatem odpowiednia motywacja oraz pomoc dla państw członkowskich w usunięciu tych substancji. Odpowiednie regulacje, które pozwolą na ponowne włączenie do użytkowania terenów zdegradowanych i równocześnie ograniczą degradację gleb, a także zapewnią jej zrównoważone wykorzystanie, są niezmiernie potrzebne. Będzie to niewątpliwie postęp w zakresie ochrony środowiska naturalnego i postęp w kierunku zachowania tak cennego bogactwa naturalnego, jakie stanowi gleba. Ta dyrektywa nam w tym pomoże. Dlatego należy kontynuować nad nią prace legislacyjne i poprosić o opinię niezależnych ekspertów, po to, aby sformułowali oni poglądy, które wzięlibyśmy pod uwagę.

4-061

Mairead McGuinness (PPE-DE). – Mr President, I spoke to a farmer this morning, unfortunately a farmer who is sitting looking at sodden fields because certainly in Ireland and in other parts of northern Europe we are having a really bad harvest. I think we should bear them in mind this morning. This young farmer – and she is trained – has read the soils directive and has a real concern that for someone like her who is using minimum cultivation, doing the right think for the soil, this directive will penalise her, particularly in unseasonable weather conditions. She knows what she is talking about. I believe we do not need a directive to have good soils: we need Member States to take responsibility and most of all we need good farm advice backed up with good national research on what is best for soils.

I think one of the big problems we face, and we face it certainly in Ireland, is very bad planning, which has created huge problems of flooding and the ancillary difficulties that leads to. Let us leave this to the Member States. Let us give them direction, but not another directive to add to the 18 that farmers already have to comply with.

4-062

James Nicholson (PPE-DE). – Mr President, I would say to the Commission and the Council to take all the time they need for this directive. In fact, as far as I am concerned, they can take it away forever. From my point of view, I believe we neither need nor require this directive.

Farmers suffer enough red tape and bureaucracy at present and they see this all emanating from Brussels. This could well be the straw that breaks the camel's back.

It is true that soil is very important and must be protected, but I have never yet met a farmer who will not protect the soil on his land – their future depends on it. The needs from the different parts of Europe are very different. Soils require different support from the north to the south, from the east to the west.

This is a sensitive issue. Please take it away and bury this directive. As Mr Mulder said, we already have sufficient directives. The intention may be good, but we do not need this good intention.

4-063

Reinhard Rack (PPE-DE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kollegen! Die Europäische Union soll im Rahmen ihrer Zuständigkeit dort handeln, wo sie mit den eigenen Regelungen tatsächlich auch einen europäischen Mehrwert schaffen kann. Genau diesen europäischen Mehrwert sehe ich im konkreten Fall nicht. Ich sehe einige Länder, die ihre eigenen Zuständigkeiten zuhause nicht ernst nehmen oder bisher nicht ernst genommen haben oder die einfach glauben, auf diesem Weg hier über Europa zu europäischem Geld zu kommen. Da ist weit und breit kein europäischer Mehrwert zu sehen, nur neue Kosten oder neue Bürokratie, vor allem für diejenigen Länder, die bisher ihre Hausaufgaben zuhause gemacht und ihren Boden vernünftig geschützt haben.

4-064

Jim Allister (NI). – Mr President, soil protection is of course necessary, but what is not necessary is another EU directive. As Mr Mulder said, we already have a plethora of directives and legions of rules on cross-compliance. This is a Member State issue. What nation is going to let its soil erode away and degrade? Indeed, what farmer needs Brussels to tell him not to allow his assets to degrade? It is ludicrous. More Brussels nannying will only add to the already intolerable administrative burdens on farmers, whose time looking after their land is being constantly diminished by the time taken to fill in foolish forms. The Parliament and Commission should break the habit of a lifetime and forget about it.

4-065

Robert Sturdy (PPE-DE). – Mr President, I totally endorse what my colleagues in the 'catch-the-eye' process have been talking about.

If the Commission would like to come and look at my farm, it has been farmed for 3 000 years before Christ was born, and continues to be farmed. The soil is in some of the best hearts. In fact this year we are producing four and a half tonnes of wheat to the acre, which is over 10 tonnes of wheat per hectare – if we can combine it, of course.

We look after and manage the soil. Leave it to those people who know about it. Do not bring in any more bureaucracy from Brussels because all you do is give everybody here a bad name, and we do some good work. Keep up and do the good work, but leave it to the Member State.

4-066

Nathalie Kosciusko-Morizet, Présidente en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, Mesdames et Messieurs les députés, d'abord je ne veux laisser planer aucun doute. La présidence est très motivée par cette directive et convaincue de la nécessité d'avoir une directive sur cette question. Je veux redire aussi que c'est une position constante, qui ne date pas de la prise de présidence et je ne peux pas laisser passer certaines insinuations qui ont été faites à ce sujet. En décembre 2007, quand il y a eu un premier débat au Conseil, certains États membres – et on en trouve l'écho dans la discussion aujourd'hui – étaient formellement opposés au principe d'une directive. D'autres États membres avaient déjà été engagés dans les politiques nationales sur ce sujet et trouvaient qu'une directive était bonne mais que la proposition qui était faite ne respectait pas suffisamment la subsidiarité et ne prenait pas suffisamment en compte les efforts qui avaient déjà été réalisés, y compris sur des points très techniques. À l'époque, la France faisait partie de ces États membres. Toujours est-il qu'aujourd'hui, étant en responsabilité de présidence et, encore une fois, fidèles à cette position, nous sommes très motivés et désireux de trouver un accord sur une directive sur la protection des sols. Pour autant, chacun a pu constater aujourd'hui que les désaccords étaient vifs, ils sont le reflet assez fidèle de ce qui se passe au sein du Conseil européen. Nous travaillons pour arriver à un accord sur lequel nous pourrions aboutir peut-être, et nous l'espérons, pendant cette présidence française. Ce n'est pas si simple, chacun a pu le constater.

4-067

Stavros Dimas, *Member of the Commission*. – Mr President, thank you for the opportunity to contribute to this debate arising from the oral question from Parliament to the Council. Let me state that the Commission reaffirms its commitment to reaching an agreement on the soil protection directive, and will do its utmost to achieve that aim.

The Commission made its proposal on the basis of Parliament and Council resolutions calling for a comprehensive European Union approach to soil protection. I remember very clearly, Mr Nassauer, that in late spring 2006 I received a letter from the German Government with the majority – if not all – the *Länder* in Germany calling for a soil directive. We welcome Parliament's strong support for a soil directive, albeit introducing modifications to the Commission proposal. I hope we can achieve the sufficient level of complexity indicated by Mrs Gutiérrez-Cortines

We regret that the Council was not able to reach a political agreement in December, in spite of the enormous work done by the Portuguese presidency, the support of 22 Member States and the flexibility shown by the Commission. I stress that, while this political impasse remains, soil degradation is continuing, as has been made very clear by the scientific community, for instance at a high-level conference on soil and climate change recently organised by the Commission.

I therefore welcome France's commitment to restarting the work, and look forward to working constructively with France and the other Member States to make sure that we reach a political agreement in the Council securing a high level of soil protection as early as possible.

However, the Commission has to ensure that the final text can be implemented and that it represents added value compared to current levels of soil protection. I assure you that I remain committed to that task.

4-068

El Presidente. – Se cierra el debate.

4-069

VORSITZ: HANS-GERT PÖTTERING
Präsident

4-070

6 - Berichtigung (Artikel 204a der Geschäftsordnung): siehe Protokoll

4-071-500

* * *

4-072

Zbigniew Zaleski (PPE-DE). – Mr President, on a point of order, yesterday, before the vote on the motion for a resolution on Georgia, our colleague Mr Schulz – officially, before the whole of Europe – accused President Saakashvili of triggering the whole conflict. This is Russian propaganda, similar to the one according to which Polish soldiers were murdered by Germans in Katyn, which prevailed for 50 years.

I think that Mr Schulz and the whole group have much to learn about Russian methods, Russian intrigues and Russian propaganda.

(Sustained applause from the right)

4-073

Der Präsident. – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir haben heute eine umfangreiche Abstimmung vor uns. Da von der Erklärung des Kollegen Zaleski der Kollege Schulz betroffen ist, bekommt er das Wort. Aber danach wollen wir abstimmen. Im Übrigen haben wir gestern die Debatte über Georgien geführt und eine Entschliebung verfasst, so dass wir das heute nicht wiederholen, sondern unsere Abstimmung gleich durchführen wollen. Aber da der Kollege Schulz angesprochen ist, bekommt er das Wort.

4-074

Martin Schulz (PSE). – Herr Präsident! Ich glaube, der Kollege Zaleski hat mir vielleicht gestern nicht genau zugehört. Ich habe kein Volk beschuldigt. Es liegt nicht in meiner Absicht irgendein Volk zu beschuldigen. Was die deutschen Verbrechen im Zweiten Weltkrieg gegenüber der Menschheit angeht, so habe ich mich mehr als einmal beschämt über mein Volk geäußert, in dessen Namen diese Verbrechen begangen worden sind.

Das will ich gerne hier wiederholen. Ich gehöre zu den Deutschen, die dafür sorgen wollen, dass sich das nie wiederholt. Aber eins ist auch richtig. Jeder verantwortliche Politiker, jeder Mann oder jede Frau, der bzw. die eine Regierung führt, und auf dem Territorium des eigenen Landes mit Waffengewalt Probleme lösen will, stellt sich außerhalb des internationalen Rechts. Das gilt auch für Herrn Saakaschwili.

(Beifall)

4-075

Der Präsident. – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Das ist eine Frage, die uns alle sehr berührt. Ich will jetzt meine Rede, die ich vor dem Europäischen Rat gehalten habe, nicht als den gelungenen Versuch bezeichnen, die unterschiedlichen Positionen zusammenzuführen. Aber ich möchte Ihnen doch diese Rede noch einmal empfehlen, und ich glaube, dass sich die meisten hier im Haus dann auch in einer solchen Rede wiederfinden.

4-076

Jörg Leichtfried (PSE). – Herr Präsident! Vielleicht ist es auch meiner Aufmerksamkeit entgangen, aber ich würde gerne ob der vielen im Hause herumgeisternden Gerüchte langsam auch von offizieller Seite – also von Ihnen – erfahren, was es in den nächsten Wochen mit Straßburg auf sich hat.

4-077

Der Präsident. – Ich hätte dazu am Ende der Sitzung eine Erklärung abgegeben, weil ich vermeiden möchte, dass wir darüber jetzt eine Debatte führen.

(Beifall)

Können wir uns darauf verständigen, dass ich Ihnen am Schluss mitteile, wie die Beschlusslage ist, damit wir jetzt wirklich zur Abstimmung kommen? Im Übrigen erhalten Sie dazu auch eine Mitteilung. Öffnen Sie die E-Mails, die Ihnen zugestellt werden. Aber ich gebe dazu am Ende eine Erklärung ab, und dann sind Sie ja auch alle noch hier.

4-078

7 - Abstimmungsstunde

4-079

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.

(Abstimmungsergebnisse und sonstige Einzelheiten der Abstimmung: siehe Protokoll)

4-080

7.1 - Verhaltenskodex in Bezug auf Computerreservierungssysteme (A6-0248/2008, Timothy Kirkhope) (Abstimmung)

4-081

– *Vor der Abstimmung*

4-082

Jeanine Hennis-Plasschaert, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, I speak on behalf of the ALDE Group, with regard to the Kirkhope report. Pursuant to Rule 168, the ALDE Group would like to make a request for referral back to committee. To be clear, there is no intention of breaking up the compromise package with the Council as such, but my group does believe that a more extensive debate on the definition of a parent carrier should take place.

The Commission is working on a formal notice, which is most welcome. However, that does not give us the 100% clarity we need at this very moment. A proper debate should be allowed for, as well as decent consultation of our legal services. There is no rush to put this matter to the vote at this very moment.

4-083

Brian Simpson (PSE). – Mr President, I am happy to speak in favour of the ALDE Group motion to refer this back to committee. In my long years in this Parliament I cannot recall, within the transport area, a report that has caused so much confusion and uncertainty as this one. We are making law here, and with that comes a responsibility to act with full knowledge and understanding of the text that honourable Members will be asked to vote on. Yet many Members are unsure. Many Members are struggling to comprehend and understand this complex piece of legislation, made even more complex by the intervention of the Council.

There is great uncertainty, great unease across a wide spectrum of this Chamber, which is why I believe we need to reassess, re-evaluate and examine more carefully the implications of these proposals back in the Committee on Transport. It is about getting it right, not about doing it quickly. By doing this, we will not be creating problems; we will be acting responsibly as legislators, defending Parliament's right to work at its pace, not at a pace dictated to it by industry lobbyists and the Council of Ministers.

4-084

Georg Jarzembowski (PPE-DE). – Herr Präsident! Liebe Kollegen, was der Kollege Simpson gerade gesagt hat, ist geradezu abstrus, das stellt das Ganze auf den Kopf! Es sind bestimmte Industrien, die versuchen, die Gesetzgebung im Interesse ihrer Unternehmen zu verhindern. Ich kann Ihnen nur sagen: Wir wollen mit diesem Verhaltenskodex die Verbraucherrechte stärken. Wir müssen die Verbraucherrechte stärken, damit wir faire Angebote von den Computersystemen bekommen.

Diese Verzögerungstaktik der Sozialisten, die versuchen, den Kompromiss mit der französischen Regierung kaputtzumachen und damit in dieser Wahlperiode das Ganze zum Scheitern zu bringen, lehnen wir strikt ab. Ich bitte, die Rücküberweisung zurückzuweisen!

4-085

Timothy Kirkhope, rapporteur. – Mr President, I urge us not to refer this back to the committee. I think this is an unnecessary, and a potentially damaging, delaying tactic in the interests of the consumers of Europe, whom we represent. The first-reading agreement was struck in June with Council and Commission, after comprehensive debate and support in my – Transport – Committee. My shadow rapporteurs were fully involved with the process throughout and, as far as I am concerned, agreed the outcome.

Two presidencies – the Slovenian and French – have both cooperated fully with me in this matter, and I do not understand why more time is now needed to debate or scrutinise this vital measure. The fairest and most democratic way to proceed is to vote now on the agreement. Many of the people who are now protesting did not bother to come to the debate last night when Commissioner Mandelson, at my request, clarified to Parliament the assurances that a formal notice will be published in the Official Journal before the entry into force of this regulation, giving a clear interpretation of the regulation from the Commission's point of view and very concrete and strict criteria (which happens on competition issues) to enforce these measures, in the interests of the consumers of Europe. I do not think that the consumers will understand these protests if we do not proceed to bring this measure forward. I therefore ask you, sincerely – all of you – to support me and the hard work that all of us have done across political groups to bring this matter through as quickly as possible.

4-086

(Das Parlament lehnt den Antrag auf Rücküberweisung an den Ausschuss ab.)

4-087

7.2 - Förderfähigkeit zentralasiatischer Länder im Rahmen des Beschlusses 2006/1016/EG des Rates (A6-0317/2008, Esko Seppänen) (Abstimmung)

4-088

7.3 - Palästinensische Gefangene in Israel (Abstimmung)

4-089

7.4 - Evaluierung der EU-Sanktionen als Teil der Aktionen und Maßnahmen der EU im Bereich der Menschenrechte (A6-0309/2008, Hélène Flautre) (Abstimmung)

4-090

– Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 10

4-091

Hélène Flautre, rapporteur. – Monsieur le Président, l'amendement a été retiré, donc il ne doit pas être soumis au vote.

4-092

7.5 - Millenniumsentwicklungsziele - Ziel Nr. 5: die Gesundheit der Mütter verbessern (Abstimmung)

4-093

– Nach der Abstimmung über Ziffer 6

4-094

Ewa Tomaszewska (UEN). – Pięciokrotnie nie zadziałało moje urządzenie do głosowania przy głosowaniu roll-call. I zwracałam na to uwagę, próbowałam zabrać głos, ale nie byłam dopuszczona. To nie jest w porządku. Przez pewien okres zabrakło również tłumaczenia na język polski i reakcji również nie było. Bardzo proszę, żeby w taki sposób dłużej wobec nas nie postępować.

4-095

Der Präsident. – Frau Kollegin! Ich bedauere außerordentlich, dass ich Ihre Wortmeldung nicht zur Kenntnis genommen habe. Ich hoffe, es wird nicht wieder vorkommen. Reichen Sie Ihr Abstimmungsverhalten hier ein, dann wird es korrekt registriert, so dass auch historisch festgehalten wird, wie Sie sich entschieden haben.

4-096

7.6 - Dienstleistungsverkehr (A6-0283/2008, Syed Kamall) (Abstimmung)

4-097

7.7 - Eine europäische Hafenpolitik (A6-0308/2008, Josu Ortuondo Larrea) (Abstimmung)

4-098

7.8 - Güterverkehr in Europa (A6-0326/2008, Michael Cramer) (Abstimmung)

4-099

7.9 - Zwischenbewertung des Europäischen Aktionsplans Umwelt und Gesundheit 2004-2010 (A6-0260/2008, Frédérique Ries) (Abstimmung)

4-100

Der Präsident. – Damit ist die Abstimmung geschlossen.

4-101

8 - Mitteilung des Präsidenten

4-102

Der Präsident. – So, liebe Kolleginnen und Kollegen! Jetzt kommt die Erklärung zu Straßburg: Das Präsidium des Parlaments hat sich gestern mit der Angelegenheit befasst. Es werden in Straßburg noch einige Reparaturarbeiten durchgeführt. Das Präsidium hat gestern Abend – auch auf Vorschlag des Kollegen Fazakas – einen einstimmigen Beschluss gefasst, den wir veröffentlichen wollen, nachdem die Konferenz der Präsidenten Kenntnis davon bekommen hat, was eben auch der Fall gewesen ist, sodass die September-II-Tagung dann auch hier in Brüssel stattfinden wird.

(Beifall)

Ja, freuen Sie sich nicht zu früh! Es ist in diesem Gebäude festgestellt worden, dass es an mehreren Stellen durchregnet. Auch das wird geprüft. Wir wollen hier in Brüssel den gleichen Sicherheitsstandard haben wie in Straßburg, und sie können sich darauf verlassen, dass die Sicherheit in allen Fällen Vorrang hat.

Die abschließende Bewertung durch die Sachverständigen wird nach dem jetzigen Stand am 22. September erfolgen. Dann bleibt auch hinreichend Zeit, um die Entscheidung für die Oktober-Tagung zu treffen. Ich wünsche Ihnen einen sicheren und guten Aufenthalt hier in Brüssel und jetzt zunächst einen guten Appetit zum Mittagessen!

4-103

PRESIDENZA DELL'ON. MARIO MAURO
Vicepresidente

4-104

9 - Dichiarazioni di voto

4-105

Dichiarazioni di voto orali

4-106

– Proposta di Risoluzione: Detenuti palestinesi nelle carceri israeliane (RC-B6-0343/2008)

4-107

Miroslav Mikolášik (PPE-DE). – Dovoľte mi konštatovať, že rezolúcia Európskeho parlamentu o Izraeli a Palestíne nie je celkom vhodne načasovaná vzhľadom na posledný vývoj udalostí, keď Izrael minulý týždeň prepustil ďalších 198 palestínskych väzňov. Toto gesto svedčí o vôle Izraela pristúpiť k posilneniu vzájomnej dôvery v mierovom procese, a to i napriek tvrdej kritike izraelskej verejnej mienky.

Rovnako tomu bolo i pri nedávnej výmene väzňov na libanonskej hranici. Je nesporne veľmi smutné, že v izraelských väzniciach sú i palestínski mladiství. Primárnou príčinou je však fakt, že teroristické organizácie ich zneužívajú, manipulujú k nenávisti a k odhodlaniu zabíjať. Za posledných osem rokov bolo až 16 % z celkového počtu samovražedných atentátnikov a potenciálnych atentátnikov maloletých, a to s výraznou tendenciou znižovania veku. Práve výchova a vzdelanie detí sú kľúčovými faktormi, ktoré môžu významne ovplyvniť budúci vývoj spolunažívania Izraelčanov a Palestínčanov.

4-108

Frank Vanhecke (NI). – Voorzitter, met deze resolutie laat het Parlement eens te meer zien dat het zich in dat zeer complexe Midden-Oosten-conflict niet neutraal opstelt, geen neutrale speler is. Integendeel, dit Parlement kiest altijd systematisch partij voor de Palestijnen en tegen de Israëli.

Het is voor dit Parlement blijkbaar niet genoeg dat elk jaar tientallen miljoenen euro's Europees belastinggeld verdwijnen in de bodemloze, corrupte en anti-westerse putten van de Palestijnse gebieden. Het is niet genoeg blijkbaar voor dit Parlement dat NGO's die openlijk - ik leg daar de nadruk op - openlijk terreurdaden goedkeuren en vergoelijken opnieuw met miljoenen Europees belastinggeld gesponsord worden. Nu vraagt dit Parlement ook letterlijk in een resolutie de

vrijlating van veroordeelde terroristen. Deze houding zal dan wel politiek correct zijn. Ik denk dat ze ons nog eens zuur zal opbreken.

4-109

Philip Claeys (NI). – Voorzitter, ik heb ook tegen de resolutie over de Palestijnse gevangenen in Israël gestemd, omdat die resolutie op zijn minst de schijn wekt - en ik druk mij nog vriendelijk uit - dat wij het als Europees Parlement eigenlijk niet ernstig menen als wij het terrorisme veroordelen. In de resolutie wordt gepleit voor de vrijlating van mensen die zich ingelaten hebben met terroristische activiteiten. Minstens één van hen heeft de dood van meerdere Israëlische burgers op zijn actief. De goedkeuring van de resolutie is dus geen goede zaak voor de geloofwaardigheid van het Parlement, maar veel erger nog, ze ondermijnt de strijd tegen het terrorisme in het algemeen.

4-110

– **Relazione: Hélène Flautre (A6-309/2008)**

4-111

Véronique De Keyser (PSE). – Monsieur le Président, j'ai voté dans le rapport Flautre sur l'amendement 4 et l'amendement 5, qui n'ont pas été retenus et qui concernaient Israël. Je voudrais m'en expliquer: ces amendements ne concernaient pas des sanctions à l'égard d'Israël, ils parlaient – notamment l'amendement 5 – des violations du droit international perpétrées par Israël, qui sont largement documentées.

Je voudrais vous dire que je suis contre les sanctions en général, qu'elles soient contre le peuple palestinien ou qu'elles soient contre Israël. Ce que je regrette, par contre, c'est que cet amendement qui parlait d'initiatives à prendre à l'égard de l'État d'Israël, et non pas de sanctions, n'ait pas été retenu. Si nous abandonnons l'idée que nous devons prendre, nous, Union européenne, des initiatives pour empêcher des violations des droits de l'homme, nous trahissons notre modèle démocratique.

Je voudrais vous dire aussi que, quand nous disons cela, nous ne disons rien contre le peuple juif que nous aimons et nous réprouvons toute forme d'antisémitisme. Nous ne disons rien contre l'État d'Israël, dont nous voulons l'existence et la sécurité, mais que nous nous insurgons contre ceux qui, à l'intérieur d'Israël, minent la démocratie de cet État, ce qui est quelque chose de très différent. Et nous soutenons toutes les ONG israéliennes qui œuvrent en faveur des droits de l'homme et du droit international.

4-112

Frank Vanhecke (NI). – Voorzitter, ik heb gisteren in het debat reeds de gelegenheid gehad om aan te stippen dat het verslag-Flautre over de mensenrechtenpolitiek van de Europese Unie eigenlijk een vrij evenwichtig en goed document is. Maar wat ik mis in het verslag, is een duidelijke verwijzing naar het probleem en het gevaar van de islamisering in Europa en in de wereld. Die islamisering is onmiskenbaar en zet een aantal zeer fundamentele Europese en westerse waarden en grondrechten en mensenrechten op de helling. Ik denk dan in de eerste plaats aan de belangrijke scheiding van kerk en staat en vooral aan de gelijkwaardigheid van man en vrouw.

Ook de islamitische landen zelf worden eigenlijk veel te veel gespaard in dit verslag, hoewel in een aantal van die zogenaamd ontwikkelde en in een aantal van die dikwijls zeer rijke landen, oliestaten zoals Saoedi-Arabië, toestanden heersen die onaanvaardbaar zijn, van werkelijke slavenhandel en slavenarbeid tot een bijzonder vergaande en vernederende discriminatie van vrouwen. Dat zou zeker in een volgend verslag verbeterd moeten worden.

4-113

Ryszard Czarnecki (UEN). – Panie Przewodniczący! Sprawozdanie pani Flautre jest być może jednym z najważniejszych przyjętych w czasie tej sesji. Mówi on o instrumentcie sankcji, z którego my nie możemy jako Unia Europejska rezygnować, choć powinniśmy stosować go w sposób bardzo elastyczny, ostrożny i raczej rzadko, tak aby ten instrument nie uległ swoistej dewaluacji, inflacji.

Niemniej jednak przestrzegalbym przed stosowaniem tego instrumentu wedle podwójnych standardów (*double standards*). Sankcje powinny być groźbą nie tylko wobec krajów biednych, małych, które łamią prawa człowieka, ale także tych bogatych, największych, które są dobrymi partnerami biznesowymi dla Unii Europejskiej. Te kraje również powinny mieć świadomość, że Unia Europejska z instrumentu sankcji może skorzystać.

4-114

– **Proposta di Risoluzione: Millennio per lo sviluppo - Obiettivo 5: miglioramento della salute materna (RC-B6-0377/2008)**

4-115

Zita Pleštinská (PPE-DE). – Spoločný návrh uznesenia o hodnotení rozvojového cieľa č. 5 o úmrtnosti matiek som pokladala za vyvážený.

Súhlasím s bodom uznesenia, že zdravie matiek je oblasťou, v ktorej sa zaznamenal najmenší pokrok spomedzi všetkých rozvojových cieľov tisícročia. Keďže je najmenej pravdepodobné, že sa dosiahne pokrok v tejto oblasti do roku 2015, najmä v subsaharskej Afrike a v južnej Ázii, súhlasím, že musíme prijať opatrenia.

Znepokojili ma hlavne štyri pozmeňujúce návrhy podané v mene skupiny ALDE a GUE/NGL, ktorými sa opäť vnucuje Európskemu parlamentu rozhodovať o záležitostiach, ktoré sú výsostne v právomoci členských krajín. Jedná sa o vyjadrenie súhlasu s bezpečnými a legálnymi potratmi. Žiaľ, tieto pozmeňujúce návrhy v dnešnom hlasovaní boli prijaté.

V každom členskom štáte EÚ je rozdielny pohľad na umelé prerušenie tehotenstva, preto sa k tejto problematike prijímajú rozhodnutia v súlade s princípom subsidiarity. Aj na interrupciách stroskotalo referendum o Lisabonskej zmluve v katolíckom Írsku, interrupcie sú zakázané v Poľsku, iný pohľad je na interrupcie aj na Slovensku. Z tohto dôvodu som hlasovala proti tomuto návrhu uznesenia.

4-116

Frank Vanhecke (NI). – Voorzitter, ik heb tegen deze resolutie gestemd, niet alleen omdat ik eigenlijk vierkant tegen de zoveelste propaganda voor abortus ben die in deze resolutie vervat ligt, maar minstens evenzeer omdat ik de houding van het Parlement in het algemeen in dit dossier eigenlijk nogal hypocriet vindt. Enerzijds zegt het Parlement, terecht natuurlijk, dat alles moet worden gedaan om tot een grote vermindering van de moedersterfte in ontwikkelingslanden te komen, maar anderzijds blijft het Parlement ook elders pleiten voor steeds grotere, steeds meer vergaande legale immigratie en voor de voorstellen van de Europese Commissie over de zogenaamde *blue card*. Welnu, het is juist dit immigratiebeleid dat leidt tot een enorme hersenvlucht vanuit de ontwikkelingslanden naar de westerse landen en het is juist deze politiek die de ontwikkelingslanden berooft van de beste krachten die ze nodig hebben, ook inzake gezondheidszorg, ook inzake artsen en verpleegsters die men daar in Afrika veel meer nodig heeft dan in het westen. Ik weiger eigenlijk aan een dergelijke hypocriete houding mee te werken.

4-117

Daniel Hannan (NI). – Mr President, I rise to make an explanation of vote on our resolution on maternal health. We shall have to wait and see where this Chamber stands on apple pie, but it has, at least, pronounced itself clearly on the subject of motherhood.

Nonetheless, I rise in no carping spirit to ask why we felt the need to pronounce on these questions at all. These are sensitive, intimate and, for many of our constituents, ethical questions. They ought properly to be addressed through the national democratic procedures of the Member States. By expressing ourselves as we have this afternoon, we have exhibited a presumption, an arrogance, and a desire to arrogate power to the centre and to overrule the national traditions of our constituent members. Look at that resolution and you may understand why it is that the institutions of the European Union are so widely disliked and mistrusted by the voters.

4-118

Linda McAvan (PSE). – Mr President, I think Daniel Hannan has missed the point. This resolution is actually about the United Nations meeting on the Millennium Development Goals, and aims to put pressure on world leaders to take seriously MDG 5 on maternal health: that is what it is about. It is nothing to do with abortion in Poland or Ireland. It is about access to maternity rights. However, my explanation of vote was not about that.

What I wanted to say was that one of the saddest things I have ever seen in my life was in Addis Ababa at the fistula hospital we went to with a number of women colleagues as part of the ACP delegation. There we saw queues of young women – in fact they were really just girls of 13 or 14 – and there was a stream of urine coming down the street from where they were queuing. They were queuing up and there was a stream of urine because they had developed a vaginal fistula as a result of there being no medical care during childbirth in remote parts of Ethiopia.

I think it is extremely important that the European Union invest in proper maternal health care in some of the poorest countries in the world. It is a disgrace that there is so little progress on this Millennium Development Goal, as it is one of the most important. I hope this will arm our negotiators, such as Glenys Kinnock, who are going to New York.

I also think that people like Daniel Hannan really ought to read and find out about what is going on in this Parliament.

4-119

– **Relazione: Syed Kamall (A6-0283/2008)**

4-120

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Sprawozdanie to jest wyjątkowo ważne. Cechą gospodarek rozwiniętych jest duże zapotrzebowanie na usługi. Decydują one o poziomie życia i dobrobytu społeczeństw. Systematycznie rośnie zapotrzebowanie na rozwój usług związanych z nowoczesną technologią, na usługi wysokiej jakości, spełniające standardy i oczekiwania odbiorców.

Wzrost PKB w coraz większym zakresie zależy od wielkości usług. Usługi stanowią znaczną część wymiany handlowej. Rynek w tym zakresie systematycznie się rozwija. Stąd mówimy tak wiele o warunkach i zasadach liberalizacji handlu usługami na szczeblu światowym w ramach WTO. Wiele rodzajów usług, szczególnie tych, które są bardzo wyrafinowaną kategorią dóbr, przynosi wyjątkowe zyski. W związku z tym proces liberalizacji handlu usługami przebiega powoli i z tak dużymi oporami. Kończąc, chcę powiedzieć, że weszliśmy w taki okres, kiedy głównymi wyznacznikami rozwoju są usługi.

4-121

– **Relazione: Josu Ortuondo Larrea (A6-0308/2008)**

4-122

Czesław Adam Siekierski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Głosowałem za przyjęciem sprawozdania w sprawie europejskiej polityki portowej, ponieważ podnosi się w nim wiele ważnych dla tego sektora gospodarki problemów. Dotyczy to także Polski.

Zadałem sobie pytanie, jak te zapisy odnoszą się do sytuacji polskich stoczni, w Gdańsku, Gdyni i Szczecinie. Od dłuższego czasu toczą się przed Komisją Europejską postępowania w sprawie objęcia polskich zakładów pomocą publiczną. Stocznia szczecińska, piąta w Europie, boryka się z poważnymi problemami. W podobnej sytuacji znajduje się stocznia gdyńska. Jest to efekt nawarstwiających się przez wiele lat problemów wynikających z transformacji oraz wpływ sytuacji międzynarodowej, o której wspominałem we wczorajszym wystąpieniu.

Co zatem dzieje się w tej chwili z polskimi stoczniami? W oczach Komisji stocznie te nie są źródłem zatrudnienia. Nie podlegają nieuczciwej konkurencji. Może brzmi to wyjątkowo dziwnie. W dodatku w celu osiągnięcia pełnego potencjału proponuje się zamknięcie dwóch pochylni, co jest zupełnym absurdem. Plan restrukturyzacji tych stoczni jest odrzucany raz po raz, co tylko prowadzi do ich upadku, zamiast stanowić przyczynek do odbudowy pozycji europejskiego przemysłu stocznioowego na świecie.

4-123

Presidente. – Ricordo ai colleghi che non hanno potuto prendere la parola che potranno allegare l'intervento scritto che consentirà di mettere a verbale la propria dichiarazione di voto.

Dichiarazioni di voto scritti

4-124

– **Relazione: Timothy Kirkhope (A6-0248/2008)**

4-125

Glyn Ford (PSE), in writing. – I thank Mr Kirkhope for his report, which will help provide a better service for consumers. At the moment, the price consumers pay for an inter-Member State ticket depends on the country of purchase. In my own country, England, I pay the same price for a ticket whether I buy it in the city of departure, city of arrival or a third city. I see absolutely no reason why this should not apply across the whole of the Union.

4-126

Jörg Leichtfried (PSE), schriftlich. – Ich stimme für den Bericht von Timothy Kirkhope über den Verhaltenskodex in Bezug auf Computerreservierungssysteme.

Durch den neuen Verhaltenskodex wird der Wettbewerb zwischen den Computerreservierungssystemen angeregt, wovon Preis und Qualität der Dienste profitieren. Die derzeitige Regelung ist nicht mehr zeitgemäß, da mittlerweile fast 40 % der Buchungen über alternative Websites vertrieben werden, bei denen die Buchungsgebühren ganz wegfallen. Der neue Kodex ist für den Kunden von Vorteil, da er den Wettbewerb erhöht und die Gebühren senkt. So werden nun auch Billigfluglinien in das Reservierungssystem mit aufgenommen.

Um den Kunden die bestmögliche Information und Schutz vor wettbewerbswidrigen Praktiken zu bieten, muss das Service der Dienste erweitert, EU-weit geregelt und kontrolliert werden. So ist es wichtig, dass die angebotenen Flugpreise auf Hauptanzeigen bereits den vollen Flugpreis inklusive aller Steuern und Taxen enthalten und der Kunde somit nicht mit unseriösen Lockangeboten getäuscht wird. Das Gleiche gilt für die Auflistung von CO₂-Emissionen und den Treibstoffverbrauch: Beides muss für den Kunden sichtbar sein. Durch ein alternatives Bahnangebot bei Flügen unter 90 Minuten hat er somit die Wahlmöglichkeit und kann gut informiert eine Wahl treffen.

4-127

David Martin (PSE), in writing. – By updating the code of conduct for computerised reservation systems (CRS) you ensure that reservation systems for air travel services adhere to the principle of fair competition. However, I fear that the vague definition of a company's 'participation in capital' as the carrier having 'decisive influence' on the CRS will cause confusion and allow for the distortion of competition. This report should be about benefiting the consumer and these views are reflected in my vote.

4-128

Andreas Mölzer (NI), *schriftlich*. – Die Aufrüstung des Visa-Systems ist sicherlich dazu geeignet, künftig Betrugsbekämpfung zu erleichtern, und ist daher – unter der Prämisse, dass der Datenschutz sichergestellt ist – zu begrüßen. Wenn künftig für die Vergabe von Schengen-Visa die Speicherung von Fingerabdrücken und Gesichtsaufnahmen nötig ist, wird dies zu erheblichen Umstellungen in den Botschaften führen. In Deutschland wird diskutiert, dass einige Botschaften dazu personell und räumlich nicht in der Lage sind. Die im Zuge dessen debattierte mögliche Auslagerung der Datenspeicherung an Fremdfirmen ist jedoch höchst bedenklich. Damit eröffnen sich neue Potentiale für künftige Visa-Skandale.

Das Visa-System hat gute Ansätze, ist aber insgesamt noch nicht ausreichend durchdacht, weswegen ich dem vorliegenden Bericht auch nicht zustimmen konnte.

4-129

Andrzej Jan Szejna (PSE), *na piśmie*. – Komputerowy system rezerwacyjny jest platformą służącą do sprzedaży biletów lotniczych i kolejowych łączącą ich dostawców. Wniosek dotyczący rozporządzenia Parlamentu Europejskiego i Rady miał na celu zmianę obecnie obowiązujących przepisów oraz wzmocnienie konkurencji pomiędzy komputerowymi systemami rezerwacyjnymi.

Nowelizację Kodeksu przygotowano w celu poprawy przejrzystości, a także zapobieganiu zakłóceniom konkurencji i nadużyciom rynkowym. Głosowałem przeciwko sprawozdaniu w sprawie Kodeksu postępowania dla komputerowych systemów rezerwacji, ponieważ byłem zwolennikiem odesłania go do Komisji Transportu i Turystyki.

Wniosek Komisji zawierał, moim zdaniem, zbyt wiele niedoprecyzowanych pojęć (w szczególności zaś kluczowego pojęcia przewoźnika macierzystego). W związku z tym uważam, iż nie chroni ono w pełni interesu konsumentów wspólnego rynku europejskiego.

4-130

Silvia-Adriana Țicău (PSE), *în scris*. – Am votat pentru retrimiterea la comisie a regulamentului privind sistemul informatizat pentru rezervări, deoarece există încă formulări ambigue, care pot duce la interpretări diferite ale textului. Un regulament este obligatoriu în toate elementele sale și direct aplicabil în toate statele membre și de aceea textul trebuie să fie precis.

Consider că publicarea în Jurnalul Oficial al Uniunii Europene, înainte de data intrării în vigoare a Regulamentului, a unei precizări care să prezinte interpretarea dată de Comisia Europeană unor definiții din regulament nu este o soluție acceptabilă. Instituțiile europene s-au angajat la un proces de simplificare legislativă și, mai ales de stabilitate a legislației.

În mod cert este nevoie de o actualizare și o îmbunătățire a Regulamentului privind sistemul informatic de rezervări și apreciez munca tuturor colegilor din comisie. Susțin însă că o mai mare claritate a textului s-ar fi impus pentru a putea garanta un cadru legal stabil, necesar bunei funcționări a sectorului de transport aerian de pasageri.

4-131

Ewa Tomaszewska (UEN), *na piśmie*. – W sprawie poprawki nr 48 w głosowaniu sprawdzającym głosowałam przeciw naruszeniu równych praw podmiotów konkurujących, wyróżniającemu trzy kraje Unii Europejskiej i zapewniającemu im uprzywilejowaną pozycję na rynku. Niestety urządzenie do głosowania zawiodło, a moje sygnały, że działa ono nieprawidłowo, zostały zlekceważone. Proszę o wliczenie mojego głosu jako głosu oddanego przeciw 2 części poprawki.

4-132

– **Relazione: Esko Seppänen (A6-0317/2008)**

4-133

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), *skriftlig*. – Att ta ställning för mänskliga rättigheter i vår omvärld är en del av unionens politiska uppgift i dess egenskap av värderingsunion. Detta får dock enligt Junilistans mening inte användas för att driva utrikespolitik på EU-nivå och därmed inkräkta på medlemsländernas utrikespolitiska suveränitet.

Vi uppskattar därför att EIB prioriterar kreditgivning som främjar demokratisk utveckling och stabilitet i Centralasien, men motsätter oss en utveckling som innebär att EIB blir ett instrument för EU:s utrikespolitiska strävanden.

Vi har efter noggrant övervägande valt att rösta för de föreslagna ändringarna från EU-parlamentet till kommissionens förslag, trots att en del av ändringsförslagen inte riktigt ligger i linje med denna principiella inställning.

4-134

– **Proposta di Risoluzione: Detenuti palestinesi nelle carceri israeliane (RC-B6-0343/2008)**

4-135

Alessandro Battilocchio (PSE), *per iscritto*. – Signor Presidente, voto a favore di questo documento, ma voglio sottolineare che si tratta dell'ennesimo atto di questo Parlamento approvato a sostegno del rispetto dei diritti umani in

questa area del mondo: quali sono gli effetti delle nostre dichiarazioni? Purtroppo, quasi nulli, al di là della solidarietà politica espressa.

Su questa vicenda l'Europa – se vuole essere credibile – deve parlare una sola voce e porre la sicurezza internazionale al di sopra dei singoli interessi nazionali. Io ritengo imprescindibile trovare un equilibrio tra due esigenze: ai palestinesi uno Stato libero ed indipendente, agli israeliani la sicurezza di vivere nel proprio territorio, libero da attacchi e minacce. Se si scindono i due aspetti, diventa piuttosto complicato trovare una sintesi credibile ed una soluzione duratura. Mi auguro che, in futuro, la nostra Unione Europea, così interessata alla pace in quest'area del mondo a noi prossima, sappia giocare, più che in passato, un ruolo di efficace mediazione.

4-136

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), *por escrito*. – *Votámos favoravelmente a resolução de compromisso, não porque partilhemos de todos os pontos ou formulações que esta integra, mas porque consideramos que poderá contribuir para a denúncia da inaceitável situação dos prisioneiros políticos palestinianos nas prisões israelitas.*

Israel, com o apoio e conivência dos EUA e seus aliados, ocupa ilegalmente os territórios palestinianos, construiu colonatos e um muro de segregação, assassina, detém, agride e explora o povo palestino, violando sistematicamente o direito internacional e desrespeitando o direito inalienável deste povo ao seu Estado soberano, viável e independente.

Encontram-se detidos em prisões israelitas cerca de 10.000 palestinianos, incluindo centenas de crianças, em condições desumanas, sujeitos a um tratamento humilhante e degradante e a maus-tratos, incluindo a tortura; na sua maioria impedidos de receber a visita dos seus familiares; muitos dos quais detidos "administrativamente", sem culpa formada ou julgamento.

Israel detém nas suas prisões cerca de 1/3 dos membros eleitos do Conselho Legislativo Palestino, assim como outros eleitos locais palestinianos.

A prisão dos activistas palestinianos é um instrumento que visa combater a legítima resistência do povo palestino e perpetuar a ocupação israelita.

Qualquer solução justa, viável e duradoura que ponha fim à ocupação israelita dos territórios ocupados, exige a libertação de todos os prisioneiros políticos palestinianos por parte de Israel.

4-137

Αθανάσιος Παφίλης (GUE/NGL), *γραπτώς*. – *Πρόκειται για ένα απαράδεκτο ψήφισμα, το οποίο αθρώνει ουσιαστικά το κράτος του Ισραήλ για τη γενοκτονία του παλαιστινιακού λαού και την κατοχή των εδαφών του.*

Στο σημείο 4, για παράδειγμα, υποστηρίζει τον αγώνα του Ισραήλ κατά της τρομοκρατίας! Χαρακτηρίζεται έτσι ως τρομοκράτης ένας λαός που αγωνίζεται για την ελευθερία του, ενάντια στην κατοχή εδαφών του από τον ισραηλινό στρατό, ενάντια στον αποκλεισμό (οικονομικό, κοινωνικό και πολιτικό) και τις επιθέσεις που υφίσταται με θύματα ανήλικα παιδιά, όπως στη Λωρίδα της Γάζας, ως τιμωρία, επειδή ανέδειξε κυβέρνηση που δεν είναι αρεστή στους Ισραηλινούς, στις ΗΠΑ και στην ΕΕ!

Ενώ παραπέρα, στο σημείο 7, καλεί προκλητικά την Παλαιστινιακή Αρχή να παίξει το ρόλο του χωροφύλακα της αντίστασης του παλαιστινιακού λαού, κατηγορώντας μάλιστα για βίαιες ή τρομοκρατικές ενέργειες πρώην κρατούμενους και ειδικά μικρά παιδιά!

Είναι ντροπή να γίνονται τέτοιες αναφορές! Αντί για αυτές, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο θα έπρεπε να ζητήσει να αποσυρθεί το Ισραήλ από τα κατεχόμενα εδάφη της Δυτικής Όχθης, να γκρεμίσει το τείχος του αίσχους στην Ιερουσαλήμ, να σταματήσει τις δολοφονικές επιθέσεις κατά αμάχων, γυναικών και παιδιών, να απελευθερώσει όλους τους πολιτικούς κρατούμενους. Να απαιτήσει τη συμμόρφωση του Ισραήλ με τις αρχές του διεθνούς δικαίου και τις σχετικές αποφάσεις του ΟΗΕ.

4-138

Olle Schmidt (ALDE), *skriftlig*. – *Situationen för Israel och Palestina är komplicerad. Att för Israel hantera den enorma osäkerhet som dess omgivning innebär är påfrestande. Som en varm vän av Israel känner jag väl till detta. Dock är det alltid viktigt att internationell rätt upprätthålls. Jag valde därför att delta i förhandlingarna gällande Europaparlamentets gemensamma resolution om situationen för palestinska fångar i israeliska fångelser.*

Genom dessa förhandlingar blev slutresultatet betydligt mer balanserat, vilket medförde att jag i slutändan stödde resolutionen. Ur min synvinkel är det viktigt att inte fördöma Israel på det sätt som skedde i Hélène Flautres betänkande om EU-sanktioner på området för mänskliga rättigheter där man inte hade studerat fakta. Det röstade jag därför nej till.

4-139

Marek Siwiec (PSE), na piśmie. – Przyjęta przez Parlament Europejski rezolucja w sprawie sytuacji więźniów palestyńskich w więzieniach w Izraelu jest stronnicza i w konsekwencji zniekształca rzeczywisty obraz konfliktu na Bliskim Wschodzie. Zupełnie nie uwzględnia bowiem kontekstu politycznego oraz potrzeby zapewnienia przez władze izraelskie bezpieczeństwa swoim obywatelom. Pomimo toczących się negocjacji pokojowych oraz gestów dobrej woli, takich jak niedawna decyzja o uwolnieniu 198 palestyńskich więźniów, Izrael jest w stanie ciągłego zagrożenia terrorystycznego ze strony terytoriów palestyńskich. Jako jedyne państwo demokratyczne w regionie, Izrael zмага się z tym zagrożeniem za pomocą demokratycznych metod i środków.

Ponadto rezolucja, potępiając władze izraelskie za stosowanie niewłaściwych środków w odniesieniu do nieletnich, pomija milczeniem fakt, iż zgodnie z raportami Amnesty International organizacje terrorystyczne, takie jak Brygady Męczenników Al-Aqsa, Hamas, Islamski Jihad oraz Palestyński Front Wyzwolenia Palestyny, rekrutują nieletnich i wykorzystują ich jako posłańców, a w niektórych przypadkach także jako bojowników i zamachowców w atakach przeciwko żołnierzom oraz ludności cywilnej Izraela.

W związku z tak jednostronnym i niekompletnym ujęciem kwestii więźniów palestyńskich zgłosiowałem przeciwko tej rezolucji.

4-140

- Relazione: Hélène Flautre (A6-0309/2008)

4-141

Слави Бинев (NI), в писмена форма. – Уважаеми г-н Председател, Уважаеми Колеги, докладът на госпожа Флотре дискутира санкциите, които трябва се предприемат от Европейския съюз спрямо всяко нарушение на човешките права независимо в коя част на света е. Но какво се случва в нашия собствен заден двор?! За пореден път искам да обърна вниманието Ви към безпрецедентните действия на управляващата коалиция в България.

На 30 юли, денят в който бе гласуван вот на недоверие към правителството, бе упражнено полицейско насилие спрямо евродепутата Димитър Стоянов. Въпреки че имената на униформените биячи са установени веднага, до днес няма наказани, няма извинение, но и е налице нагла безпардонност в опитите да се потули случая.

Поведението на служителите на МВР показват, че те са знаели кого бият, още повече, че Стоянов е държал през цялото време депутатската си карта в ръка и е повтарял кой е.

Противозаконното задържане и побой над член на Европарламента не се е случвало през 50-годишната история на тази институция! Случаят с нашия колега е опасен удар върху основните принципи на съвременната европейска демокрация. Той е пряко и демонстративно посегателство върху правата на личността.

След като репресивния апарат на управляващите не пощади Евродепутатския статут на Димитър Стоянов, тогава какво ли остава за обикновения български гражданин.

4-142

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Sendo impossível abordar numa declaração de voto as múltiplas e importantes questões que o relatório suscita, principalmente as muitas em que estamos em pleno desacordo, talvez o melhor seja utilizar o exemplo da votação das alterações apresentadas em plenária para apontar o objectivo central de tal instrumento político da UE.

Apesar de estarem referidos diversos países no relatório, a maioria do PE rejeitou duas propostas de alteração que consideravam que:

- "... as sanções da União Europeia contra o Governo palestiano empossado em Fevereiro de 2006 na sequência de eleições reconhecidas como livres e democráticas pela União Europeia violaram a coerência da política da UE e revelaram-se gravemente contraproducentes, agravando consideravelmente a situação política e humanitária";

- "... persistência de Israel nas violações do direito internacional requer iniciativas urgentes por parte da UE";

Que melhor exemplo para denunciar que o objectivo das sanções da UE é a inaceitável ingerência, aplicada, obviamente, com "dois pesos e duas medidas". Isto é, a utilização das sanções como arma de pressão e ingerência política, onde se salvaguardam os ditos "amigos" e se criticam os "outros", aqueles que a UE (e os EUA) apontam como alvo.

Daí o nosso voto contra.

4-143

Ona Juknevičienė (ALDE), in writing. – In the context of the Common Foreign and Security Policy, the EU applies restrictive measures, or sanctions, to ensure compliance with the CFSP objectives. The current EU sanctions policy suffers

from excessive ad-hoc cases, which often result in incoherence and inconsistency. I believe that the Commission should play a more proactive role in defining a clear EU policy on sanctions.

I believe that the EP must be very precise when talking about sanctions, and especially when calling for EU action in response to violations of international law, as the House did in this report on Israel. I believe that before asking the EU to impose any sanctions, we must be well informed about concrete breaches of international law and should refrain from making statements of a generic nature. If there are factual cases, they have to be specified in the text or presented in a footnote to the respective document.

4-144

David Martin (PSE), in writing. – I voted in support of Hélène Flautre’s report on the evaluation of EU sanctions as part of the EU’s actions and policies in the area of human rights. I welcome the rapporteur’s balanced approach towards an important tool of the EU’s common foreign and security policy. Sanctions need to be applied on a case-by-case basis and targeted in a way that avoids affecting innocent parties. I am satisfied that Mrs Flautre’s report adequately covers such points.

4-145

Zita Pleštinsk a (PPE-DE), písomne. – EÚ poklad a oblasť dodr zovania ľudskejch práv za najdôležitejšiu oblasť, preto začleňuje doložky o ľudskejch právach a konkrétnych vykon vacjch mechanizmoch do v etkejch novjch dvojstrannjch dohôd podpisovanjch s tretjmi krajinami.

Politická činnosť sankcií a ich vedľajšie negatjvne  inky s  dnes predmetom sporov. Uvedomujeme si to obzvlášť v tomto čase, keď je EÚ postavená pred zaujatie stanoviska ku konfliktu na Kaukaze.

Z tohto dôvodu v tam a hlasovala som za správu H el ene Flautre, ktor  prin a nov  filozofiu udeľovania sankcií a zmenu myslenia v oblasti ľudskejch práv.

Potrebuje efektjvnu sankcn  politiku, aby nedošlo k pou ivaniu takzvaného dvojiteho metra napríklad podľ strategickej d le itosti partnera, ako v prípade Ruska a  jny.

Musime vych zat’ zo strategického dokumentu pre jednotliv  krajiny a z d’al ich dokumentov podobnej povahy, aby sme mohli vypracovat’ konkrétnu stratégiu t kajucu sa ľudskejch práv v krajine a situácie v oblasti demokracie. Musime vych zat’ z objektjvnjch a aktu lnjch informácií ziskanjch od zástupcov miestnjch a mimovl dnjch organizácií. Musime podporovat’ občiansku spoločnosť a cielene postihovat’ vinnikov konfliktu napr klad zmrazenj m aktjv, z kazom cestovania. Sankcie nesm  postihovat’ najchudobnej ich.

Som presved en a,  e politika sankci  bude  innejšia a  vtedy, keď bude za lenen a do ucelenej stratégie E U v oblasti ľudskejch pr v. Sankcie bud  efektjvne iba vtedy, keď pom  u zmeniť pomery a n sledne vyrie iť danj konflikt.

4-146

Pierre Schapira (PSE), par écrit. – A l’issue des élections législatives de février 2006 en Palestine, j’ai été l’un des premiers   avoir dit, depuis Jérusalem et au Parlement européen, que l’on ne devait pas appliquer de sanctions contre le gouvernement palestinien, car c’est le peuple qui souffrirait. Certes, force est de constater que la situation politique dans les territoires est totalement d grad e, notamment entre le Fatah et le Hamas, mais cette crise politique ne peut être imput e aux seules sanctions européennes. Voilà pourquoi je me suis abstenu de voter l’amendement 4.

Par ailleurs, je condamne évidemment la persistance de la violation du droit international par Israël, mais je regrette que le texte du rapport ne mentionne pas les violations du droit international commises dans d’autres pays du Moyen-Orient. Il y a deux poids, deux mesures, c’est pourquoi j’ai voté contre l’amendement 5.

4-147

S ren Bo S ndergaard (GUE/NGL), skriflig. – P  trods af at der er elementer i Flautre-bet nkningen, der er kritiske, stemmer jeg for bet nkningen for at markere st tte til fordel for kampen for menneskerettighederne.

4-148

Andrzej Jan Szejna (PSE), na pi mie. – Sankcje stosowane przez Uni  Europejsk  s  srodkami warunkuj cymi skuteczno  wspólnej polityki zagranicznej i bezpieczeństwa. Są to instrumenty o charakterze dyplomatycznym lub cz sciej gospodarczym, które s l  za zapewnieniu przestrzegania podstawowych zasad prawa międzynarodowego, demokracji oraz praw cz lowieka.

Uwagam, i  sprawozdawczyni, która wnosi o okresowe rewidowanie istniejących srodków restrykcyjnych, ma rację. Należy sformulow c dokl dne zasady stosowania sankcji, tak by ich użycie było zawsze poprzedzone dokl dn  i indywidualną analiz .

Moim zdaniem priorytetem jest takie ukształtowanie sankcji ekonomicznych, by (szczególnie w przypadku praktyki sporządzania czarnych list) nie miały one negatywnych skutków dla społeczeństwa oraz nie godziły w prawa obywateli w państwach sankcjonowanych. Dlatego też w tej części popieram sprawozdanie w sprawie oceny sankcji UE w obszarze praw człowieka.

W przypadku konieczności zastosowania sankcji za celowe uznaję również wprowadzanie pozytywnych środków służących obywatelom państwa, na które nałożono środki restrykcyjne.

4-149

Charles Tannock (PPE-DE), in writing. – I and my British Conservative colleagues wholeheartedly support human rights for all. We support the concept of a CFSP EU sanctions regime which is applied on a unanimous basis to target the most egregious abusers of human rights in the world, provided the UK can always exercise a veto in this respect. We also deplore the way they have been applied inconsistently and are wide open to breaches, such as the way President Mugabe has been allowed into the EU on several occasions in spite of a travel ban on his regime.

Unfortunately the Flautre Report goes further by recognising the right of the European Court of Justice to rule over the list of banned terrorist organisations – which must remain a political decision not a judicial one – and claiming the Lisbon Treaty is required to make EU sanctions for abuses of human rights more effective. It calls for European Parliamentary oversight of the Member State security services and making the code of conduct on arms exports binding. For those reasons we will not be supporting the report.

4-150

Ewa Tomaszewska (UEN), na piśmie. – W sprawie paragrafu 57 w głosowaniu imiennym głosowałam przeciw. Niestety urządzenie do głosowania zawiodło, a moje sygnały, że działa ono nieprawidłowo, zostały zlekceważone, jak w przypadku 5 innych głosowań imiennych. Proszę o wliczenie mojego głosu jako głosu oddanego przeciw oryginalnemu tekstowi paragrafu 57 rezolucji.

4-151

- Proposta di risoluzione: Millennio per lo sviluppo - Obiettivo 5: miglioramento della salute materna (RC-B6-0377/2008)

4-152

Marie-Arlette Carlotti (PSE), par écrit. – Sur le papier, le 5ème OMD - réduire de 75% le taux de mortalité maternelle d'ici 2015 - était sans doute l'un des plus accessibles.

Dans les faits, c'est celui qui a pris le plus de retard.

Constat accablant: en Afrique subsaharienne, une femme sur 16 meurt en accouchant. Ce chiffre a à peine bougé en 20 ans.

C'est l'inégalité la plus dramatique de la planète en matière de santé.

Et lorsque sa mère meurt, un enfant présente 10 fois plus de risques de mourir lui aussi...

Dans la mobilisation générale en faveur des OMD, une attention particulière doit être consacrée au 5ème d'entre eux.

Le G8 lui-même l'a enfin compris. Il a adopté lors de sa dernière réunion au Japon un "paquet santé" visant à recruter et former un million de professionnels de la santé en Afrique, pour que 80% des mères soient accompagnées lors de leur accouchement.

La balle est désormais dans le camp de l'UE !

Elle doit agir, simultanément et massivement, dans plusieurs directions :

- information et éducation des femmes,
- renforcement des systèmes de santé publique au Sud,
- investissement massif dans les ressources humaines en matière de santé,

4-153

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), por escrito. – Registam-se, anualmente, cerca de 536 mil casos de mortalidade materna (95% dos quais ocorrem em África e na Ásia do Sul) e, por cada mulher que perde a vida, há 20 ou mais mulheres que são afectadas por complicações graves, incluindo infecções crónicas e lesões incapacitantes, que poderiam ser facilmente evitadas se existisse um acesso universal a cuidados obstétricos básicos e de emergência e a serviços de saúde reprodutiva, o que exige maior apoio dos países desenvolvidos.

Estes dados são muito preocupantes e demonstram que o objectivo relativo à mortalidade materna (ODM 5) não só não está no bom caminho para ser atingido pelos países em desenvolvimento, como é o único onde não se registaram quaisquer progressos e os indicadores de há 20 anos são idênticos aos actuais.

Ora, a verdade é que a mortalidade materna poderia ser evitada graças à prestação de maiores cuidados de saúde, garantindo o acesso, por parte de todas as mulheres, a informações e serviços completos em matéria de saúde sexual e reprodutiva.

Por isso, apoiemos a rezolução aprovaada e congratulamo-nos que também tenha sido aprovaada em plenário a nossa propoosta sobre a defesaa do acesso a uma contracepção eficaz e ao aborto legal e seguro.

4-154

Hélène Goudin och Nils Lundgren (IND/DEM), skriftlig. – Det är helt fruktansvärt att en så stor del av världens befolkning lever i extrem fattigdom, att kvinnor i dessa länder och områden dör under graviditeten eller förlossningen och att så många saknar såväl information om, som tillgång till, säkra preventivmedel. Detta är en fråga som handlar om människovärde och okränkbara universella mänskliga rättigheter, inte minst för kvinnor som lever i fattigdom.

Denna resolution innehåller positiva - och nödvändiga - förslag, men tar även upp frågor som inte ligger inom EU:s kompetens. Vi har valt att stödja förslag där det uppmanas till förbättrade villkor för kvinnor, i synnerhet vad gäller sexuell och reproduktiv hälsa. Resolutionen behandlar emellertid även ämnen som till viss del är av utrikespolitisk karaktär. Vi har därför lagt ner vår röst vid slutomröstningen.

4-155

Ona Juknevičienė (ALDE), in writing. – The resolution of the EP on maternal mortality carries a great significance in the light of the Millennium Development Goals and conveys our message that we are aware of the current situation and that we call for action to help millions of women in developing countries. I strongly support the suggestion to ask the Commission and the Council to develop programmes and policies that would help to prevent maternal mortality, with a particular emphasis on access to information on sexual and reproductive health, literacy and nutrition.

Within the context of this resolution, I believe that the use of contraceptives is very important in preventing diseases, unwanted pregnancies and reducing maternal mortality, but at the same time I am convinced that we do not have a right to condemn or criticise churches, which stand merely as a moral but not as a legislative authority, promoting their faith but not prohibiting making a personal choice. Furthermore, there are churches which do not address the issues of contraception to their congregation.

4-156

Rovana Plumb (PSE), în scris. – Am votat favorabil această rezoluție, întrucât rata mortalității maternale se regăsește într-un procent ridicat, nu doar în țările în curs de dezvoltare, ci inclusiv în noile state membre ale UE.

Este îngrijorător faptul că anual 536.000 de familii rămân fără sprijinul mamei, creând dezechilibre la nivelul celulei de bază a societății. Cunoaștem cauzele și metodele de contracarare a acestui fenomen, de noi depinde modalitatea de organizare și planificare a activității.

Consider într-adevăr că accentul trebuie pus în primul rând pe accesul femeilor la informațiile legate de sănătatea reproducerii. Nu putem reuși în demersurile noastre fără ca femeile însele să conștientizeze pericolele la care se expun înaintea sau în timpul sarcinii. Concomitent trebuie să alocăm maximum de resurse pentru a transforma serviciile în unele de calitate și totodată, disponibile tuturor.

4-157

Toomas Savi (ALDE), in writing. – Mr President, having supported the amendments concerning the condemnation of the US Global Gag rule and of the ban on the use of contraceptives advocated by some churches, I voted in favour of the resolution. But I was shocked to learn that some of my colleagues, who can usually be taken seriously, have prioritized the statements of the Pope over the health and well-being of the people in developing countries.

4-158

Silvia-Adriana Țicău (PSE), în scris. – Creșterea ratei mortalității infantile și scăderea ratei natalității, pe de o parte și îmbătrânirea populației, pe de altă parte, cer măsuri ferme și urgente din partea Statelor Membre și a instituțiilor europene.

Am votat pentru Rezoluția privind mortalitatea maternă înaintea reuniunii ONU la nivel înalt din 25 septembrie consacrată revizuirii Obiectivelor de dezvoltare ale mileniului, deoarece prin textul acesteia se cere Consiliului și Comisiei să extindă prevederile pentru serviciile de îngrijire maternală și să se pună accentul pe programe de asistență prenatală, nutriție maternală, asistență pentru evitarea recurgerii la cezariană, asistență post-natală și planificare familială. Prin această rezoluție cerem Consiliului și Comisiei să garanteze că serviciile medicale pentru reproducere sunt accesibile, disponibile și de bună calitate.

Este importantă acordarea maximului de resurse disponibile pentru programele și politicile privind prevenirea mortalității maternale.

De asemenea, consider important ca activitățile de planificare familială să fie finanțate din fonduri publice.

4-159

Ewa Tomaszewska (UEN), na piśmie. – W rezolucji zawarto zapisy kryptoaborcyjne i wprost domagające się legalizacji aborcji. Wypowiedzenie się w tej sprawie narusza zasadę pomocniczości. Zarazem oznacza to, że środki finansowe ze składek członkowskich krajów, w których aborcja nie jest dopuszczalna, mogą być kierowane na ten cel w krajach trzecich.

Używanie pretekstu dbałości o zdrowie kobiet dla wprowadzania propagandy proaborcyjnej i zużywania środków finansowych na ten cel, zamiast na podnoszenie zdrowotności matek, to hipokryzja. Dlatego głosowałam przeciw tej rezolucji.

4-159-500

Anna Záborská (PPE-DE), písomne. – Hlasovala som proti tejto rezolúcii.

Ochrana zdravia matiek je bezpodmienečným predpokladom prežitia ľudstva.

Matky v rozvojových krajinách sú v súčasnosti vystavené pandémiam bez prístupu k základnej zdravotnej starostlivosti, k acylpirinu a poháru pitnej vody. Generálny tajomník OSN jednoznačne podčiarkol, že menej ako 10% rozpočtu ide na riešenie problémov, ktoré postihujú 90 svetovej populácie. Zápal pľúc, infekčné hnačky, tuberkulóza a malária - ochorenia, ktoré spôsobujú obrovské zdravotné problémy v rozvojových krajinách a dajú sa liečiť - využívajú menej ako 1% rozpočtu.

ONS prijalo stratégiu ktorá podporuje pôrody pod kvalifikovaným zdravotníckym dozorom. Takto chce aby sa obmedzili riziká materstva, znížila sa detská úmrtnosť a zabezpečil sa prístup k službám.

Naša rezolúcia však vyzýva, okrem iného umožniť " prístup k zákonnému a bezpečne vykonávanému potratu" a ľutuje chýbanie zabezpečenia služieb v oblasti reprodukčného zdravia. Žiada EK a ER aby "zaručili dostupnosť, prístupnosť a dobrú kvalitu služieb v oblasti reprodukčného zdravia a podporovali prístup všetkých žien ku komplexným informáciám a službám v oblasti sexuálneho a reprodukčného zdravia." Žiada EK a ER zasiahnuť v tejto oblasti a pritom potrat je výlučnou kompetenciou národných štátov a nie EÚ.

Nemôžeme ponúkať matkám v rozvojových krajinách nejasnú, zjednodušenú a ešte horšie, ideologicky poznačenú víziu ochrany ich zdravia.

4-160

- Relazione: Syed Kamall (A6-0283/2008)

4-161

Bruno Gollnisch (NI), par écrit. – L'accord général sur le commerce des services (AGCS) qui prévoit la libéralisation des services au niveau mondial et que le rapporteur souhaite ardemment voir conclu, n'est en réalité qu'une directive Bolkestein à l'échelle mondiale. Le "plombier polonais" d'hier sera demain chinois ou pakistanais.

La seule exception concerne les "services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental" qui "ne sont fournis ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs". Autrement dit, seules la police, la justice, la diplomatie et l'armée ne sont pas concernées. En revanche, l'AGCS sera une étape supplémentaire dans le démantèlement des services publics initié par la Commission il y a quinze ans au nom de la concurrence et du marché intérieur.

Aujourd'hui, l'Union européenne pense pouvoir se prévaloir d'un avantage compétitif et argue d'une accessibilité insuffisante de ses prestataires aux marchés des pays tiers. Mais il en sera des services comme de l'industrie : délocalisations et désertification, avec, en prime l'importation du dumping social. La relativisation des normes sociales, environnementales ou de qualité, qui ne doivent pas devenir, selon le rapporteur, des entraves au commerce, porte en germe une aggravation de la désintégration du modèle social et économique européen.

4-162

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), por escrito. – Apesar de burilado nalguns dos seus aspectos mais negativos e suavizado com algumas formulações que, não colocando o processo de liberalização em causa, o pretendem "humanizar", a resolução do PE mantém-se, no essencial, uma cartilha em prol da liberalização dos serviços, incluindo os serviços públicos (pretensamente atenuada, na sua apresentação, pela necessidade de uma abordagem liberalizadora "diferenciada").

No entanto, apesar das ânsias da maioria do PE, a actual situação internacional não se caracteriza da mesma forma que no momento em que iniciou a "Ronda de Doha", em 2001, significando que os EUA e a UE enfrentam dificuldades na sua instrumentalização da OMC para impor a sua agenda de domínio económico ao mundo.

No entanto, apesar dos sucessivos insucessos, a UE e os "sociais-democratas" Mandelson e Lamy tentam novamente que as negociações não "descarrem", procurando salvaguardar e não perder o terreno negocial já alcançado.

Como afirmámos antes, o que pretendem os grandes grupos económicos e financeiros é o controlo do comércio internacional no quadro da concorrência capitalista, da economia (agricultura, indústria, serviços, mão-de-obra, recursos naturais) dos Estados e dos próprios Estados.

A liberalização significa o ataque a conquistas dos trabalhadores e à soberania dos povos e a destruição ambiental.

Daí o nosso voto contra!

4-163

Małgorzata Handzlik (PPE-DE), na piśmie. – Udział usług w gospodarce europejskiej wynosi ponad trzy czwarte. Sektor usług ma kluczowe znaczenie dla konkurencyjności i innowacyjności europejskiej gospodarki, która w znacznej części oparta jest na wiedzy. Skutecznie działający wewnętrzny rynek usług Unii Europejskiej ma duże znaczenie dla konkurencyjności przedsiębiorstw UE na globalnym rynku. Kluczowe dla funkcjonowania rynku europejskiego będzie terminowe i prawidłowe wdrażanie i transpozycja, zwłaszcza dyrektywy dotyczącej usług na rynku wewnętrznym.

Handel usługami w dużym stopniu stanowi transfer wiedzy fachowej między państwami. W związku z tym wolny handel usługami odgrywa ważną rolę we wszelkich strategiach rozwoju, gdyż umożliwia szybki i skuteczny transfer know-how na dużą skalę. Szersze otwarcie dostępu do rynku usług jest zatem szansą nie tylko dla krajów rozwiniętych, ale także dla krajów rozwijających się, które często pozbawione są dostępu do know-how.

Uzyskiwanie dostępu do rynku w przypadku usług jest trudnym procesem w ramach toczących się negocjacji WTO. Nie można jednak zapominać, iż negocjacje w sprawie handlu usługami muszą służyć zarówno interesom UE, jak i wzrostowi gospodarczemu najbiedniejszych krajów. Gdyż to przecież otwarcie handlu usługami mogłoby prowadzić, dzięki dopuszczeniu inwestycji zagranicznych, do większej i zrównoważonej produkcji, jak również do modernizacji infrastruktury we wszystkich gospodarkach.

4-164

David Martin (PSE), in writing. – Mr Kamall's report on trade in services looks at ways EU companies can gain access to third-country service markets. Indeed, services are playing an increasingly important role in international trade. It is precisely for this reason that it is important to distinguish between commercial and essential public services. I have made this clear in the way I have voted.

4-165

Αθανάσιος Παφίλης (GUE/NGL), γραπτώς. – Στα πλαίσια του GATS αλλά και με διμερείς και πολυμερείς συμφωνίες με ανοικτούς ή συγκαλυμμένους εκβιασμούς και απειλές, η ΕΕ προωθεί τη διείσδυση του κεφαλαίου στις αναπτυσσόμενες αγορές υπηρεσιών των λιγότερο ανεπτυγμένων χωρών, προκειμένου να αυξήσει τα κέρδη του αλλά να αυξήσει και την δική της επιρροή. Η έκθεση του ΕΚ επικροτεί και υποστηρίζει αυτή την πολιτική.

Κοινωνικά αγαθά όπως το Νερό, η Υγεία και Πρόνοια, η Παιδεία κ. ά, βρίσκονται στο στόχαστρο των μονοπωλίων που απαιτούν την απελευθέρωση και το άνοιγμα των εθνικών αγορών και την ιδιωτικοποίηση των φορέων. Οι καπιταλιστικές αναδιαρθρώσεις θα είναι ακόμα πιο καταστροφικές για τους εργαζόμενους των φτωχότερων χωρών.

Ο ανταγωνισμός των ιμπεριαλιστικών κέντρων, σε συνδυασμό με τις αντιδράσεις των πιο φτωχών χωρών, οδήγησαν σε αποτυχία τις τελευταίες διαπραγματεύσεις στον ΠΟΕ και σε αγώνα δρόμου των ισχυρών να συνάψουν διμερείς και πολυμερείς συμφωνίες ισχυροποίησης της θέσης τους.

Η επικέντρωση της προσοχής στην άμεση ή έμμεση κατάργηση των δημόσιων υπηρεσιών, ιδιαίτερα στους τομείς που είναι προσοδοφόροι για το κεφάλαιο, στην κατάργηση των όποιων προστατευτικών φραγμών, η προσπάθεια ταύτισης των υπηρεσιών με τα εμπορεύματα και η κοινή διαπραγματεύσή τους με τα αγροτικά προϊόντα είναι μόνο δείγματα της ιμπεριαλιστικής επιθετικότητας του ευρωπαϊκού κεφαλαίου που δεν διστάζει να φτάσει μέχρι τον πόλεμο για την επιβολή των επιλογών του.

4-166

Tokia Saïfi (PPE-DE), par écrit. – J'ai voté en faveur du rapport sur le commerce des services afin d'inviter la Commission à promouvoir, lors des négociations commerciales, à la fois l'ouverture progressive et réciproque de l'accès au marché des services et une politique de transparence accrue. L'Union européenne, qui est le plus grand exportateur et le plus grand fournisseur de services, ne peut qu'encourager un plus large accès au marché des services, tant au niveau des pays développés qu'au niveau des PVD.

Néanmoins, cette ouverture se doit d'être progressive et réciproque en tenant compte des intérêts différents des États. En ce sens, j'ai voté en faveur de l'amendement 2 qui rappelle la nécessité de faire la distinction entre services commerciaux et services non commerciaux et d'avoir une approche différenciée dans l'ouverture des marchés des services d'intérêt général. De même, j'ai voté en faveur de l'amendement 5 qui, dans le cadre des APE, demande que des services publics universels, accessibles et durables, puissent être garantis pour tous.

Enfin, en votant en faveur de l'amendement 7 qui reconnaît que certains produits, comme l'eau, devraient être considérés comme des biens publics universels, j'ai tenu à rappeler que l'ouverture du marché de ce genre de services doit être envisagée avec précaution.

4-167

Olle Schmidt (ALDE), *skriftlig*. – Handel med tjänster har idag blivit en nödvändighet för alla ekonomier. Det är omöjligt för något land att nå ekonomisk framgång med en dyr och ineffektiv infrastruktur för tjänster. Producenter och exportörer av textilier, tomater och andra varor kommer inte att vara konkurrenskraftiga utan tillgång till ett effektivt bankväsende, effektiva försäkringsbolag, revisionsbyråer, och telekom- och transportsystem.

Men även möjligheten att erbjuda offentliga tjänster i privat regi är avgörande. Genom konkurrens även inom bland annat sjukvård, skola och allmänna kommunikationer får vi bättre service. Jag valde därför att stödja att man inte gör någon kategorisk skillnad mellan tjänster för privat eller offentligt bruk eftersom jag tror på att konkurrens även inom det offentliga området bidrar till bättre effektivitet och service. Det är för mig en självklar tes oavsett om det gäller vår inre marknad eller handel med tjänster i andra länder, utanför EU:s gränser.

4-168

Andrzej Jan Szejna (PSE), *na piśmie*. – Sprawozdanie w sprawie handlu usługami ma na celu uwydatnienie roli handlu usługami jako dziedziny, dzięki której tworzone są stale nowe miejsca pracy oraz zwiększa się dobrobyt obywateli. Usługi te mają obecnie aż 75% udziału w PKB Unii Europejskiej.

Sprawozdawca wzywa do otwarcia i liberalizacji rynku handlu usługami. Oczywiście liberalizacja i zwiększanie konkurencyjności na rynku są konieczne, jednak w moim przekonaniu otwarcie handlu usługami nie może oznaczać prywatyzacji. Musimy wyraźnie odróżnić naturę usług komercyjnych od publicznych, a także, co za tym idzie zagwarantować zdecydowane rozróżnienie w podejściu do otwarcia handlu usługami publicznymi i handlowymi.

4-169

Silvia-Adriana Țicău (PSE), *în scris*. – Am votat pentru raportul privind comerțul cu servicii, prin care se subliniază importanța comerțului cu servicii în crearea de locuri de muncă.

Amendamentul 2, depus de Grupul Socialist, subliniază necesitatea unei abordări diferențiate în contextul deschiderii pieței serviciilor de interes general și, în special necesitatea de a face distincție între serviciile comerciale și cele necomerciale.

Consider extrem de important amendamentul 5 care se pronunță în favoarea unor servicii publice universale, accesibile, sustenabile și la prețuri rezonabile, asigurând standarde înalte de calitate pentru toți și amendamentul 10 care solicită Comisiei să se implice mai mult în combaterea contrafacerii, în special a celei de pe internet și solicită Comisiei să prezinte Parlamentului și Consiliului o propunere privind punerea la dispoziția Comunității și a statelor membre a unor date calitative și statistice la nivel European privind contrafacerea, în special pe cea de pe internet.

4-170

Bernard Wojciechowski (IND/DEM), *na piśmie*. – Trwająca od połowy wieku XX „rewolucja usługowa” sprawiła, że usługi stały się najważniejszym sektorem gospodarki w większości krajów. Postęp technologiczny, szczególnie w telekomunikacji i informatyce, zmienił zasadniczo sposób postrzegania usług i możliwości ich uczestnictwa w handlu międzynarodowym. Gwałtowna ekspansja omawianego sektora, połączona z postępowem technologicznym, doprowadziła do rozwoju międzynarodowego handlu usługami.

Udział Polski, podobnie jak i pozostałych krajów Europy Środkowej i Wschodniej, w międzynarodowych obrotach usługowych zawsze był niewielki. W znacznej mierze był to jednak rezultat niedorozwoju sektora usług w gospodarkach centralnie planowanych. Zasadnicze zmiany w rozwoju tego sektora przyniósł dopiero okres transformacji, na który nałożył się później okres stowarzyszenia ze Wspólnotami Europejskimi. W rezultacie już obecnie widać ogromne przemiany w sektorze usług, a integracja Polski ze Wspólnotami i związany z tym proces dostosowania polskiej gospodarki do wymogów WE powinny zwiększyć tempo rozwoju sektora usług oraz możliwość udziału Polski w międzynarodowych obrotach usługowych.

Dlatego też uważam, że UE powinna dołożyć wszelkich starań w celu poprawy jakości handlu usługami jako dziedziny sprzyjającej tworzeniu dobrobytu i miejsc pracy we wszystkich gospodarkach na świecie, a także jako czynnika przyspieszającego rozwój.

4-171

- Relazione: Josu Ortuondo Larrea (A6-0308/2008)

4-172

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), *por escrito*. – Valorizando preocupações expressas no relatório quanto à necessidade de investimento nas regiões portuárias, de modernização tecnológica e de proteção ambiental, consideramos que este

escamoteia que, entre os objectivos da Comissão Europeia para uma futura política portuária, se aponta a prossecução da liberalização deste estratégico serviço público de diferentes Estados-Membros.

Por isso, lamentamos a rejeição das nossas propostas, que sublinhavam:

- A rejeição de qualquer nova tentativa de liberalização dos serviços portuários ao nível da UE, através da aplicação das normas de concorrência do mercado interno;
- E que exortavam a que sejam tomadas iniciativas para combater a precariedade e os riscos de acidentes no sector e para garantir e fazer respeitar os direitos dos trabalhadores portuários, nomeadamente em matéria de emprego, remunerações justas, condições de trabalho dignas, protecção social, contratos colectivos, direitos sindicais e formação profissional.

Devem ser salvaguardadas as diversidades e complementaridades dos portos na Europa e a sua gestão enquadrada por padrões avançados de qualidade e segurança, elemento estratégico para o desenvolvimento económico. A abertura da gestão portuária europeia às transnacionais, como a realidade tem demonstrado, desvalorizará as relações laborais e a contratação colectiva e aumentará os perigos da precarização do sistema portuário, colocando consequentemente em causa a segurança marítima.

Daí a nossa abstenção.

4-173

Ona Juknevičienė (ALDE), *in writing*. – During the votes I have expressed my position by voting against the amendments of the GUE group. The port sector is of crucial importance to the European Union from economic, commercial, social, environmental and strategic points of view. However, bearing in mind the importance of the sector, I cannot support the approach that ports should constitute public property.

On the contrary, I support the right of the Member States to take their best interests into account in deciding whether or not to open the port sector to liberalisation. Decisions on whether to privatise and/or to apply private and public partnership in ports are the competence of the Member States and shall not be directed by European institutions as long as it is in compliance with European legislation. In fact, some European ports are already managed by authorities or companies from third countries. In my view, the port sector, as any other sector, should be allowed to operate on an equally competitive basis.

4-174

Αθανάσιος Παφίλης (GUE/NGL), *γραφτός*. – Το ΚΚΕ καταψηφίζει την Έκθεση γιατί αποδέχεται και κινείται στην λογική της Ανακοίνωσης της Ευρωπαϊκής Επιτροπής για τα Λιμάνια, η οποία προωθεί τον πάγιο στόχο της ΕΕ για ιδιωτικοποίηση των λιμανιών. Η ιδιωτικοποίηση των λιμανιών παρεμποδίστηκε μέχρι σήμερα από την πάλη των εργαζομένων στα λιμάνια, αλλά δεν εγκαταλείφθηκε από την ΕΕ, αφού αποτελεί σημαντικό στόχο του ευρωενωσιακού κεφαλαίου.

Γι' αυτό τώρα επιδιώκεται η προώθησή της από την Επιτροπή με την μέθοδο της "σαλαμοποίησης", της παράδοσης δηλαδή κερδοφόρων λιμενικών υπηρεσιών στο κεφάλαιο. Ταυτόχρονα, στο στόχαστρο της ΕΕ μπαίνουν και οι κρατικές επιδοτήσεις στα λιμάνια και προετοιμάζεται το έδαφος για την κατάργηση ή τον δραστικό περιορισμό τους, ώστε να προετοιμαστεί το έδαφος για την ιδιωτικοποίηση. Τα λιμάνια αποτελούν τομείς στρατηγικής σημασίας για την οικονομία των κρατών μελών και συνδέονται άμεσα με την αμυντική τους ικανότητα και την κυριαρχία τους. Γι' αυτό και τα σχέδια για την απελευθέρωση των λιμενικών υπηρεσιών και την ιδιωτικοποίηση των λιμανιών δεν αφορούν μόνο τους εργαζόμενους στα λιμάνια, αλλά το σύνολο της εργατικής τάξης και των λαϊκών στρωμάτων.

Η εργατική τάξη, οι εργαζόμενοι συνολικά δεν αρκεί να επαγρυπνούν και να οργανώνουν τη πάλη τους μόνο ενάντια στα σχέδια ιδιωτικοποίησης, αλλά για λιμάνια που θα αποτελούν λαϊκή περιουσία στα πλαίσια αυτοδύναμης λαϊκής οικονομίας στα χέρια της λαϊκής εξουσίας.

4-175

- Relazione: Michael Cramer (A6-0326/2008)

4-176

Pedro Guerreiro (GUE/NGL), *por escrito*. – Apesar de acompanharmos preocupações e propostas inscritas no relatório, consideramos que este não reflecte eixos essenciais relativamente a políticas nacionais para este sector estratégico - com implicações sociais, económicas e ambientais -, nomeadamente o de assentar este sistema num forte sector público e o necessário combate à sistemática violação e incumprimento dos direitos dos trabalhadores que se verifica em segmentos deste sector.

Deste modo, consideramos que, ao não abordar o aspecto central das condições de trabalho dos profissionais deste sector, o relatório fica aquém do seu objectivo. A prática da contratação precária, que fomenta o não respeito dos horários de trabalho, períodos de descanso e convenções colectivas de trabalho, além de constituir uma violação dos direitos dos

trabalhadores, coloca em causa a sua própria segurança (e de terceiros). Pelo que é necessário parar com a destruição do emprego e a precarização das relações laborais, promovendo a integração nos quadros de efectivos das empresas e a dignificação das carreiras e dos salários.

Discordamos igualmente da insistência na aplicação dos princípios de "utente-pagador" e "poluidor-pagador", uma vez que é o consumidor final o principal afectado por estas medidas, que apenas beneficiam quem tem capacidade financeira para "utilizar" ou "poluir", não contribuindo necessariamente para uma melhoria significativa no transporte de mercadorias.

4-177

Jörg Leichtfried (PSE), *schriftlich*. – Ich stimme für den Bericht von Michael Cramer für ein nachhaltiges und effizientes Logistik- und Güterverkehrssystem.

Dieses ist die Voraussetzung, um die Position Europas im internationalen Wettbewerb zu stärken und auszubauen, ohne dass dies auf Kosten der Umwelt und der Bürger geschieht. Die „grünen Korridore“ sind ein fundamentales Konzept, um den Verkehr in Europa zu optimieren und dabei so nachhaltig wie möglich vorzugehen. Die Einschränkung von Verschmutzungen jeglicher Art und die gleichzeitige Förderung von erneuerbaren Energiequellen sind dabei der richtige Weg.

Hierbei spielen die Investierung in neue Technologien wie dem computergestützten „stop-and-go“ im Güterverkehr und die Unterstützung von Transportmitteln, welche abseits der Straße fahren, eine wichtige und zukunftsweisende Rolle.

Auch durch die Vereinheitlichung von Organisation und Administration auf EU-weiter Ebene kann das europäische Verkehrssystem effizienter und optimaler gestaltet werden. Europa braucht eine wettbewerbsfähige und innovative Wirtschaft, um erfolgreich zu sein. Der vorgelegte Bericht unterstützt dieses Ziel maßgeblich.

4-178

Bogusław Liberadzki (PSE), *na piśmie*. – Zgadzam się z ideą posła Cramera, że należy zadbać o poprawę wydajności, integryjności i zrównoważenia transportu towarowego w Europie.

Zgadzam się również ze wszystkimi elementami, które mają pomóc w dążeniu do osiągnięcia wyznaczonego celu. Skoncentrowanie się na korytarzach transportowych, wspieranie innowacyjnych technologii, innowacyjnej infrastruktury i wydajniejszego zarządzania transportem towarowym, uproszczenie procedur administracyjnych i łańcucha transportu towarowego, podniesienie atrakcyjności środków transportu niekorzystających z sieci drogowej to wytyczne, które w pełni popieram. Uważam, że priorytety wybrane przez sprawozdawcę wpłyną istotnie na poprawę transportu towarowego w Europie.

4-179

- Relazione: Frédérique Ries (A6-0260/2008)

4-180

Liam Aylward (UEN), *in writing*. – My colleagues and I welcome the renewed interest in research on the potential health risks posed by prolonged exposure to electromagnetic fields. Prudence as regards those effects on health is essential. This is an issue I personally have been concerned with and which I sought to address in January this year. In my letter to former Commissioner Kyprianou, I brought to his attention the fact that no review has been done on this issue since July 12th 1999, despite an expected review 5 years from that date.

I voted in favour of the Ries report which acknowledges that owing to the influx of new technology since the 1999 report, it is out of date. However, I voted against the amendment calling for the imposition of harmonized stricter limits on the emission of specific electromagnetic waves. This is a health issue and consequently an Irish one. The Irish Government has published a recent report concluding that, so far, no adverse short- or long-term health effects have been found. It has already adopted ICNIRP guidelines limiting public and occupational exposure to electromagnetic fields, endorsed by the World Health Organization. Ireland needs to govern for Ireland, and is guided by the WHO.

4-181

Ilda Figueiredo (GUE/NGL), *por escrito*. – Votámos favoravelmente o relatório, apesar de algumas contradições. Mas há aspectos muito positivos que são importantes, designadamente, a defesa que faz do princípio da precaução, afirmando que o mesmo deveria ocupar uma posição central nas políticas comunitárias nos domínios da saúde e do ambiente.

De igual modo, faz algumas críticas ao Plano de Acção, designadamente quando refere que este "contém os germes de um semi-fracasso, pois visa unicamente o acompanhamento das políticas comunitárias existentes, não se baseando numa política de prevenção, com o objectivo de reduzir as doenças relacionadas com factores ambientais, nem propõe nenhum objectivo claro e quantificado."

Também sublinha que a Comissão Europeia deve ter em conta a importância económica das PME, prevendo um apoio técnico que lhes permita e as ajude a cumprir a regulamentação vinculativa no domínio da saúde ambiental e as incentive a

introduzir outras alterações que sejam positivas do ponto de vista da saúde ambiental e influam no funcionamento das empresas.

4-182

David Martin (PSE), *in writing*. – I voted in support of Frédérique Ries's report on the mid-term review of the European Environment and Health Action Plan 2004-2010. The call for the action plan to focus on indoor and outdoor air quality and chemicals has my backing. For all producers or importers to be obliged to demonstrate the safety of their product before it can be put on the market is also a positive step to ensure that both consumers and the environment are adequately protected.

4-183

Αθανάσιος Παφίλης (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η αλόγιστη χρήση των φυσικών πόρων με στόχο το κέρδος, οι καπιταλιστικές αναδιαρθρώσεις, η απελευθέρωση των αγορών, η ιδιωτικοποίηση της ενέργειας, των μεταφορών, των τηλεπικοινωνιών, οδηγούν στην καταστροφή του περιβάλλοντος. Σε συνδυασμό με την επιδείνωση των συνθηκών και των όρων εργασίας, την ιδιωτικοποίηση της υγείας- πρόνοιας και ασφάλισης, αυξάνονται τα προβλήματα υγείας γενικά και ειδικότερα αυτά που συνδέονται με περιβαλλοντικούς κινδύνους. Η εμπορευματοποίηση των υπηρεσιών Υγείας και η περιβαλλοντική πολιτική της ΕΕ, που με την εφαρμογή του Συστήματος εμπορίου ρύπων και της αρχής «ο ρυπαίνων πληρώνει» μετατρέπει το περιβάλλον σε εμπόρευμα, δεν μπορούν να οδηγήσουν σε πρόληψη των κινδύνων και ασθενειών, ούτε καν σε διαχείρισή τους προς όφελος των εργαζομένων, γιατί βασική τους επιδίωξη είναι η αύξηση των κερδών του κεφαλαίου.

Η έκθεση κάνει σωστές διαπιστώσεις για την μη εφαρμογή των αρχών της πρόληψης και προφύλαξης και την έλλειψη ουσιαστικών και αυστηρών μέτρων, για την ανάγκη ολοκληρωμένων μελετών στη βάση των πιο ευάλωτων ομάδων, την ψυχική υγεία, τις επιπτώσεις από τα μαγνητικά πεδία κ.ά. Καταλήγει όμως σε προτάσεις που εντάσσονται στη φιλομονοπωλιακή πολιτική της ΕΕ, όπως περισσότερες φορολογικές ελαφρύνσεις, οικονομικά κίνητρα για τις επιχειρήσεις - λογικές που μεταφέρουν το βάρος της προστασίας στην ατομική ευθύνη.

4-184

Rovana Plumb (PSE), *in scris*. – Entuziasmul din februarie 2005, când s-a aprobat „Planul de acțiune european pentru mediu și sănătate 2004-2010”, s-a epuizat fără ca multe din măsurile propuse să fie realizate. Este imperios necesar să se respecte aceste termene și acțiuni mai ales în acest deceniu când în domeniul protecției mediului cea mai mare provocare pentru sănătatea populației o constituie adaptarea la schimbările climatice.

Segmentele mai puțin înstărite ale societății, precum și cele biologice mai fragile (copiii, gravidele și bătrânii) vor fi mai vulnerabile la aceste efecte.

O atenție deosebită trebuie acordată aspectelor sociale ale adaptării, inclusiv riscurilor legate de ocuparea locurilor de muncă și efectele asupra condițiilor de trai și de locuit.

Prevenirea apariției efectelor negative asupra sănătății populației cauzate de evenimentele meteorologice extreme joaca un rol determinant, sens în care, prin raport, se solicită Comisiei elaborarea unor ghiduri de bune practici conținând măsurile care trebuie adoptate de autoritățile regionale și locale în colaborare cu alte instituții, precum și a unor programe de educare a populației și de sensibilizare în vederea creșterii gradului de conștientizare privind adaptarea la efectele schimbărilor climatice.

4-185

10 - Correzioni e intenzioni di voto: vedasi processo verbale

4-186

(La seduta, sospesa alle 13.05, è ripresa alle 15.00)

4-187

PRESIDÊNCIA: MANUEL ANTÓNIO DOS SANTOS
Vice-Presidente

4-188

11 - Aprovação da acta da sessão anterior: ver Acta

4-189

12 - Debate sobre casos de violação dos direitos humanos, da democracia e do Estado de direito (debate)

4-190

12.1 - Golpe de Estado na Mauritânia

4-191

Presidente. – Segue-se o debate sobre seis propostas de resolução sobre o golpe de Estado na Mauritânia¹.

4-192

Alain Hutchinson, auteur. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, nous pouvons considérer que le coup d'État qui a eu lieu en Mauritanie est un véritable drame. À l'instar de ce qu'elle fait dans de nombreux pays, l'Union européenne a investi énormément pour la démocratisation de la Mauritanie mais aussi, et surtout, dirais-je, le peuple mauritanien a beaucoup donné et les responsables du renversement relativement récent du dictateur Taya avaient réussi à susciter un espoir énorme auprès de la population mauritanienne et en respectant chacun de leurs engagements, et de l'organisation du référendum constitutionnel de juin 2006 à la tenue des élections présidentielles de mars 2007 en passant par les élections locales et législatives de 2006. Ce long processus avait permis à tout le monde de s'exprimer: syndicats, société civile, politique bien entendu. Après un an seulement, ce coup d'État a fait tout voler en éclat et la déception est énorme parmi les démocrates.

Cette catastrophe pour la démocratie et pour la population mauritanienne rappelle évidemment l'extrême fragilité de toutes les jeunes démocraties et donc aussi l'attention particulière que nous devons lui accorder. Pour nous, il est indispensable de condamner sans ambiguïté le nouveau régime mauritanien. Si le président élu avait commis des maladresses ou des erreurs, c'était au peuple mauritanien, au parlement, aux élus de la nation de réagir, de critiquer, de sanctionner. Ce n'était bien entendu pas et en aucune manière à l'armée, à la gendarmerie, ou à quelque force policière que ce soit de se mêler de ce qui relevait exclusivement de la politique.

Nous demandons donc aux nouveaux hommes forts de Mauritanie de rendre au peuple mauritanien le pouvoir qu'ils lui ont volé. Nous leur demandons de permettre au président élu de reprendre ses fonctions au plus vite, quitte à subir toutes les critiques, pour autant qu'elles s'expriment de manière démocratique et dans le respect des aspirations de la population mauritanienne une nouvelle fois prise en otage par la volonté d'une minorité.

Et je voudrais dire, Monsieur le Président, que j'ai eu l'honneur de présider la mission d'observation parlementaire de notre Parlement en Mauritanie et je suis particulièrement touché naturellement par ce qui se passe, j'en termine là, avec Marie Anne Isler Béguin qui prendra la parole et qui a dirigé la mission d'observation de l'Union européenne. Nous regrettons vivement parce que ce à quoi nous étions arrivés là-bas était véritablement la volonté d'un peuple entier qui s'est exprimée tout au long d'une de ces années et ce qui est arrivé maintenant est dramatique.

4-193

Marios Matsakis, author. – Mr President, this poor African nation has been suffering from political instability and turmoil for a number of years now. A reflection of this is the fact that two military coups occurred in the country in the last three years. The second of these took place on 6 August 2008. A general seized power in violation of constitutional legality and placed the President, the Prime Minister, other members of the Government and many civilians under arrest. Oddly enough, two thirds of Mauritania's parliamentarians have signed a declaration of support for the coup leadership.

Notwithstanding the possible involvement of fear of persecution, it is an affront to democracy and a sorry state of affairs when elected parliamentary representatives resort to admitting to the failure of the democratic process and declare approval of a military dictatorship. We call upon all political forces in Mauritania to put their people's interests first, and with common-sense maturity to work jointly on restoring the constitutional order in their country. To this end, we urge and expect the EU, the UN and the African Union to offer all necessary support.

4-194

Esko Seppänen, laatija. – Arvoisa puhemies, Mauritanian sotilasjuntan vallankaappaus on aiheellisesti tuomittu laajalti. Vuosien 2006 ja 2007 vaalit käytiin Mauritaniassa kansainvälisten tarkkailijoiden mukaan sääntöjen mukaisesti eikä maan syrjäytetyn hallinnon legitimitetistä ole epäselvyyttä.

Mauritaniassa on ollut yli kymmenen vallankaappausta tai sellaisen yritystä sen jälkeen kun se itsenäistyi Ranskan siirtomaavallasta. Edellinen vallankaappaus tapahtui vain kolme vuotta sitten, silloinkin armeijan johtoportaan näkyvällä osallistumisella ja nyt taas. Kehitystä ei voida kuvata vakaaksi eikä demokraattiseksi.

Mauritaniassa demokraattisesti valitun presidentin ja kenraalien väliset ristiriidat suhtautumisessa ääri-islamilaaisuuteen vaikuttivat omalta osaltaan vallankaappauksen tapahtumiseen. Tämä on suuri haaste muille, jotka koettavat saada alueelle rauhanomaista vakautta aikaan.

Päätöslauselmaesityksessä huomioidaan aivan oikein, että laillisen ja demokraattisesti valitun hallinnon palauttaminen on edellytys Mauritanian vakaalle demokratiakehitykselle. Uusien vaalien järjestäminen ei siten ole hyväksyttävä ratkaisu,

¹ Ver Acta.

sillä se antaisi oikeutuksen sotilasjuntan vallan käytölle. Vaarana tilanteessa on se, että maan eristyksiin jääminen ruokkii äärimmäisiä mielipiteitä ja toimintaa, jotka sysäävät demokraattisen kehityksen sivuraiteelle. Tästä syystä on tuettava YK:n johdolla haettavaa mahdollisimman pikaista ja rauhanomaista ratkaisua. Ryhmämme tukee päätöslauselmaesitystä Mauritanian tilanteesta.

4-195

Marie Anne Isler Béguin, auteur. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, c'est grâce à vous que j'ai pu être chef de mission d'observation des élections en Mauritanie.

Nous étions tous très fiers des résultats puisque le grand succès a été que les militaires cèdent, au bout de 24 ans, le pouvoir aux civils.

J'étais en Mauritanie la semaine dernière, pendant 8 jours, et qu'est-ce que j'entends là-bas? J'entends une population, qui était tellement heureuse d'avoir un gouvernement civil, être de nouveau satisfaite que les militaires soient revenus pour, comme ils disent, "réajuster la démocratie".

Nous appelons cela, bien sûr, un coup d'État. C'est un coup d'État. Nous le dénonçons, nous l'avons dénoncé. Mais je crois qu'il faut vraiment aller voir ce qui s'y passe et je vous conseille, chers collègues, d'envoyer une délégation pour comprendre. Le représentant de l'Union africaine, M. Ping, appelle cela "une situation atypique". M. Djinnit, des Nations unies, appelle cela "une situation à front renversé" et les deux disent qu'aujourd'hui il faut être créatif. Et effectivement, lorsqu'on dit qu'il y a blocage, c'est vrai qu'il y a blocage institutionnel, mais le blocage institutionnel ne vient pas du coup d'État, le blocage institutionnel est une dégradation qui vient depuis le mois d'avril et qui a eu son point d'orgue au mois de juin ou au mois de juillet avec une motion de censure qui n'a pas pu être votée, avec des sessions extraordinaires du Parlement qui n'ont pas été adoptées, qui n'ont pas été accordées et, effectivement, une majorité écrasante des deux tiers, voire des trois quarts pour le Président, qui se retrouve inversée, demandant la démission du Président. Vraiment, on est à front renversé et c'est difficile à comprendre pour ceux qui ne suivent pas.

Je vous demande d'aller voir la situation telle qu'elle est et vraiment, chers collègues, je vous demanderai de soutenir les acquis démocratiques que ce pays a quand même réussi à décrocher lors des dernières élections.

Ce qu'il faut savoir aussi c'est que les institutions telles que le Sénat, le Parlement et les conseils municipaux, fonctionnent et je crois quand même que ce sont eux les dépositaires du pouvoir populaire. Je crois donc que c'est à eux de trouver une solution. Je crois qu'il faut faire confiance à nos collègues parlementaires pour proposer une feuille de route à cette junte, que nous refusons, mais c'est vraiment aux représentants du peuple, comme nous sommes les représentants du peuple, de décider ce qu'il faut faire aujourd'hui.

Je crois qu'on peut leur donner ce crédit-là, leur faire confiance et, effectivement, s'ils ne trouvent pas les solutions juridiquement et institutionnellement légitimes, là nous pourrions intervenir de manière dure mais je crois qu'aujourd'hui ces représentants du peuple, qui ont la légitimité, doivent faire des propositions et nous devons leur apporter ce soutien en tant que collègues.

4-196

Ryszard Czarnecki, autor. – Panie Przewodniczący! Sytuacja w Mauretanii jest znana tym, którzy się nią interesują. Jest ona także znana tym deputowanym, którzy, tak jak ja, mieli zaszczyt reprezentować Parlament Europejski w tym kraju.

Myślę, że moja bardzo doświadczona koleżanka – pani Béguin – ma rację, mówiąc o eskalacji środków z naszej strony tak, aby, podobnie jak to było w przypadku innych krajów, Parlament Europejski mógł w tej sprawie skutecznie interweniować. Nie chodzi tutaj bowiem o to, aby mówić, co jest dobre, co być powinno, mówić o pewnych normatywach, ale o to, aby w sposób realny pomóc tym ludziom, którzy walczą o prawa obywatelskie i o wartości demokratyczne tam, gdzie jest o nie znacznie trudniej niż w Unii Europejskiej. Stąd propozycja rozłożenia tych środków tak, aby były one rzeczywiście skutecznie wykorzystane.

4-197

Colm Burke, author. – I intend to propose an oral amendment before the vote. The recent coup in Mauritania is disappointing. For a country which has made much progress towards democracy in recent years, this coup is a setback to such advancements.

The importance of a democratic Mauritania cannot be underestimated in this fragile subregion of Africa, so a return to democracy and civil rule is paramount. To overthrow a democratically elected government is simple unacceptable, as is the continued house arrest of the President and the Prime Minister of this country. However, it must also be noted that two thirds of the members of Mauritania's Parliament signed a declaration of support for the coup leader and his fellow generals. Last Sunday, the generals constituted their own government which, in my view, must be regarded as illegitimate.

While not recognising this self-appointed interim administration, I would nevertheless encourage the military junta to set a timetable for dates for new presidential elections as soon as possible so that civilian ministers can once again be appointed instead of military personalities. The junta must commit to electoral neutrality as they did after the last coup in 2005. If such moves cannot be achieved in the very near future, the European Union must consider harsher measures, such as the suspension of aid of a non-humanitarian nature. The Commission must give serious consideration to the reactivation of Article 96 of the Cotonou Agreement, which could lead to the freezing of assets of members of the junta as well as the suspension of aid. Finally, I urge the European Union to collaborate closely with the African Union on a resolution of this political crisis.

4-198

Laima Liucija Andrikienė, PPE-DE frakcijos vardu. – Tenka apgailestauti, kad rugpjūtį Mauritanijoje generolai vėl įvykdė karinį perversmą, dėl kurio, deja, labiausiai nukentės paprasti šios šalies piliečiai. Faktas, kad esant blogai ekonominei ir socialinei padėčiai po perversmo Pasaulio Bankas priėmė sprendimą sustabdyti paramą šiai šaliai, dar pablogino jos padėtį ir tai netruks pajusti šalies gyventojai. Situacijos vertinimas tegali būti vienas – mes smerkiame perversmo sumanytojus ir vykdytojus ir reikalaujame, kad konstitucinė ir pilietinė tvarka šioje šalyje būtų kuo greičiau atkurta. Mes taip pat reikalaujame, kad prezidentas Sidi Mohamed Cheikh Abdallahi būtų nedelsiant išlaisvintas, o vyriausybės nariai galėtų vykdyti savo pareigas.

Karinis perversmas nėra būdas išeiti iš krizės. Tik politinės diskusijos, laisvi ir teisingi rinkimai gali išvesti bet kurią šalį iš konstitucinės krizės, o mūsų, Europos Sąjungos, pareiga – padėti maksimaliai greitai ir efektyviai įveikti krizę suteikiant būtiną pagalbą šalies gyventojams, kurie yra labiausiai pažeidžiami ekonominės ir maisto krizės metu.

4-199

Leopold Józef Rutowicz, w imieniu grupy UEN. – Panie Przewodniczący! Mauretania to biedny i nietypowy kraj islamski, nękany w zasadzie bezkrwawymi zamachami stanu, uznający Izrael, popierający Stany Zjednoczone w walce z Al-Kaidą, o demokratycznej konstytucji. Nękany jest on klęskami żywiołowymi, utrzymywane jest w nim zwyczajowo niewolnictwo pozbawiające ludzi tożsamości kulturowej, religijnej i osobowości. Proces ten ma jednak charakter spadkowy. Kraj ten, według ocen, dość dobrze wykorzystuje uzyskane środki pomocowe na rozwój infrastruktury i szkolnictwa.

Ostatni zamach łączy się z ogłoszeniem świętej wojny przez Al-Kaidę, co może doprowadzić do destabilizacji kraju, zwiększenia głodu, zniszczenia oznak pewnego postępu, śmierci wielu ludzi i wprowadzenia w kraju nieludzkich metod radykalnego islamizmu. W sytuacji tych zagrożeń konieczne jest podjęcie szybkich działań przez Unię Europejską i organizacje państw afrykańskich, by zapobiec tej tragedii.

4-200

Raül Romeva i Rueda, en nombre del Grupo Verts/ALE. – Señor Presidente, justo ayer hablábamos de la incoherencia y de la ineficacia que a veces caracteriza la política de sanciones de la Unión Europea, y es evidente que Mauritania es un ejemplo claro de ello. El golpe de Estado que ha tenido lugar en ese país este verano debe ser condenado; y así lo hacemos en esta resolución.

Sin embargo, también pedimos que las tensiones políticas se resuelvan en el ámbito de las instituciones pertinentes, que son las que, en estos momentos, todavía tienen capacidad de hacerlo.

La respuesta internacional, por lo demás, no debería castigar a quien no lo merece, especialmente al pueblo mauritano, ya suficientemente afectado por las crisis económicas y alimentarias.

Por eso pedimos a la Comisión Europea que no cancele la financiación de los proyectos de apoyo a la sociedad civil previstos en el marco del Instrumento Europeo para la promoción de la Democracia y de los Derechos Humanos (IEDDH) y que reconsidere, asimismo, la congelación del Acuerdo de pesca.

Apelamos, también, a la Comisión a que emprenda un diálogo político, de acuerdo con el artículo 8 del Acuerdo de Cotonú, en aras de restablecer la legalidad constitucional, y que, en caso de que dicho diálogo no fuera fructífero, se activara, entonces sí, el artículo 96 del Acuerdo de Cotonú, lo que implicaría la congelación de la ayuda, a excepción — sabemos — de la humanitaria y de la alimentaria.

4-201

Koenraad Dillen (NI). – Voorzitter, broze democratische regimes in Afrika die omver worden geworpen door een militaire staatsgreep. Het is een *never ending story*, een saga die eindeloos doorgaat. Ik overdrijf niet als ik zeg dat dit Huis de voorbije jaren waarschijnlijk al tientallen veroordelingen van allerhande staatsgrepen in Afrika heeft uitgesproken. In een meerderheid van Afrikaanse landen blijft willekeur heersen en regeren dezelfde heersers vaak al sinds decennia. Miljarden ontwikkelingshulp hebben daar niets aan veranderd. De potentaten blijven vaak waar ze zitten en we rollen er maar al te dikwijls de rode loper voor uit. Dit stemt tot pessimisme.

De door dit Parlement meegecontroleerde verkiezingen zijn ordentelijk verlopen, dat is hier al gesteld. Maar de gebeurtenissen deze zomer in Mauritanië bewijzen eens te meer dat verkiezingen alleen niet zullen volstaan om democratische waarden duurzaam ingang te doen vinden in Afrika.

De lessen die we vandaag moeten trekken, is dat Europa de moed dient te hebben om economische steun en ontwikkelingshulp te laten afhangen van goed bestuur en democratie, want het zijn uiteindelijk de Afrikanen zelf die daar beter van zullen worden. Maar die houding durft de Unie vooralsnog niet in te nemen. Een verbale veroordeling van de staatsgreep in Mauritanië volstaat niet, als de Europese Unie niet tegelijkertijd concrete en tastbare sancties neemt om de junta te isoleren.

4-202

Filip Kaczmarek (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Wielka szkoda, że musimy dzisiaj dyskutować o Mauretanii. Mauretania to kraj, którego pierwsze wolne wybory w ubiegłym roku zostały uznane przez społeczność międzynarodową, w tym Misję Obserwacyjną Parlamentu Europejskiego, za sprawiedliwe i przejrzyste. To kraj, który poczynił znaczne postępy w kluczowych dla jego demokratyzacji, stabilności i dalszego rozwoju kwestiach, takich jak penalizacja niewolnictwa, liberalizacja mediów oraz powrót uchodźców.

Dziś Mauretania czyni krok wstecz, przekreślając rezultat demokratycznych wyborów oraz wykazując brak poszanowania dla rządów prawa. Jakkolwiek można różnie interpretować i oceniać postępowanie prezydenta Abdellahiego, jednak kwestia pozostaje niezmienna. Zmiana prezydenta wybranego w powszechnych, demokratycznych i wolnych wyborach nie powinna i nie może następować w drodze zamachu stanu. Tego typu praktyki nie mogą mieć miejsca w kraju rozwijającej się demokracji, jakim od niedawna stawała się Mauretania. Unia Europejska powinna współpracować z rządem Mauretanii i z Unią Afrykańską w celu rozwiązania tej kwestii.

4-203

Eija-Riitta Korhola (PPE-DE). – Arvoisa puhemies, kuten olemme elokuun alussa kuulleet, Mauritaniassa ensimmäistä kertaa demokraattisilla vaaleilla valittu presidentti on syösty vallasta ja vangittu maan pääministerin ja sisäministerin kanssa sotilasvallankaappauksen yhteydessä.

Mauritania on yksi maailman köyhimpiä maita ja uusimpia öljyn tuottajia. Demokraattisen kehityksen vaarantuessa näin laajoissa mittasuhteissa yhteistyö sen kanssa tulee kuitenkin kyseenalaiseksi. Maailmanpankin jäädytettyä 175 miljoonaa dollaria avustusrahoja ja EU:n harkitessa 156 miljoonan euron jäädyttämistä on usea kehitysprojekti vaarassa hautautua. Helläkätisyys ei kuitenkaan palkitse tällaisissa tilanteissa pitkällä tähtäimellä.

Tiukan linjan ottaminen ei tietenkään tarkoita elintarvikeavun ja humanitaarisen avun poistamista mauritanialaisilta. Hallitsevaa sotilasjunttaa on kuitenkin tarpeellista muistuttaa Cotonou-sopimuksesta ja siitä, että mikäli vuoropuhelua demokraattisen järjestyksen palauttamisesta ei saada aikaan, tulee EU:n rahoitus jälleen kerran katkeamaan.

4-204

Glyn Ford (PSE). – Mr President, I would echo what has been said by a large number of colleagues here this afternoon: a democratic Mauritania represents a pole of stability in the subregion. Barely 12 months after the European Union's election observation mission declared that the elections had integrity, there was a second coup in two years by the generals in Mauritania.

We call for the immediate release of the President and Prime Minister and believe that the solution to this is through dialogue. We welcome the involvement of the African Union in the process, but we urge the Commission to engage in this dialogue to try to find a peaceful and democratic solution to the current crisis and to use, if necessary, the threat that we will cut off all aid – apart from food and humanitarian aid – to Mauritania if we do not find a satisfactory solution in the coming months.

4-205

Zbigniew Zaleski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Chciałbym się dołączyć do głosu mojego kolegi Kaczmarka i powiedzieć tak: to, że dochodzi do zamachu stanu w Afryce, właśnie w Mauretanii, to nie jest jakieś zaskoczenie. Jeżeli popatrzymy na mapę Afryki, to procesy demokratyzacji, które, dzięki Bogu, już zaczęły się i trwają, są ciągle bardzo słabe. I to jest fakt.

Naszą rolą jest jak najbardziej pomagać w demokratyzacji. Czyli to, co robimy w czasie naszych misji obserwacyjnych, jeżeli chodzi o wybory parlamentarne czy prezydenckie, i też pomoc finansowa. Nasza obecność na miejscu i uświadamianie ludziom, na czym polega demokracja, że oni biorą w ogóle w tym udział po ciężkich przygotowaniach, to jest prawdopodobnie ta lekcja, w którą warto inwestować i to robimy. Jestem za tym, żeby w tym aspekcie nie być skąpym, a raczej być hojnym. To jest przyszłość dla Afryki.

4-206

Benita Ferrero-Waldner, Member of the Commission. – Mr President, for several months Mauritania has been experiencing a tense political situation, opposing a large section of the Parliament to the President of Mauritania. On

6 August 2008, following the dismissal by President Adallahi of several army chiefs, the military reacted by carrying out a swift and bloodless coup d'état. At present, the elected President remains imprisoned in a guest villa. It should be noted that the Prime Minister has also been arrested, while other institutions, such as the elected Parliament, have not been affected.

Three years ago, on 3 August 2005, these same generals – at the time colonels – had carried out a similar take-over against the 20-year-old regime of Colonel Ould Taya, himself in power following a coup.

The recent take-over, nevertheless, is radically different from the one in 2005 that brought to an end a dictatorial regime and resulted in an exemplary transition to democracy strongly supported, politically and financially, by the European Union. This transition, through a series of free and fair elections, had brought into power the first democratically elected institutions in Mauritania, whose functioning must still be improved.

From the first day of the coup, our position has been clear. Commissioner Michel firmly condemned the coup and requested the release and reinstatement of President Abdallahi, as well as a quick return to constitutional rule. The whole international community followed with a very similar stance.

The latest decisions taken by the military junta – the self-proclaimed 'High Council of State' – to formalise the take-over and nominate a new prime minister and government are now a series of steps in the wrong direction, going against the demands of the international community.

This coup, I think, represents a serious and evident breach of the essential elements of the Cotonou Agreement regarding democratic principles and the rule of law. Therefore, on 2 September 2008, the Commission adopted a Communication to the Council on the opening of consultations with Mauritania under Article 96 of the Cotonou Agreement.

On the basis of the results of the consultations, appropriate measures will be proposed. However, considering the potential negative impact that measures could have on the population, we still hope that an acceptable solution will be found without the necessity to isolate such a strategically important country, as many of you have said.

Meanwhile, we will continue to follow developments in Mauritania, while fully supporting the efforts of the African Union to re-establish constitutional rule in the country.

Now, let me comment briefly on two questions. It is too early at this stage to go into any details of appropriate actions to be taken on particular projects or areas of cooperation. I think we should wait for the results of the Cotonou Article 96 consultations, and it would also be good, Ms Isler Béguin, to wait for a delegation to go there. The Cotonou Article 96 consultations have to be started first.

Finally, there are two important projects: one is a European Development Fund project that is ongoing (value: EUR 4.5 million) for civil society support, and the other is planned support for democracy and human rights investment (value: EUR 300 000). These would probably be continued in the case of a partial freeze of cooperation. So, at the moment, we are at the stage where we think that the Cotonou Agreement must be invoked and '96' consultations have to be taken, and then we will see.

4-207

Presidente. – O debate está encerrado.
A votação terá lugar no final do debate.

Declarações escritas (artigo 142°)

4-207-500

Sebastian Valentin Bodu (PPE-DE), în scris. – Subiectul respectării drepturilor omului în țări africane este, din păcate, de o eterna actualitate. Pentru mulți europeni respectarea drepturilor omului este un dat cu care s-au născut. Subsemnatul vin dintr-o țară care a experimentat cel mai dur comunism din Europa unde drepturile omului nu se aflau prea sus pe agenda liderilor săi. Nu aş putea să spun că cei 18 ani de democrație au dus la dispariția completă a cazurilor de încălcare a drepturilor omului dar situația este cu mult mai bună fata de anii comunismului.

Fragilul continent african, a cărui istorie de secole și-a pus amprenta serios asupra mentalităților locuitorilor săi, se confruntă acum și cu amenințarea destabilizării unei întregi zone prin lovitura de stat dată de conducătorii militari din Mauritania. Aceștia practic au desființat decizia democratică a poporului mauritan din 2007, când își aleseseră primul președinte în mod democratic. Respectarea statului de drept este prima cerință, fundamentală, pentru democrație.

Noul regim din Mauritania nu are susținere populară și reprezintă dorința exclusivă a unui grup restrâns de oameni. Comunitatea internațională are datoria să vegheze ca lucrurile să nu degenereze în această țară, atât pentru siguranța locuitorilor săi dar și pentru stabilitatea întregii zone, unde terorismul este o amenințare reală.

4-208

12.2 - Enforcamentos no Irão

4-209

Presidente. – Segue-se o debate sobre seis propostas de resolução sobre os enforcamentos no Irão².

4-210

Paulo Casaca, Autor. – Celebra-se, em 2008, o 20.º aniversário da execução em massa de milhares de prisioneiros políticos nas prisões de Teerão, um dos maiores crimes contra a humanidade jamais cometidos depois da Segunda Guerra Mundial.

Exactamente nessa altura, no Irão, está em completo descontrolo o número de execuções, tendo chegado a atingir num único dia, de acordo com comunicações oficiais das autoridades iranianas, 29 enforcamentos só na prisão de Evin, em Teerão. O regime não respeita menores, o regime não respeita direitos de quem quer que seja, e estamos agora confrontados com a possibilidade anunciada pelas autoridades americanas de entregar o campo de Ashraf, onde estão quase 4.000 iranianos, que, de acordo com o estatuto que foi concedido pelas próprias autoridades americanas, estão protegidos ao abrigo da 4.ª Convenção de Genebra. Foram oficialmente reconhecidos enquanto tal pelas autoridades americanas e estamos a assistir a uma negociação para a sua entrega às autoridades iranianas nesta altura, nestas condições.

Caros Colegas, Senhora Comissária, é absolutamente impossível permitirmos uma coisa destas. Isto é colaborar com o pior dos crimes contra a humanidade. Isto seria sermos cúmplices. Em caso algum podemos permitir isto. Eu gostaria de dizer, Caros Colegas, que isto é muito pior que Guantánamo e temos que fazer compreender isto muito bem às autoridades dos Estados Unidos. Não podemos permitir uma coisa destas. É a ruptura total com os nossos valores civilizacionais.

4-211

Charles Tannock, author. – Mr President, the brutal theocratic regime in Tehran seems to take a perverse pleasure in shocking the world and defying the civilised standards that characterise most other countries. Iran is notorious not only for the sheer volume of executions, but the regular and merciless executions of juveniles and young adults who committed crimes as children.

Whereas most countries that still impose the death penalty against adults do so exclusively for aggravated murder, Iran's interpretation of capital crimes is extremely wide and includes homosexuality and adultery. The courts often impose such a sentence for what to us in Europe are misdemeanours or not an offence at all.

In the past, teenage girls found to be sexually active outside marriage have been executed for so-called 'crimes of sexual chastity'. As a Union, we should be unwavering in our condemnation of Iran's appalling human rights record, just as we are of its efforts to enrich uranium for nuclear weapons. We appeal here in this House for the Iranian President to show clemency, but I have to say I am not very hopeful.

4-212

Marios Matsakis, author. – Mr President, despite past resolutions of this Parliament and of the United Nations General Assembly, and contrary to basic moral and ethical considerations, the theocratic, totalitarian regime in charge of Iran continues to subject its citizens to – amongst other evils – the death penalty. However, it must be said that executions by the dreaded and most barbaric method of stoning appear, thankfully, to be coming to an end. That is without doubt a step in the right direction.

Nevertheless, the fairness of many trials taking place in Iran leaves much to be desired. In many cases, the standards of administration of justice are far from those expected in the 21st century. In addition, persecutions on political and/or theological grounds continue to occur frequently. Such practices are a further stigma of shame on the governing authorities in Tehran. Furthermore, the execution of juvenile offenders continues, despite the international outcry.

With this new resolution today, it is very much to be hoped that the leaders of the regime in Iran will at last listen to reason and common sense, and will proceed speedily to bringing their country into line with internationally-accepted norms of rational behaviour. The Iranian people deserve much better than to suffer the barbarism of blinkered political or religious fanaticism imposed by severely short-sighted and grossly cruel leaders. The time for liberal change in Iran is long overdue. Let us hope that it happens soon.

4-213

Felekna Uca, Verfasserin. – Herr Präsident! Wieder einmal ist es notwendig, über Menschenrechtsverletzungen im Iran zu sprechen, und dies innerhalb kürzester Zeit.

Bereits vor drei Monaten haben wir in diesem Haus eine EntschlieÙung zu den Hinrichtungen im Iran formuliert. Leider hat sich seitdem nichts zum Besseren gewendet. Im Gegenteil: Im Schatten der Nuklearkrise geht das Morden des Mullah-

² Ver Acta.

Regimes unvermindert weiter. Erst vor einer Woche wurde der 18-jährige Behnam Saree öffentlich hingerichtet. Vorletzter Woche ist ein 20-Jähriger erhängt worden, der mit 15 Jahren eine Straftat begangen hatte. Die Prozedur ist immer dieselbe: Die jungen Männer müssen sich auf einen Hocker stellen, die Schlinge wird ihnen um den Hals gelegt, und wenn der Henker den Hocker wegstößt, zieht sich die Schlinge erbarmungslos zu.

Ich frage mich angesichts dieses barbarischen Aktes, ob es eine Steigerung von Barbarei geben kann. Und ich komme zu dem Schluss: Ja, liebe Kollegen! Die Hinrichtung von Minderjährigen ist eben solch eine Steigerung. Diese gegenüber Minderjährigen ausgesprochenen und verhängten Todesurteile stellen eine schwere Verletzung der internationalen Pflichten und Verpflichtungen der Islamischen Republik Iran dar.

Iran ist Vertragsstaat von internationalen Übereinkommen und hat sich dementsprechend verpflichtet, minderjährige Straftäter und Straftäterinnen nicht hinzurichten. Es ist schon makaber und grenzt an Geschmacklosigkeit, wenn iranische Regierungsvertreter auf die Kritik an dieser Praxis antworten, dass man ja mit der Hinrichtung warten würde, bis die Volljährigkeit erreicht sei.

Iran ist das Land mit den meisten Hinrichtungen von Minderjährigen und hält damit den zutiefst beschämenden Spitzenplatz. Seit 1990 gab es laut Amnesty International nirgendwo sonst auf der Welt so viele Hinrichtungen Minderjähriger. Allein in den Jahren 2007 und 2008 sind 15 Minderjährige ermordet worden. Die Situation minderjähriger Straftäter und Straftäterinnen, denen die Hinrichtung droht, hat im Iran ein nicht hinzunehmendes kritisches Ausmaß erreicht. Mindestens 132 minderjährige Straftäter und Straftäterinnen befinden sich in den Todeszellen, die tatsächliche Zahl könnte jedoch noch weit höher liegen.

Auch die Situation in den Gefängnissen ist dramatisch: Seit dem 25. August befinden sich einige hundert kurdische politische Gefangene in iranischen Gefängnissen im Hungerstreik. Sie protestieren gegen die unmenschlichen Verhältnisse, gegen Folter und Misshandlungen und gegen die Todesstrafe. Hier muss die internationale Staatengemeinschaft dringend handeln. Wir müssen unermüdlich und beharrlich auf die Verpflichtung Irans zur Einhaltung von Menschenrechten pochen.

Die Lage ist viel zu prekär, um diesem Thema einen Aufschub zu gewähren.

4-214

Raül Romeva i Rueda, *Autor*. – Señor Presidente, a principios de agosto nos llegaba una magnífica noticia de Irán. La justicia iraní había decidido suspender el recurso a la lapidación como método de ejecución.

La consecuencia inmediata era que, al menos, diez mujeres ya no serían ejecutadas con tal brutal método. Sin embargo, la satisfacción no pudo ser completa, porque cabe recordar que en la propuesta de reforma del código penal, que examina actualmente el Parlamento, se mantiene la posibilidad de la muerte por lapidación en determinados casos de adulterio.

En cualquier caso, el problema en Irán no sólo tiene que ver con la lapidación, sino con la propia existencia de la pena de muerte, y es que la cifra de personas ejecutadas en Irán sigue siendo de las más altas del mundo. Ya se ha dicho, y repito: 191 personas han sido ejecutadas este año, 317 en 2007 y sólo China supera ese récord.

En términos generales, debemos condenar, sin tapujos, la persecución, encarcelación y, a menudo, ejecución de aquellas personas que se comprometen con la defensa y la promoción de los derechos humanos, de quienes defienden la libertad de opción sexual, así como de quienes luchan por acabar con la pena capital; todas ellas suelen ser acusadas en Irán de llevar a cabo actividades contrarias a la seguridad nacional.

Son numerosos los casos que deberíamos mencionar aquí, pero permítanme que, al menos, mencione uno: el del activista y defensor de los derechos de las minorías, Yaghoub Mehrnehad, integrante de la etnia baluchi, director ejecutivo de la asociación juvenil «Voces de Justicia», quien fue ejecutado el pasado 4 de agosto, después de haber denunciado públicamente a las autoridades locales por su actitud.

4-215

Marcin Libicki, *autor*. – Panie Przewodniczący! Dzisiaj mówimy o zbrodniach, których dopuszcza się Iran wobec swoich własnych obywateli. Sprawa jest o tyle inna niż w wielu wypadkach, o których często dyskutujemy, że Iran nie pozostaje z nikim w stanie wojny. A więc nie ma tych największych napięć, które mogą wywoływać różne zbrodnicze czyny. Iran ma reżim wybrany w sposób względnie demokratyczny. A więc znowu nie powinno być tego napięcia politycznego. Iran nie ma też wewnętrznych napięć narodowościowych.

Mimo wszystko, codziennie w Iranie odbywa się przynajmniej jedna egzekucja. Egzekucja na młodocianych, egzekucja często na starszych za czyny popełnione w wieku 13–14 lat. Wspólnota międzynarodowa powinna wyciągnąć z tego wnioski. I powinna wykluczyć Iran z tych organizacji międzynarodowych, z których to jest możliwe. Bo takie postępowanie przynosi jednak czasami skutki, czego najlepszym przykładem jest to, że kamienowania zostały zawieszane.

Chciałbym też zaapelować, żeby nie przekazano Iranowi ludzi znajdujących się w obozie Aszraf, ponieważ byłiby oni narażeni na wydanie w ręce kata.

4-216

Tunne Kelam, *on behalf of the PPE-DE Group*. – Mr President, Commissioner, it is really urgent to demonstrate to the Iranian regime our strong condemnation of the increased number of executions there and also our support for democratic change in that country. But we are also concerned about the fate of almost 4 000 members of the Iranian opposition who are residing in Camp Ashraf in Iraq.

We strongly call, therefore, on the Iraqi and also the US authorities not to forcibly return to Iran any Iranian refugees, but instead to find a long-term satisfactory solution for those located in Camp Ashraf who have the status of protected persons under the Fourth Geneva Convention.

4-217

Proinsias De Rossa, *on behalf of the PSE Group*. – Mr President, it seems to me that, whenever a religion of any kind gains absolute power anywhere in the world, it is just as brutal and intolerant as any secular dictatorship. In Iran, homosexuality is a capital offence, adultery is a capital offence, espionage, armed robbery, drug trafficking and, of course, apostasy are all capital offences: you will be hung if you do not toe the line.

According to opposition sources, political activists have been charged with criminal offences and executed. An Iranian man has been hanged for rape, despite his alleged victim withdrawing her accusations and a judicial review being ordered into the sentence. Mobile cranes and truck jibs are used for public hangings and, as there is no drop, this subjects the person being executed to a slow, painful death by asphyxiation.

It is essential that we press the Iranian authorities to systematically commute all death penalties for juvenile offenders at the very least, and to halt the execution of the four young boys who are awaiting execution at this moment. I would welcome the ending of the stoning of women – hopefully it will be followed through. However, as the resolution points out, it is worrying that there is new legislation seeking to retain it for adultery.

4-218

Marco Cappato, *a nome del gruppo ALDE*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, quando affrontiamo l'Iran come minaccia globale e nucleare c'è un'azione politica e diplomatica forte che ci porta a coinvolgere, ad esempio, la Russia e mai come l'Iran ci dimostra come la questione dei diritti umani dovrebbe fare parte integrante della nostra politica internazionale e di sicurezza comune, perché alla radice dell'Iran come pericolo nucleare c'è innanzitutto la violenza quotidiana che quel regime fa ai cittadini e alle cittadine iraniane e quindi di questo dobbiamo occuparci.

Spero che la Commissaria possa dirci anche di più di come riusciamo ad utilizzare i fondi per la promozione della democrazia e dello Stato di diritto. In Iran sappiamo che è molto difficile arrivare agli oppositori democratici. Poi, c'è anche la questione in generale della pena di morte che è stata votata dall'ONU, c'è stato un grande impulso di questo Parlamento europeo per una moratoria, per una sospensione globale. È il momento di rafforzare quella presa di posizione e di proporre in sede ONU che si nomini un inviato speciale del Segretario generale sulla pena di morte. Io lo propongo con un emendamento orale e spero che i gruppi vorranno approvarlo.

4-219

Mogens Camre, *on behalf of the UEN Group*. – Mr President, I believe that everyone in this Chamber will agree with me that, when reading about the individual cases of violation of human rights reported in this resolution, you feel that it cannot be referring to events taking place in this century. But this is the deplorable truth about the situation in a country that has fallen back to medieval, primitive brutality in the attempt to suppress its own people – a people that longs for democracy, liberty and reform.

We, the western democracies, cannot negotiate for ever with the criminal regime in Tehran in the naive hope that our weak negotiators could ever obtain anything from a regime that does not understand and respect the modern world and its values and that apparently hates its own people as much as it hates us. Let this resolution be a last call for justice and human rights. I would also mention – and with deep regret – that the EU is still holding the democratic Iranian opposition movement, the PMOI, on its list of terrorists, despite decisions by both the European Court of Justice in Luxembourg and the highest British court that this is unjustified.

Finally, I support the oral amendments by Mr Kelam concerning the Ashraf camp and the oral amendment by Mr Hutchinson. These amendments will improve the resolution.

4-220

Koenraad Dillen (NI). – Voorzitter, we moeten ons weinig illusies maken. De theocratie in Teheran zal ongetwijfeld slechts misprijzen hebben voor de democratie in Europa. Maar toch is het een goede zaak dat dit Parlement de executies in Iran opnieuw in duidelijke woorden veroordeelt. Het executeren van minderjarigen is niet alleen in strijd met het volkenrecht, het is ronduit barbaars en het zegt meteen ook alles over de meedogenloze aard van het regime dat nu al

tientallen jaren de plak zwaait in Teheran. Het moge ook een waarschuwing wezen voor de naïevelingen die denken dat Iran met fluwelen handschoenen kan worden aangepakt.

Toch mis ik iets in deze resolutie. Want terecht wordt opgemerkt dat er in Iran meer executies worden uitgevoerd dan in om het even welk ander land in de wereld, behalve China. Wat men er echter had moeten aan toevoegen is dat sinds januari 2005 enkel in Saoedi-Arabië, Soedan, Jemen en Pakistan minderjarigen veroordeeld werden en geëxecuteerd. Niet toevallig zijn dat islamitische landen waar de sharia naar de geest en de letter wordt toegepast. Misschien is het politiek incorrect om het te zeggen, maar de feiten spreken voor zich. Deze praktijken bewijzen eens te meer dat deze islam, die nog geen verlichting kende, onverenigbaar is met onze westerse waarden.

4-221

Bernd Posselt (PPE-DE). – Herr Präsident! Ein Kollege der Linken hat eben das traurige Thema der Todesstrafe im Iran und der fürchterlichen Verbrechen, die dort passieren, zu einem Angriff gegen Religion an sich missbraucht. Er hat es auf den religiösen Charakter des Regimes zurückgeführt. Ich halte dies für absurd.

Es handelt sich um ein ordinäres totalitäres Regime, das die islamische Religion nur für seine Zwecke missbraucht. Darin liegt das Problem, und wir müssen dieses Regime energisch verurteilen und nicht den Islam oder die Religion an sich.

Übrigens sind die schlimmsten Regime in der Weltgeschichte diejenigen gewesen, die sich auf den nationalen oder den internationalen Sozialismus berufen haben, wie es das heute schon mehrfach genannte China ja ebenfalls tut.

Deshalb sollten wir uns darüber im klaren sein: Wir dürfen hier keine ideologischen Streitigkeiten führen, auch nicht mit dem Iran. Hier geht es nicht um Ideologie, hier geht es um die Universalität der Menschenrechte. Und diese Universalität der Menschenrechte gilt jenseits der weltanschaulichen Frontlinien. Es gibt keine asiatischen Menschenrechte! Es gibt keine islamischen Menschenrechte, die den Menschen weniger sichern und die vielleicht in der einen oder anderen Weise die Todesstrafe tolerieren können. Wir sind radikal gegen die Todesstrafe, ob sie in den USA, in China oder im Iran praktiziert wird, ohne diese Länder gleichzusetzen. Wir müssen eines ganz klar sehen: Das iranische Regime ist ein totalitäres Regime und muss verschwinden.

4-222

Józef Pinior (PSE). – Panie Przewodniczący! Prawo międzynarodowe nie pozostawia żadnych wątpliwości. Nie można stosować kary śmierci w stosunku do osoby, która w chwili popełnienia przestępstwa nie ukończyła 18 lat. Iran gwałci to międzynarodowe prawo.

Pragę podkreślić, że Iran, jako państwo, był stroną konwencji międzynarodowych. Podpisał tego typu zobowiązanie. W lipcu bieżącego roku 24 organizacje ochrony praw człowieka z całego świata wezwały Iran do zawieszenia stosowania kary śmierci w stosunku do osób młodocianych, a także w ogóle do zawieszenia stosowania kary śmierci w tym kraju. W tym roku zastosowano karę śmierci już w stosunku do szóstego młodocianego. To jest 26. osoba od 2005 r.

Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Zajmujemy się barbarzyńskimi metodami stosowania prawa w Iranie już któryś raz w Parlamencie Europejskim. Nie możemy dopuścić do tego, żeby osoby, które obecnie przebywają w obozie w Aszraf zostały wydane temu państwu, ze względu na brak rządów prawa w Iranie.

4-223

Janusz Onyszkiewicz (ALDE). – Panie Przewodniczący! Sytuacja praw człowieka w Iranie nie ulega poprawie. Wczoraj dwóch ludzi zostało powieszonych w Arak i Borujerd, a wielu czeka na wykonanie wyroku. W Iraku, w obozie Aszraf, przebywa kilka tysięcy przeciwników reżimu ajatollahów. Są to członkowie organizacji mudżahedinów ludowych, którym grozi wydalenie z Iraku. Oznaczać to będzie dla wielu z nich pewną śmierć. Wobec planowanej zmiany statusu sił zbrojnych USA, które zapewniały mieszkańcom obozu bezpieczeństwo zgodnie z IV Genewską Konwencją, należy, o tym mowa w projekcie rezolucji, jak najszybciej znaleźć długofalowe rozwiązanie problemu uchodźców irańskich, znajdujących się w tym obozie. I przy okazji chciałbym się po raz kolejny upomnieć o pilne wykonanie wyroków sądowych i wykreślenie mudżahedinów ludowych z listy organizacji terrorystycznych.

4-224

Marek Aleksander Czarnecki (ALDE). – Panie Przewodniczący! Rośnie liczba publicznych egzekucji w Iranie. Według danych *Amnesty International* co roku na oczach tysięcy ludzi ginie w ten sposób około 200 skazanych. W Iranie karę śmierci stosuje się między innymi w przypadkach bluźnierstwa, odstępstwa od wiary, cudzołóstwa i prostytucji. Drakońskie kary za niemoralność lub zmianę wyznania wywołują słuszne protesty obrońców praw człowieka poza Iranem, a reformatorskich polityków w samym Iranie.

Zachód nie może być jedynie biernym obserwatorem tych makabrycznych aktów. Parlament powinien wyraźnie potępić działania irańskiego reżimu i jednocześnie poprzeć pokojowe i reformatorskie dążenia opozycji reprezentowanej przez Ludową Organizację Mudżahedinów. Naturalną konsekwencją demokratycznej ewolucji tej organizacji, której liderem jest pani Maryam Radjawi, jest jej usunięcie z oficjalnej listy terrorystów Unii Europejskiej.

4-225

Dumitru Oprea (PPE-DE). – Privind lucrurile din punct de vedere psihologic, s-a demonstrat că niciodată pedepsele dure nu au rol corectiv, ci provoacă ură, violență, dorință de răzbunare împotriva semenilor și a autorităților. Nu militez pentru nepedepsirea celor vinovați, dar nu prin pedeapsa capitală.

Să nu uităm că oamenii pot fi recuperați prin programe de reeducare și reintegrare socială. Să nu uităm că în Iran tinerii sub 18 ani sunt supuși pedepselor cu moartea, deși drepturile internaționale, recunoscute prin semnătură de către iranieni, nu permit astfel de atrocități. La un moment dat am aflat o situație groaznică, un grup de tineri din Ispahan au fost pedepsiți că au dansat nepermis de aproape, la câteva zeci de centimetri unii de alții.

Ca dascăl, țin să reamintesc că rezultatele pozitive în educație nu se obțin prin frică, prin constrângere și prin pedeapsă fizică.

4-226

Aloyzas Sakalas (PSE). – Mr President, I would like to draw colleagues' attention to the fact that in Iran hundreds of people are being executed every year. That is the result of the failed policy our Union has been conducting with Iran in recent years.

We ought to know that only strong internal opposition in Iran is capable of changing that situation. My question today is why does the EU continue to keep the Iranian opposition movement on a black list, despite the fact that the British courts ordered it to be removed from that list? Is it not time for the Council, under the current presidency, to live up to its obligation of respect for the rule of law and to remove opposition movements from the black list once and for all? I believe that Mrs Ferrero-Waldner could take the necessary steps.

4-227

Ewa Tomaszewska (UEN). – Panie Przewodniczący! Karanie dziesięcioletniego dziecka śmiercią to bestialstwo. Używanie dźwigów jako szubienic to zbrodnia, ale i szyderstwo z rozwoju techniki. Publiczne egzekucje to także propagowanie agresywnych zachowań wśród ludności. Wielokrotnie już debatowaliśmy na temat sytuacji w Iranie, który cynicznie gwałci podpisane przez siebie międzynarodowe zobowiązania. Nasze rezolucje nie dają żadnych rezultatów. Oczekuję, że Komisja Europejska rozważy możliwość sankcji w związku ze zbrodniami władz Iranu wobec własnego narodu.

4-228

Zbigniew Zaleski (PPE-DE). – Panie Przewodniczący! Absurd prawa i psychologia terroru to jest najkrótsza definicja dzisiejszego totalitaryzmu w Iranie. Surowość prawa polega na tym, aby ludzie wiedzieli, co jest karane, ale musi być pewna odpowiedniość. Mamy jeden przykład w historii – w sowieckiej Rosji w ogóle nie było prawa. Tam była wola jednego wszechwiedzącego człowieka i jego urzędu, KGB. W Iranie absurd polega na tym, że wszystko może być karane śmiercią. Nie ma tam żadnych sądów, nie ma tam logiki ani w ogóle sądenia. W związku z tym postulat, żeby żadnych uciekinierów politycznych, a szczególnie młodocianych, w tym przypadku z Iraku, skądkolwiek, nie zwracać do Iranu, bo to jest jedna katownia, a nie sądownictwo.

4-229

Benita Ferrero-Waldner, Member of the Commission. – Mr President, I think this is certainly one of the saddest questions of human rights violations, namely the death sentence – and particularly the death sentence carried out on young people. I think we all share the same profound, serious and urgent need to do something. There was a debate in June on the same issue, and yet between June and now the situation has unfortunately not improved but deteriorated. The extent and the severity of our concern is reflected in the growing number of statements published also by the European Union since the June debate – eight more to date.

You mentioned many cases and I also would like to mention a few. Last week, for instance, the day after the EU deplored the hanging of Mr Hejazi, a minor, yet another juvenile execution took place. On 26 August Mr Zaree was put to death at the prison in Shiraz. This was despite specific calls for mercy emanating not only from the European Union, but also from all over the world, notably from the UN High Commissioner for Human Rights. Mr Zaree's execution has brought the number of juvenile executions – as you have said – since the beginning of this year to the very high number of six. Information suggests that there are over a hundred minors on death row in Iran. Unfortunately the death toll keeps rising. As we speak, yet another minor, Mr Soleimani, faces imminent execution. The moratorium on youth executions, decreed by Iran's Chief Judiciary, is blatantly and repeatedly violated by his own judges.

Regarding the question of Camp Ashraf, the Geneva Conventions should of course apply as for anyone else. In the case of forceful deportation to Iran of Camp Ashraf residents, necessary representations towards the Government of Iran will have to be made. We have tried on many occasions either to speak up openly or to try discreet diplomacy. I, myself, on every occasion when either the Foreign Minister or the President of the Parliament came to see me on other issues – on nuclear issues – always made the case very strongly. We were only successful in one case and that was the stoning of women. I have always spoken out against that but, as you can imagine, I am also totally against what is happening to young people and of course, to the death sentence in general. However the Iranian authorities' ears are largely deaf to our calls. We

sometimes, therefore, have no choice but to resort to the so-called 'megaphone diplomacy' that Tehran claims to abhor and reject.

Iran must face up to its own responsibilities. Its behaviour can only cast a shadow over its already tainted international reputation. Without a concrete improvement in the human rights situation, our common objective of developing the relationship between the European Union and the Islamic Republic of Iran cannot proceed properly, even if the nuclear issue were to be solved.

I trust that the European Parliament and all EU partners will agree to this line and act accordingly. Today I call once more on the authorities of the Islamic Republic of Iran to fully abide by the international conventions to which it is party. I call on Iran to spare the lives of all minors still languishing on death row. The whole human rights situation is indeed very difficult. As you know, we had a human rights dialogue, but unfortunately this did not work. We tried to work on public diplomacy and we are working closely with EU Member States to pursue a well-coordinated public diplomacy. We have allocated EUR 3 million for a TV news service in Farsi. We are also trying to work with civil society in Iran, but many obstacles are being put in our way.

4-230

Presidente. – O debate está encerrado.
A votação terá lugar no final do debate.

Declarações escritas (artigo 142º)

4-231

Glyn Ford (PSE), in writing. – This Parliament supports the total abolition of the death penalty around the world. Unfortunately there is a long way to go. Therefore we have to try to make what progress we can. We welcome the suspension of the use of stoning as a means of execution for women in Iran. We urge the Majlis to urgently amend legislation in order to ensure that no one is executed for crimes committed when less than 18 years of age.

We should also condemn the imprisonment and persecution of Iranian citizens who campaign for human rights and the abolition of the death penalty. In the present circumstances we call on Iraqi and US authorities not to forcibly return to Iran refugees and asylum-seekers and to work to find a long-term solution to the situation facing those people currently in limbo in Camp Ashraf.

4-232

12.3 - Assassinatos de albinos na Tanzânia

4-233

Presidente. – Segue-se o debate sobre seis propostas de resolução sobre assassinatos de albinos na Tanzânia³.

4-234

Ryszard Czarnecki, autor. – Panie Przewodniczący! W XXI wieku zabija się ludzi tylko z tego powodu, że są albinosami. Ma to miejsce w Tanzanii, w kraju, w którym ponad jedna trzecia mieszkańców żyje poniżej progu ubóstwa. O skali tego zjawiska świadczy fakt, że w ostatnim czasie aresztowano 173 osoby pod zarzutem zabójstwa lub okaleczenia albinosów. W ciągu ostatniego półrocza zabito lub okaleczono właśnie z tego powodu 25 osób.

Możemy mówić o bardzo dużej populacji albinosów na świecie. W praktyce 50 osób na milion to albinosi. Ale tylko w Tanzanii są tak okrutnie traktowani. Ich krew i części ciała są przeznaczane na handel, przy czym odpowiedzialność spoczywa tutaj na animistycznych szamanach, na gangach, które są przez nich wynajmowane, a także, co trzeba podkreślić, na policji, która przyzyka na to oko.

Kończąc, chciałem powiedzieć, że nasz protest tutaj będzie skuteczny tylko wtedy, kiedy albinosom w Tanzanii zapewni się opiekę zdrowotną, edukację i możliwość integracji ze społeczeństwem.

4-235

Laima Liucija Andrikiene, Autorė. – Šiandien mes svarstome mažumos diskriminacijos atvejį. Toji mažuma – albinosai, kurie Tanzanijoje žudomi, luošinami, nesigailint net vaikų. Ši problema aktuali visai į Pietus nuo Saharos esančiai Afrikai ir dar priminsiu, kad vienas iš 20 000 žmonių pasaulyje yra albinosas. Kaip jau minėjo kolega, Tanzanijoje raganiai parduoda nupjautas albinosų kūno dalis ir kraują šachtininkams ir žvejams, kurie naiviai tiki, kad tai jiems atneš sėkmę, sveikatą ir turtą. Mūsų pozicija aiški – albinosų naikinimas ir diskriminacija yra visiškai netoleruoti ir nepriimtini. Tanzanijos vyriausybė turi imtis nuoseklių priemonių padaryti tam galą. Tanzanijos prezidentas, vyriausybė ėmėsi tam tikrų priemonių ir mes sveikiname jas, tačiau jų nepakanka. Procesas, kuriame turi dalyvauti 173 įtariamieji albinosų žudymu bus lakmuso popierėlis vertinant Tanzanijos valdžios politiką ir kaltieji turi būti nubauti. Tačiau labiausiai padėtų švietimas, tinkama sveikatos apsauga, jos prieinamumas visiems šioje šalyje, taip pat ir albinosams. Ir čia tarptautinė

³ Ver Acta.

bendruomenė, taip pat ir Europos Sąjunga, turėtų padėti įveikti minėtas problemas. Juk daugelis albinosų miršta nuo odos vėžio nesulaukę net 30 metų amžiaus.

4-236

Marios Matsakis, *author*. – Mr President, people with the genetic defect of albinism, apart from serious health-care problems, suffer various degrees of discrimination internationally.

But recently in sub-Saharan Africa, and especially in Tanzania, albinos have, in addition, suffered unprecedented barbaric attacks of mutilation, with their body parts being used by witchcraft doctors as ingredients in the production of potions that are promised to make people rich. Such a state of affairs, apart from its obvious criminality, points towards a seriously backward society in which sickeningly brutal witchcraft practices are still operating.

The government of Tanzania has an obligation to act swiftly and decisively in the following aspects: firstly, to protect all albinos from further attacks; secondly, to investigate fully all crimes against albinos and bring those responsible to justice; thirdly, to educate their citizens sufficiently, so as to rid them from the curse of witchcraft and superstition and, fourthly, to make sure that people with albinism are offered the best possible medical and social assistance they need in order to lead near-normal, safe and peaceful lives.

4-237

Erik Meijer, *Auteur*. – Voorzitter, in Tanzania gaat het niet om staatsgeweld. De discriminatie en het geweld zijn een overblijfsel uit de tijd van vóór de joods-christelijk-islamitische beschaving, waarin nog niet werd uitgegaan van de gelijkwaardigheid van alle mensen.

Tanzania heeft 150.000 inwoners die door een tekort aan het kleurpigment melanine rode ogen, een bleke huid en lichte haren hebben. Zij worden gezien als een product van hekserij. Veel van deze mensen worden gedood, waarna hun gestroopte huid en andere lichaamsdelen worden gebruikt in magische rituelen. Vanwege het grote aantal albino's is Tanzania de belangrijkste leverancier van menselijke lichaamsdelen voor heel Afrika.

Aan deze verschrikkelijke gebruiken kan geen eind worden gemaakt zonder actieve voorlichting onder de gewone mensen in Tanzania en in heel Afrika, een betere medische zorg en een betere toegang van albino's tot toonaangevende functies. De Tanzaniaanse regering neemt wel maatregelen, waaronder een registratie van alle albino's met het doel ze te kunnen beschermen. Zonder veranderde opvatting over de positie van albino's zou die registratie in de toekomst ook kunnen worden misbruikt om deze mensen op te sporen en uit te roeien. In Europa hebben we in de jaren '40 slechte ervaringen opgedaan met registratie van bedreigde bevolkingsgroepen.

4-238

Charles Tannock, *on behalf of the PPE-DE Group*. – Mr President, the plight of albino people in Tanzania seems barely credible in today's age. When I first heard about this issue, it seemed like something straight out of Joseph Conrad's novel *Heart of Darkness*. I would like to believe in the renaissance and potential of Africa, as so many other colleagues in this House seem to, but the murder of albino people for their body parts does nothing to improve the image of the continent internationally. Sadly, the suffering of albino people is not limited to Tanzania but occurs all over Africa.

Quite apart from the medical consequences of albinism in the tropics, including a high risk of terrible skin cancers, the long-suffering albino people are at best traditionally considered as freaks or curiosities, and at worst they are murdered to satisfy demand for traditional medicine that is more akin to medieval sorcery.

The EU should not hesitate to campaign on the issue and bring pressure to bear on countries like Tanzania, where, apparently, such scant regard for human rights and dignity is common. However, I am heartened that the Tanzanian President has appealed to his people to change their traditional ways. Let us hope that other leaders throughout Africa repeat this important message.

4-239

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, *w imieniu grupy PSE*. – Panie Przewodniczący! W marcu bieżącego roku doszło do brutalnego zabójstwa oraz okaleczenia ponad 25 albinosów, w tym dzieci, którzy zamieszkiwali region jeziora Wiktorii. Na terenach tych już wcześniej dochodziło do aktów agresji wobec osób, którym przypisywano posiadanie tzw. nadprzyrodzonych zdolności.

Zważywszy, iż 36% tanzańskiej ludności żyje poniżej granicy ubóstwa, praktycznie bez dostępu do opieki medycznej, stałą praktyką jest zwracanie się o pomoc do lokalnych szamanów. Wiara w nadprzyrodzone zdolności potęgowana jest także niskim poziomem wykształcenia lokalnej ludności, która dodatkowo neguje także wszystko, co inne. Ofiarą otwartej dyskryminacji ze względu na swoją odmienność padli właśnie albinosi, wyjątkowo licznie zamieszkujący tereny Afryki subsaharyjskiej. Odmawia się im prawa nie tylko do opieki medycznej, ale także społecznej i prawnej. Dyskryminacja w życiu codziennym, w szkołach, instytucjach publicznych oraz na rynku pracy jest praktyką codzienną. Albinosi czują się upokarzani na każdym kroku i traktowani jak obywatele drugiej kategorii.

Ukaranie winnych za zabójstwa, przy jednoczesnej pracy u podstaw w celu podniesienia świadomości tanzańskiego społeczeństwa, mogłoby przeciwdziałać istniejącej nietolerancji oraz ukroić akty agresji wobec albinosów w przyszłości. Niezbędne jest w tym celu poparcie podjętych już przez tanzański rząd inicjatyw, w tym specjalnej ochrony dla albinoskich dzieci oraz współpraca ze społeczeństwem obywatelskim i organizacjami pozarządowymi. Koncentracja działań musi obejmować przede wszystkim tereny wiejskie, gdzie świadomość społeczna jest najniższa. Ponadto Komisja oraz państwa członkowskie Unii powinny silnie wspierać doraźne działania podjęte przez Tanzańskie Stowarzyszenie Albinosów. Zaś dalsze kroki powinny zmierzać ku zapewnieniu ludności albinoskiej pełnych praw w dostępie do edukacji, rynku pracy, a także ochrony społecznej i zdrowotnej.

4-240

Ewa Tomaszewska, w imieniu grupy UEN. – Panie Przewodniczący! Od marca zamordowano w Tanzanii 25 osób – albinosów – w związku z odbywającymi się tam zabobonnymi praktykami. Wynikają one z wierzeń, że części ciała albinosów – nogi, ręce, włosy i krew – czynią człowieka zdrowym, szczęśliwym i bogatym. Ostatnia ofiara to 7-miesięczne dziecko. W ubiegłym roku także 25 albinosów straciło życie.

Praktyki okultystyczne mają miejsce u wybrzeży jeziora Wiktorii, na terenach rolniczych, także wśród rybaków i górników. Albinosi są często przedmiotem dyskryminacji i szykan. Prezydent Jakaya Kikwete, używając policji, stara się zlokalizować ukrywających się albinosów, deklarując zapewnienie im ochrony. Nie budzi to jednak z ich strony zaufania, ponieważ obawiają się uczestników praktyk okultystycznych, także wśród policjantów. Morderstwa albinosów są organizowane przez gang szamanów. Aresztowano 173 osoby z tego środowiska pod zarzutem udziału w zbrodni.

Nominację albinoski – pani Al-Shymai Kwegyir – na członka parlamentu w uznaniu za jej walkę z dyskryminacją, dokonaną na wniosek prezydenta, przyjmujemy za krok w dobrym kierunku. Popieramy działania Tanzańskiego Stowarzyszenia Albinosów i oczekujemy od Komisji jej realnego wsparcia.

4-241

Urszula Krupa, w imieniu grupy IND/DEM. – Panie Przewodniczący! Omawiany dzisiaj problem łamania praw człowieka dotyczy podzwrotnikowej Tanzanii, gdzie albinosi są dyskryminowani, podobnie jak w wielu krajach Afryki.

Jednak szczególnie brutalnie zabijani w Tanzanii, gdzie w ostatnim roku straciło życie ponad 25 osób. Z 39 mln Tanzańczyków 270 tys. cierpi na genetyczny defekt spowodowany występowaniem recesywnego genu warunkującego brak barwnika w skórze, co naraża albinosów na zaburzenia wzroku, oparzenia skóry, nowotwory i przedwczesny zgon. Aby doszło do ujawnienia defektu oboje rodziców musi być nosicielami tego genu. Kobiety rodzące albinoskie dzieci zmuszane są do rozwodów, a dzieci traktowane jako klątwa nałożona na rodzinę, opętanie przez nieczyste duchy lub jako zwierzęta, choć z drugiej strony szamani rozpuszczają wieści o magicznych właściwościach białej skóry albinosów, która ma być pomocna w zdobywaniu powodzenia i bogactwa. Prowadzi to do ich zabijania, wraz z brutalnym ćwiartowaniem i używaniem do wytwarzania eliksirów.

Trudno podejrzewać, co jest celem i powodem tego barbarzyństwa, ale być może jest to próba eliminacji chorych z defektami genetycznymi. Mimo, że ostatnio rząd potępia stosowanie przemocy wobec białoskórych Afrykańczyków, propaguje akcję edukacyjną, a nawet wybrano parlamentarzystkę cierpiącą na albinizm, to jednak dramat tych osób trwa nadal. Ponadto brakuje środków finansowych na odzież ochronną i inną pomoc zepchniętej na margines, dyskryminowanej ludności, której uniemożliwia się także pracę i naukę.

Protesty i apele społeczności międzynarodowej oraz pomoc edukacyjna i finansowa mogą pomóc w przeciwdziałaniu tego typu ekstremalnej dyskryminacji i wymóc stosowanie postępowań prawnych w stosunku do zatrzymanych 173 pseudo-szamanów, oskarżanych o zbrodnicze działania, podżeganie do zabójstw i handel ludzkimi organami.

4-242

Avril Doyle (PPE-DE). – Mr President, I would just like to add my voice of support to that of colleagues on all sides of this House about the appalling story of the treatment of albinos in Tanzania. I know it happens in other parts of Africa but there is a concentration in Tanzania – we have heard the number of 270 000 albinos – who are discriminated against, who are marginalised, brutalised and murdered for their body parts due to superstition, witchcraft and various occult practices.

By raising this issue here (and I commend all my colleagues who have raised it and those who put this item on the agenda), we add our voice in the European Parliament to the international voice of protest, and hopefully the Tanzanian Government – and indeed others – will listen.

It is a question mainly of education but, above all, we need protection for albinos within their own communities; we need full investigation. The fact that some of the police force are part of the problem and cannot be trusted to be part of the solution is extremely worrying.

4-243

Benita Ferrero-Waldner, *Member of the Commission*. – Mr President, we share Parliament's outrage at the increasing number of attacks in Tanzania against the albino population and at the abhorrent and illegal trade in albino body parts linked to traditional medicine, to superstition and to the practices of witch doctors.

In particular, we share the concerns recently reported by the UN Committee on the Elimination of Discrimination against Women that, for instance, albino women and girls have been targeted very specifically in ritual killings. We condemn all forms of discrimination and victimisation, and we are committed to supporting policies and actions aimed at eradicating them.

The Government of Tanzania, too, it must be said, is committed to stamping out these practices and raising awareness of the plight of the albino population. Therefore, we welcome the nomination of an albino Member of Parliament, the recent arrests of some witch doctors, and the President's commitment, as has been mentioned, to bringing those responsible to justice.

We also closely monitor the human rights situation in general in Tanzania, together with Member States and other development partners. Several Member States and other partners are supporting organisations, such as the Legal and Human Rights Centre, which regularly monitor possible human rights violations. As a member of the Donor Group on Governance, the Commission will continue to coordinate donor responses to addressing the problem, including the Albino Association.

The Commission will also, with Member States in Tanzania, raise the problem in its political dialogue with the Tanzanian authorities.

The EUR 3 million EDF-funded Civil Society Programme will help to create awareness: workshops are being organised to highlight the albino situation and a new sensitisation campaign is shortly to be implemented in the Mwanza region of Northern Tanzania.

So, in general, we use our regular dialogues to refer to this issue. These questions are, of course, also being raised in our ongoing exercise concerning public funds and the health, education and employment sectors. We believe that an independent and functioning judicial system is vital.

Therefore, we, the Commission, in our contacts with the authorities, will underline the importance of appropriate legal action being taken against the perpetrators of these horrible acts.

We will also contact the honourable Kway-Geer, the first Albino Member of Parliament in Tanzania (she has already been mentioned), and discuss possible actions with her, because she can tell us even better what can be done. Finally, together with the presidency in Tanzania, we will discuss this issue at the 60th anniversary of the signature of the Universal Declaration of Human Rights planned in Tanzania on 10 December 2008.

4-244

Presidente. – O debate está encerrado.

A votação terá lugar imediatamente a seguir aos debates.

4-245

13 - Período de votação

4-246

Presidente. – Passamos agora à votação.

4-247

13.1 - Golpe de Estado na Mauritânia (votação)

4-248

– *Antes da votação:*

4-249

Colm Burke (PPE-DE). – Mr President, my apologies for being late for the debate earlier on. This was due to the fact that we were trying to agree the terms of an oral amendment relating to paragraph 8. This is the oral amendment as agreed: 'Notes the announcement of new presidential elections by the junta, but deplores the failure – contrary to the position of the 2005-2007 junta – of a commitment to neutrality; calls on the military in power to commit themselves forthwith to a timetable for the restoration of the democratic institutions, in cooperation with the political forces'.

In relation to paragraph 10, there is a typographical correction to be made which was agreed in the discussions. The last line of paragraph 10 should read 'which could lead to the freezing of aid, excluding food and humanitarian assistance'.

4-250

(A alteração oral é aceite)

4-251

13.2 - Enforcamentos no Irão (votação)

4-252

– Antes da votação:

4-253

Marco Cappato (ALDE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sono emendamenti che propongo in fondo alla risoluzione. Chiedo scusa per farlo in questo ultimo minuto, su una questione che riguarda la moratoria sulla pena di morte all'ONE, su cui il Parlamento si è già espresso tre volte ed è per questo che ritengo di poterlo fare solo come emendamento orale.

I due paragrafi che propongo sono questi (li leggo molto lentamente in inglese):

4-254

‘Calls for the presentation of a resolution, at the next UN General Assembly, with a request to all countries who retain the death penalty to make available to the UN Secretary-General and to public opinion all information on capital punishment and executions, so as to overcome the state secret on the death penalty, which is also a direct cause of a greater number of executions’.

The second paragraph is as follows:

‘Calls for the new resolution to foresee the figure of a Special Envoy of the Secretary-General, with the task of monitoring the situation, ensuring maximum transparency in the capital punishment system and favouring an internal process directed at the implementation of the United Nations resolution on the moratorium on executions’.

4-255

Capisco che sia un tema, diciamo aggiuntivo, sulla questione dell'Iran, ma è anche una questione sulla quale dobbiamo essere tempestivi. vi chiedo di concedere questa aggiunta alla nostra risoluzione.

4-256

(A alteração oral é aceite)

4-257

Raül Romeva i Rueda, author. – Mr President, the two amendments relate firstly to Article 9. We have a specific request from the UNHCR that it not be mentioned in the resolution. I think that this is absolutely acceptable and, according to this amendment, I ask for the words ‘starting to notably work together with the UNHCR and others’ to be deleted. Please note that in this amendment we also include Mr Hutchinson’s oral amendment, in which he also asked for the opposition members to be included.

Concerning recital K, we also had the same request in connection with the same principle that I have already mentioned. Here the words that we ask to be deleted from the resolution are ‘under Article 27 of the Fourth Geneva Convention’. It should also be noted here that we are also including Mr Kelam’s oral amendment. Given the fact that this is a specific request from the UNHCR, I insist that we should take them into consideration.

4-258

Paulo Casaca, em nome do Grupo PSE. – Senhor Presidente, eu creio ser necessário desde já corrigir o que foi aqui dito. Posso garantir a esta Câmara que o Alto Comissariado para as Nações Unidas de forma alguma, alguma vez, propôs isto ou está de acordo com o que foi dito por este nosso colega e, portanto, eu apelava à Câmara para nunca votar o que aqui está a ser proposto. Tal seria pôr em causa o que há de mais importante, e que aliás foi salientado pela Senhora Comissária, que é a protecção dada pela Convenção de Genebra aos prisioneiros de Ashraf. Portanto, nunca poderíamos aceitar esta alteração que foi proposta. Queria também esclarecer que ela seria totalmente contraditória com o que foi proposto pelo nosso colega Hutchinson e também pelo nosso colega do Partido Popular Europeu e, portanto, oponho-me terminantemente a esta alteração oral.

4-259

Bernd Posselt, im Namen der PPE-DE-Fraktion. – Herr Präsident! Ich möchte nur sagen, dass auch unsere Fraktion gegen diesen mündlichen Änderungsantrag ist und der Meinung ist, dass weiterhin das Abkommen erwähnt werden soll, wie das am Anfang der Woche ausgehandelt wurde.

4-260

Tunne Kelam (PPE-DE). – Mr President, I am really against joining, in recital K, my oral amendment, which is to replace ‘ex-members’ with ‘associates’, with deletion of the mention of the Geneva Convention. The Commissioner has just confirmed that the Fourth Geneva Convention applies as well to the inhabitants of Ashraf, so I would like to ask you

to support the first part of this amendment, which is the same as Mr Hutchinson's, but to oppose deletion of the mention of the Geneva Convention.

4-261

Mogens Camre, *on behalf of the UEN Group*. – Mr President, I want to join with the last two speakers, as the UEN Group is also against any changes to the existing oral amendments printed in the files.

4-262

Alain Hutchinson, *auteur*. – Monsieur le Président, je souhaiterais simplement confirmer que nous ne soutiendrons pas l'amendement qui a été présenté ici par notre collègue, mais que nous avons déposé un amendement oral à l'article 9 qui va dans le sens de ce qui a été exposé par notre collègue et que, bien entendu, nous maintenons celui-là.

4-263

(As alterações orais propostas pelo Deputado Romeva i Rueda não são aceites. As alterações orais propostas pelos Deputados Kelam e Hutchinson são aceites.)

4-264

13.3 - Assassinatos de albinos na Tanzânia (votação)

4-265

Presidente. – O período de votação está encerrado.

4-266

14 - Composição das comissões e delegações : Ver Acta

4-267

15 - Decisões sobre determinados documentos: ver acta

4-268

16 - Declarações escritas inscritas no registo (artigo 116º do Regimento): ver acta.

4-269

17 - Transmissão dos textos aprovados durante a presente sessão: ver Acta

4-270

18 - Calendário das próximas sessões : Ver Acta

4-271

19 - Interrupção da Sessão

4-272

Presidente. – Dou por interrompido o período de sessões do Parlamento Europeu.

(A sessão é encerrada às 16h45)